QUARANTE-CINQUIÈME ANNÉE

Nº 13646 - 6 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

DIMANCHE 11-LUNDI 12 DÉCEMBRE 1988

Les droits de l'homme inachevés

Au voleur

mie operation ismes

sad de Berreut

après la Déclaration universelle des droits de l'homme, Amnesty International pouvait encore écrire, dans son dernier rapport, que « dans la moitié au moins des pays du monde des gens sont enfermés pour avoir dit ce qu'ils pensaient, souvent à la suite de parodies de proçès » et que, « dans un tiers au moins des pays, des hommes, des femmes et même des enfams sont torturés ». Un constat si accablent - et que nul ne peut contester donne la mesure du chemin qu'il reste à parcourir pour établir un peu plus de justice.

Certas, en quatre décennies, des progrès ont été accomplis, dans les domaines du droit, des mécanismes de contrôle et de la connaissance des faits incriminés. Les techniques des com-munications ont tellement évolué qu'il est de plus en plus difficile de cacher ses propres forfaits et. surtout, d'occulter les droits dont bénéficie autrui, où qu'il se trouve. Rares sont les Etats qui ouent encore ne pes se réclamer des droits fondamentaux, même quand ils pratiquent le plus scan-

L'assassinat, la torture, l'enlèvement, n'en restent pas moins des pratiques courantes sur la plupart des continents: Les pays social ont beau s'engager à s'amender, trop d'intérêts sont en jeu et trop de bonnes visilles habitudes sont ancrées pour imaginer que les « transparances » et « ráformes » proposées aujourd'hui se transforment demain en de véritables libertés

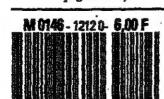
d'expression et en un pluralisme principaux garants des droits de l'homme. Quant aux pays du tiers-monde — perfois, meigré la bonne volonté de leura diriseents, - ils vivent trop souvent la plus grande détresse pour pouvoir assurer le respect des droits les plus élémentaires. Les nations occidentales, à

l'heure des nouveaux peuvres, ne sauraient, sur ce plan, se poser en domneuses de leçons. Pour ce qui la concerne, l'Europe des nouse cou quarante-quatre millions de peu-vres, soit une personne sur huit-En outre, dans les rapports Nord-Sud, la loi d'airain prévaut toujours, s'ajoutant ainsi à la sous-administration des pays encore trou nombreux à ne pas se trouver sur la voie du développe-ment. Les démocraties occidentales ne sont pas, enfin, exemplaires, surtout dans le domaine des droits économiques et socieux.

Cost pourtant Paris que deux des plus célèbres contestataires d'Europe orien-tale, Lech Waless et Andrei Sakharov, ont choisi pour célébrer ce quarantième anniversaire, tandis que le prix Nobel de la paix était remis, à Oslo, aux « soldats de la paix » de l'ONU. Pourrait-on oublier que, pour des dizaines de millions de gens soumis au totalitarisme et à la misère, l'espoir vient encore de Couest?

La liberté, depuis la deuxième guerre mondiele, n'avance qu'à petits pas, et on se doit de le déplorer. Raison de plus pour encourager tout ce qui tend, çà et là, à lui permettre de percer, à défaut de s'épenouir.

(Lire nos informations pages 2 et 3.)



M. Gorbatchev dans les zones sinistrées

Le séisme en Arménie aurait fait | M. Rocard se donne trente mois 45 000 morts et 12 000 blessés

Selon un premier bilan provisoire, publié samedi matin 10 décembre par le gouvernement soviétique, le tremblement de terre qui a ravagé, mercredi, la région nord de l'Arménie a fait au moins quarante-cinq mille morts et douze mille blessés. Un demimillion de personnes sont sans abri. Vendredi, le ministre de la santé, M. Tchazov, avait pour sa-part avancé le chiffre de cent mille morts et disparus.

Le président soviétique, M. Mikhaïl Gorbatchev, est arrivé samedi en Arménie et doit visiter les principales zones sinistrées, en particulier les villes de Leninakan, Kirovakan et Spitak. L'organisation des secours se

heurte toujours à de graves difficultés. Une importante aide internationale, acceptée par l'URSS, se concentre vers les zones sinistrées.

(Lire nos informations page 4.)







Relations sociales, mobilité, motivation...

pour rénover le service public

Tandis que le trafic des transports parisiens restait très perturbé ce week-end, M. Michel Rocard a annoncé, vendredi 9 décembre, à l'Assemblée nationale, un plan en trois étapes pour « le renouveau du service public ». D'une durée totale de trente mois, il visera à sensibiliser la haute fonction publique aux relations sociales, à motiver les personnels. à accroître leur mobilité et, d'une façon générale, à résoudre « les problèmes concrets » des différents services. Il se propose également de protéger l'intérêt des usagers en cas de grève. Il débouchera sur des « projets de services », à l'image des projets d'entreprise que met en œuvre le secteur privé.

M. Michel Rocard a peut-être raison de penser qu'on a sous-estimé la désespé-rance du service public. Mais il a sûrement tort d'en chercher les causes dans ce qui aurait pu être dit ou fait ces deux der-nières années : stagnation, parfois baisse du pouvoir d'achat des fonctionnaires ou des agents des services publics : critiques formulées à l'encontre de « privilégiés » à l'emploi garanti, alors que le secteur privé était frappé par le chômage.

L'inégalité devant l'emploi a, c'est vrai, servi à la droite d'argument pour justifier en 1986-1987, le maintien d'une politique salariale assez dure. Mais, outre que cette sévérité remonte à 1982-1983, époque où la gauche était au pouvoir, le malaise de la fonction publique a des origines bien plus anciennes. Les bureaux de poste, les commissariats de police, les prisons, les lycées, de nombreux hôpitaux sont vétustes, mal équipés et tout simplement mal gérés depuis longtemps. Ce n'est pas d'hier que s'est posé le problème de la qualité du ser-vice public en matière d'enseignement, de police, de contrôles fiscaux, d'acheminement du courrier ou de transport : la modernisation de la RATP ne coexistet-elle pas avec une certaine insécurité, des dégradations incompréhensibles et beaucoup de saleté ?

ALAIN VERNHOLES. (Lire la suite page 13.)

Le chef de l'Etat et les relations entre les deux Europe

Le président de la République a regagné Paris, vendredi 9 décembre au soir, après une visite officielle de deux jours en Tchécoslovaquie, qui était la première illustration de sa nouvelle politique en direction des pays de l'Est autres que l'URSS.

de notre envoyée spéciale

La politique de la France en direction des pays de l'Est est sur les rails. C'est dans l'optimisme et dans une évidente bonne humeur que le président de la République a quitté Prague vendredi 9 décembre, an terme de deux jours de visite officielle. Ce séjour s'annonçait politiquement délicat.

Boucles

d'oreilles or

et pierres

précieuses

30 400 F.

aussi, de la France surtout, l'architecte de la future grande maison Europe, - mais était incertain quant 2 in methode, dans cette Tchécoslovaquie dont le régime compte, à l'Est, parmi les plus rétifs aux courants réformateurs. Le secret de la réussite a été de savoir allier pendant ces deux jours une indéniable fermeté quant aux principes (ceux qui fondent la démocratie) et une grande modestie dans le compor-

Modeste, il le fut jeudi dans ses rencontres avec les dirigeants tchécoslovaques, auxquels il rap-pela ce à quoi il croit, mais sans arrogance, sans dénonciation, et sans agressivité. Il évoqua le « printemps de Prague » dans un évoquent quelque chose pour discours intégralement repris par l'organe du parti Rude Pravo. Il Le président avait en tête un nota, dans sa conférence de presse grand projet - faire de la France finale, que ses interlocuteurs, le

Bague or

5900 F.

Bague or et diamants

18900 F.

COLLECTION

"LES BELLES CORDELIÈRES"

CHAUMET

JOAILLIER DEPUIS 1780 PARIS

PARIS - LONDRES - NEW YORK - TOKYO

12 PLACE VENDÔME. TEL: 42.60.32.82

46 AVENUE GEORGEV . TEL: 49.52.08.25

général du parti, M. Milos Jakes, avaient abordé eux-mêmes la question des droits de l'homme, a dont ils connaissent, dit-il. l'actualité. Cela a facilité notre entrée en matière. Je n'ai entendu personne dire que ce problème serait résolu par le silence ou le refus d'en tenir compte ».

Modeste, M. Mitterrand le fut aussi dans sa façon d'aborder vendredi matin les huit représentants de l'opposition qu'il avait conviés à un petit déjeuner à l'ambassade. C'est lui qui était ému, relata-t-il ensuite, devant ces « personna-lités qui se sont généralement illustrées par leurs œuvres personnelles, qui jouissent déjà d'une renommée et dont les noms l'esprit. »

> CLAIRE TRÉAIL (Lire la suite page 3.)

100 morts au Tchad

Un affrontement entre l'armée d'Hissène Habré et la Légion islamique de Kodhafi

Rejet de la motion de censure

Quatre députés centristes, dont M. Raymond Barre, ne se sont pas joints au vote de l'opposition PAGE 6

Record pour Jean-Loup Chrétien

Le cosmonaute français et son collègue soviétique ont passé plus de six heures dans le vide spatial PAGE 8

Epidémie de grippe en France Plus de 2 millions de personnes touchées

PAGE 8

« Grand Jury RTL-le Monde » M. Jean François-Poncet invité dimanche à 18 h 15

Le sommaire complet se trouve en page 16

« Culture et entreprise » à Kyoto

Le mécénat japonais... pour l'image

relle des expériences radicalement différentes : alors que pour la première, les dépenses publiques (près de 1 % du budget de l'Etat) jouent un rôle déterminant, dans le cas du second, le mécénat privé est beaucoup plus développé. La confrontation de ces deux expériences a été l'objet du symposium « Culture et entreprise » qui vient de se tenir à Kyoto.

KYOTO de notre envoyé spécial

Organisé par le quotidien Asahi et le ministère français de la culture et de la communication, ce symposium se situait dans le cadre des « sommets » culturels franco-japonais qui se tiennent régulièrement depuis quelques

relles qui pourrait déboucher sur des actions concrètes : il a été évoqué par exemple l'hypothèse de la création d'un « club francojaponais » d'entreprises patron-nant les arts sur le modèle de l'Admical (Association pour le développement du mécénat industriel et commercial) fondée en France par M. Jacques Rigaud, PDG de RTL

donné lieu à un dialogue, le croisement des expériences a été de part et d'autre enrichissant. Du côté japonais - et c'était clairement le message que l'Asahi entendait faire passer, - il s'agissait, en prenant appui sur l'exemple français, de dénoncer les carences de la politique culturelle nationale. La comparaison des budgets est révélatrice : le Japon Sur le plan bilatéral, ce collo-que a marqué une phase nouvelle que la France ou l'Italie en la

Si les débats n'ont pas vraiment

La France et le Japon ont par la tentative, sous-jacente à son matière. Des artistes telles que la en matière de politique cultu- thème, de ne pas en rester au sim- cantatrice Atsuko Azuma ou la ple échange des œuvres ou des dramaturge Koharu Kisaragi ont idées mais d'engager une dressé non sans passion un réquisiréflexion sur les politiques cultu- toire contre l'Etat japonais salué par les applaudissements de l'assistance; un critique et écrivain comme M. Shuichi Kato a souligné, pour sa part, la dégradation culturelle à laquelle conduit l'indifférence des pouvoirs publics et qui se traduit notamment par une commercialisation de la culture. Le phénomène se fait particulièrement sentir dans le domaine de la création cinématographique.

C'est d'ailleurs en raison de la faible participation de l'Etat japo-nais au financement des activités culturelles que les entreprises ont commence depuis la guerre à s'y intéresser afin de promouvoir leur image, et après les années 70, se réhabiliter aux yeux de l'opinion publique, traumatisée par la suc-cession des catastrophes écolo-

> PHILIPPE PONS. (Lire la suite page 10.)

A L'ÉTRANGER: Algérie, 450 DA; Marrie, 6 dk.; Turkin, 700 pt.; Alemagne, 2,50 DM; Antriche, 20 eth.; Belgique, 40 fk.; Chronich. 1,75 2; Arribins/Ribarkon, 7,20 F; Cito-d'hoire, 316 F CFA; Denoment. 10 kr.; Espagne, 175 pen.; G.-B., 80 pt.; Quico, 180 dk.; Mindle, 90 pt.; Italia, 2 000 kt.; Libye, Q,400 pt.; Limenbourg, 40 ft.; Mundige, 13 kt.; Prop. Bins.; 2,30 ft.; Selder, 130 eth.; Selder, 14 pt.; Selder, 15 pt.; USA, 1,50 ft.; USA, 1,50 ft.; Mindle, 15 pt.; Selder, 15 p

هكذا من الأصل

والمرابع والمنافض بتعييروي

100

317 K. B

194 gran 東 日本 本土 William Water to المراجعة المناطقة **建国际** 克泽 () Butter and Tolkers and Section 4, 2 The Thirt I was ---

AND DESCRIPTION OF THE PARTY

The same Committee Street millionists are The state of the s the production by

THE WORLD THE PARTY OF Mary of the Control of The Mile of the other Maria . 1 "

一年 イルヤオヤー

هكذا من الأصل

Dates

Le quarantième anniversaire de la

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09 Tél.: (1) 42-47-97-27 Télex MONDPAR 650 572 F Télécopieur: (1) 45-23-06-81

Edité par la SARL le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs:
Habert Berre-Méry (1944-1969)
Jacques Farret (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Darée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

O décembre 1944. Capital social :

Principant associés de la société :
Société civile

Les rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérunt,
et Hubert Beuve-Méry, fondateur

Administrateur général : Bernard Wouts. Rédacteur en chef : Daniel Vernet. Corédacteur en chef : Claude Sales.



5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS Tél : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71 Télex MONDPUB 206 136 F

Reproduction intendite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, nº 57 437 ISSN : 0395 - 2037 Renssignements sur les microfilms et index du Monde su (1) 42-47-89-61.

Le Monde TÉLÉMATIQUE

Composez 36-15 - Tapez LEMONDE

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09

Tél.: (1) 42-47-98-72				
Tadi	FRANCE	MATT	SUEE	
3	354 F	399 F	594 F	617 T

3	354 F	399 F	594 F	617 F
6	672 F	762 F	972 F	1 337 F
3.	954 F	1 889 F	1 404 F	1952 F
1=	1 200 F	1 300 F	1 800 F	2 530 F

TARIF VALABLE JUSQU'AU 31-12-1988

ÉTRANGER:
Par voie aérienne
tarif sur demande.
Pour vous abonner

RENVOYER CE BULLETIN
accompagné
de votre réglement
à l'adresse ci-dessus

ou par MINITEL 3615 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définités en previsoires : aos abounés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dornière bande d'envoi à toute correspondance.

> BULLETIN D'ABONNEMENT

DVABONNEMEN DURÉE CHOISIE

Senois 6 mois 9 mois 1 an

Nom: _______
Prénom: ______
Adresse: _____

Code postal : ______

Pays: Z

Veutilez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms proprès en capitales d'imprimerie.

10 décembre 1948 : les quatre piliers fondamentaux

L fait froid ce vendredi 10 décembre 1948. Pas un froid sibérien venu de l'est, avec avant-goût de guerre froide, juste l'effet d'une dépression venant de l'ouest, du golfe de Gascogne. Paris bat la semelle alors que sur les hauteurs du Trocadéro se prépare un événement qui devrait réchauffer le cœur de l'humanité tout entière : l'adoption par la troisième session de l'Assemblée générale des Nations unies de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Car l'ONU est à Paris. Des travaux à New-York, des empêchements à Genève ont contraint l'Assemblée à quitter les rives de l'Hudson pour passer l'automne au bord de la Seine, dans les locaux modern style du Palais de Chaillot. La grande salle du théâtre pout alors recevoir trois mille personnes, et l'Assemblée générale, qui compte moins de soixante pays membres, n'y est pas à l'étroit. On a d'ailleurs procédé à des aménagements pour l'occasion; par exemple, les délégués disposent pour la première fois de casques de traduction simultanée dans iesquels « on entend parler français dans toutes les langues ». La presse se gausse gentiment de ce « théâtre dans le théâtre ». Elle présère le héros du moment, l'Américain Gary Davis, « citoyen du monde » et pacifiste impénitent qui prêche l'avenement d'un gouvernement mondial. Enfin, de chaque côté du Palais, des bâtiments préfabriqués abri-tent tout un monde de comités, de fonctionnaires et de délégués.

Alors que tous ces gens, auxquels vont bientôt se joindre de nombreuses personnalités françaises et étrangères, se hâtent, en milieu de matinée, pour ne pas manquer la cent quatre-vingt-unième séance plénière, il y a bientôt trois mois que l'Assemblée a inauguré ses travaux. Et ils sont loin d'être terminés.

En effet, trois ans après la victoire des alliés, leurs délégués butent déjà sur tant de sujets de discorde: Palestine, colonies italiennes, problème coréen, Indiens d'Afrique du Sud, etc. que la presse parisienne se demande si les délégués ne vont pas devoir passer Noël à Chaillot. Qu'importe! Pour quelques jours encore, Paris est la capitale du monde, la Babel universelle. Cela distrait des grèves et des crises gouvernementales dans l'Hexagone. Et puis, pour la France, « patrie des droits de l'homme », le hasard fait vraiment bien les choses.

Car, non seulement le lien de filiation entre la Déclaration du 26 août 1789 et le projet de Déclaration universelle est évident, mais encore les Français ont, dans ce nouveau texte, joué un rôle de tout premier plan. Les Français et les Américains. M. Saint-Lo, délégué hattien, résumera le sentiment de beaucoup en se félicitant de la «coîncidence heureuse» qui fait que cette déclaration voit le jour à Paris, «capitale de la liberté», dans un palais qui abrite le Musée de l'homme. Et qui a aussi voulu que la présidente de la commission des droits de l'homme flu l'épouse du président Roosevelt, «l'apôtre des droits et libertés fondamentaux de l'homme du vingtième siècle.»

Jamais plus

Le grand souffle humaniste et progressiste de Roosevelt anime, en effet, le projet de déclaration. On y retrouve les grands principes et les aspirations à un monde meilleur déjà proclamés en 1941, en pleine tourmente de la guerre, dans la Charte de l'Atlantique: liberté de conscience et d'expression, libération de la peur et de la pauvreté, égalité et justice pour tous. Ces conceptions, comme celles des constituants de 1789, ont largement inspiré les travaux de la commission. Elles imprègnent le projet qui doit être, dans quelques heures, transformé en résolution.

Pouvait-il en aller autrement, étant donné le poids du passé récent et la personnalité des hommes et des femmes chargés de mettre au point la Déclaration?

La procédure qui aboutit à cette journée du 10 décembre, a commencé trois ans plus tôt à San-Francisco. C'est là que les auteurs de la Charte des Nations unies, animés par un double sentiment — empêcher à jamais le retour des horreurs de la seconde guerre mondiale et restaurer les relations internationales dans un esprit de paix, de justice et de progrès — ont prévu la création d'une commission des droits de l'homme chargée d'élaborer un projet de charte internationale sur ce sujet. La commission voit le jour un an plus tard. Forte de dix-huit membres d'origines (Amérique du Nord et du Sud, Europe, Inde, Chine, Liban) et de compétences (philosophes, juristes, diplomates) diverses, elle va être dominée, jusqu'à la consécration du 10 décembre, par deux fortes personnalités : sa présidente, Mme Roosevelt, et le juriste René Cassin, représentant de la France.

Grande, distinguée, un peu dégingandée, Eleanor Roosevelt n'est pas seulement une veuve symbolique; c'est une femme aux convictions sociales marquées et elle n'a pas attendu ces nouvelles responsabilités pour le prouver. Sa « ténacité infatigable » à défendre ses faites par des gouvernements ou des individus, mais aussi des lois et de la jurisprudence de tous les Etats membres de l'organisation», note le rapporteur Charles Malik (Liban). Diverses instances ont consacré, depuis septembre, plus de cent séances à le discuter et à le peaufiner. Du préambule au dernier des trente articles, il est prêt.

Quatre piliers

René Cassin, dans son discours du 10 décembre et dans le Monde du lendemain, le présentera comme un édifice soutenu par « quatre piliers fondamentaux » : celui des droits personnels (vie, liberté physique et sûreté juridique); celui des rapports avec les autres hommes (famille, nation); celui se rapportant aux facultés spirituelles, aux libertés publiques et aux droits politiques; enfin (« véritable pilier meuf » dans un texte international), celui des droits économiques, sociaux et culturels.

Pour beaucoup, on peut difficilement faire mieux que cet instrument élaboré dans un esprit d'« idéalisme pratique ».



René Cassi

idées et son penchant autoritaire provoqueront parfois des tensions entre cette grande dame et le grand constitutionnaliste français, qu'elle domine... d'une bonne tête. Lui, esprit précis et organisé, n'est pas moins combatif. Mais, entre cet homme d'aspect austère, qui représente la tradition juridique idéaliste et progressiste, et celle qui fut l'inspiratrice du New-Deal, les différends ne vont jamais bien loin, car ils sont d'accord sur le fond.

D'autres ont été quelque peu oubliés. Pour M. Stephane Hessel, ambassadeur de France, qui était à l'époque jeune diplomate au secrétariat de l'ONU, on ne saurait trop rappeler le rôle éminent joué par le Français Henri Laugier, secrétaire général adjoint des Nations unies, et par le professeur canadien John Humphrey, directeur de la division des droits de l'homme de l'organisation. Ou encore, mais à un moindre degré, par Pierre Mendès France, alors représentant français au Conseil économique et social. Le texte que la troisième commission de l'Assemblée s'apprête à soumettre au vote est l'œuvre d'un comité de rédaction de huit membres (Australie, Chili, Chine, Etats-Unis, France, Liban, Royaume-Uni, URSS). Depuis juin 1947, il a abouti, plus vite que prévu et sur une base solide, à un projet équili-

 Il s'agit d'une compilation non seulement de centaines de propositions Et, selon Cassin, adapté à une époque qui répugne autant à « l'individualisme prétentieux » qu'à « la mécanisation de l'homme sous le poids des groupements tyranniques ». Comme le souligne un délégué, la déclaration « représente le plus grand effort tenté par l'humanité en commun pour se donner de nouvelles assises juridiques et morales fondées sur la liberté, l'égalité et la fraternité ».

L'humanité, certes, mais réduite à une cinquantaine d'Etats (l'Afrique, toujours sous régime colonial, n'est représentée que par l'Afrique du Sud et l'Ethiopie!), et déjà coupée en deux par la faille idéologique est-ouest.

Les débats passionnés l'attestent, ici aussi. Et si, sur scène, certains orateurs mettent une sourdine de dernière heure à leurs récriminations, personne n'est dupe. L'importance et la noblesse de la cause ont permis aux Occidentaux et aux Soviétiques de s'entendre sur bien des points mais, sur d'autres, les antagonismes sont irréductibles. L'idéologie, la politique et la propagande malmènent la morale et les principes.

Ce vendredi, alors que vont se succéder les orateurs des trois séances plénières pour expliquer le sens de leur vote, l'heure n'est plus au suspense. Pas plus qu'à l'angélisme. Les divergences ont été ressassées en commission, les positions sont archi-connues.

Les communistes ont tiré à boulets rouges, si l'on ose dire, sur ce qui leur apparaît comme un excès de droits individuels et politiques au détriment des droits sociaux. Parmi les articles contestés figurent ceux relatifs aux droits d'opinion et d'expression et au suffrage universel. Par ailleurs, le spectre d'un retour du fascisme est sans cesse brandi; le colonialisme (sur lequel le texte est, il est vrai, fort discret) dénoncé, tout comme l'exploitation capitaliste. Les uns après les autres, les alliés de Moscou entreprennent des variations à plusieurs voix sur le même thème : « Pour les droits sociaux, ça ne suffit pas !» Et cela alors qu'il est clair que la commission (on le lui reprochera assez par la suite!) est allée plus loin que prévu dans cette direction. Le Yougoslave déplore « une grande pauveté ».

La bicyclette et l'avion

Le Tchécoslovaque ironise: il attendait « une pierre précieuse de jurisprudence » et qu'obtient-il? « Après un mililler d'exposés, un texte dépassé ». La récente Constitution tchécoslovaque « a reconnu de telles libertés et de tels droits à l'homme que nous ne pouvons nous satisfaire de la proposition qui nous est offerte », dit-il. L'accepter ce serait « réinventer la bicyclette au temps de l'avion à réaction »:

Ni M. Davies, délégné du Royaume-Uni, ni M= Roosevelt, ni même René Cassin, chacun à sa manière, n'auront de mal à montrer combien de telles positions traduisent une volonté de limiter les libertés individuelles, de dénaturer et de politiser le texte. In fine, c'est à une autre grande «vedette», le Soviétique Andrei Vychinski, que revient de faire le baroud d'honneur d'un camp dont chacun sait déjà qu'il 's'abstiendra. Dernier orateur de la journée, cet homme aux allures d'intellectuel pourfend ceux qui prêtent à l'URSS l'intention de faire de l'individu « une sorte de rouage de l'Etat tout-puissant, du genre du Léviathan de Hobbes ». Impossible! Car l'opposition Etat-individu, qui existe dans un contexte de lutte des classes, a disparu en URSS et « il ne peut exister d'opposition entre gouvernement et individu puisque le gouvernement est la collectivité des individus ».

Le futur ministre des affaires étrangères a-t-il convaincu? On passe au vote. Un contre-projet de résolution et quatre amendements soviétiques sont d'abord rejetés, puis un amendement du Royaume-Uni modifiant l'article 3 est adopté. Enfin, le président de séance, M. Evatt (Australie) met le projet de déclaration universelle aux voix. A défaut de suspense ou de surprise, c'est un moment de grande émotion dans la salle où se trouvent plusieurs miliers de personnes, délégués, personnalités, représentants d'associations, grand public, journalistes.

and the state of t

20. 128 128 148 148 1

The second second

12 15 per

A CARACAMA

the state of the state of

-- Arasi Alain

war ber billigeriefen

and the grantification

cours de d'an

t Visual Marie 1

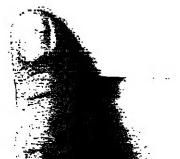
staison comme

L'appel nominal des pays participant au vote commence par la Birmanie et se termine par le Brésil. Par 48 voix et 8 abstentions (Biélorussie, Ukraine, URSS, Tchécoslovaquie, Pologne, Yougoslavie, Arabie sacudite et Union sudafricaine), le texte est adopté. La salle debout applaudit longuement ce grand moment dans lequel René Cassin voit le « premier et nécessaire aboutissement de la « croisade des droits de l'homme» qui a soulevé l'humanité contre les doctrines abominables... » Un moment d'autant plus grand dans la conscience des hommes que cette même Assemblée, la veille, avait voté à l'unanimité la convention sur le génocide.

Reste que pour faire « bien voter », les chefs de délégation, à commencer par M^{me} Roosevelt, n'ont pas hésité à faire ressortir le caractère « non obligatoire » de cet acte historique; reste que ce petit monde cosmopolite de Chaillot va bientôt doubler et presque tripler; reste, enfin, que les alliés d'hier sont plus que jamais divisés et le monde avec eux. Signe des temps, dans trois mois les locaux préfabriqués de Chaillot vont héberger les militaires du pacte de l'OTAN.

ROLAND-PIERRE PARINGAUX.

"G	RAND JURY" RTL- Le II	londe
JEAN	dimanche 18 h 15	en direct sur
FRANÇO	S Olivier MAZE	né par ROLLE
PONCET	avec André P. et Daniel CARTON (L Pierre-Marie et Bernard LE	Le Monde) CHRISTIN



• Le Monde ● Dimanche 11-Lundi 12 décembre 1988 3

anniversity Mamentaux

地域中通過200 The state of the s The second second The state of the s man . Marie Salar a Maria The state of the s THE RESERVE TO SERVE THE PARTY OF THE PARTY Marie Methy Comments of the

Marie Revise . la histoide Cf 21300 The Manney Commence

The second secon All the second s A CONTRACT OF THE PARTY OF THE All the second s Marie Marie Control of the Control o Politica and the second The Market of the State of the Same of the same of the same The second secon A Tree of the same A Martin MERCHANIST AND ASSESSMENT OF THE PARTY OF TH Andrew Sun . Marine Commence A CONTRACTOR OF THE PROPERTY O The state of the s Final Color Color Color William Francisco

Mar July 1

Fallen .

And the second s The second secon AND THE PARTY OF T Table 1985 A STATE OF THE STA A Street Street Marie Marie and the A STATE OF THE STA Apparation and agreement and the second

3848754 1 (25/4)

A STATE OF THE STATE OF THE STATE OF Marian a second Million A. Mont Line **海海中**の (A. c. J.) A PROPERTY OF THE 第一点をは2000年では、これのことの Windship of the second of the second CONTRACTOR SALES Martin Section 19

10 2 15 15 E

THE WALL A Straight Light トル・・・・ Mary Theory THE STATE OF THE STATE OF Mille the will be The Degree don SOCIE 404 書作 表稿 トマアル かばない

direct sui

Déclaration universelle des droits de l'homme

Les personnalités invitées par le président de la République, samedi 10 décembre, aux cérémonies du quarantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, parmi lesquelles M. Andrei Sakharov, M. Lech Walesa et M. Ali Yahia, fondateur de la première Ligue algérienne des droits de

l'homme, devalent d'abord participer à un déjeuner offert à l'hôtel de Lassay par Mme Mitterrand. Le président de la République devait ensuite prononcer un discours au palais de Chaillot en fin d'après-midi et recevoir ses invités pour un dîner officiel à l'Elysée, auquel assisteront notamment M. Perez de

remis le prix Nobel de la paix, et M. Genscher, le ministre des affaires étrangères ouest-

Etranger

Dans un message adressé à l'ONU vendredi. le pape Jean-Paul II a souligné le chemin qui reste à parcourir « pour des millions d'êtres

Cuellar, de retour d'Oslo où vient de lui être

humains qui voient menacé leur droit à la vie, à la liberté, à la sécurité .. Ce quarantième anniversaire donne lien à diverses célébrations dans le monde; ainsi à Londres, Amnesty international, le Conseil des Eglises et l'association des Nations unies ont convié les Britanniques à une messe en l'abbave de Westminster.

France, Mgr Jérémie, président du Comité inter-

épiscopal orthodoxe, ainsi que Mgr Helder

Camara, ancien archevêque de Recife (Brésil),

Les espoirs et les inquiétudes d'Andreï Sakharov

C'est un peu comme si la grâce ans - plus de quatre cents, a précisé es droits de l'homme était tombée M. Alexer Gloukhov, responsable les droits de l'homme était tombée sur Paris vendredi 9 décembre, à la veille des cérémonies du quaranième anniversaire de la signature de a Déclaration universelle. A l'ambassade d'Union soviétique, à cine descendus de l'avion qui les menaient des Etats-Unis, l'acadé-nicien Andrei Sakharov et l'écrivain : oviétique Danil Granine exprimaient, avec une remarquable franhise, leurs inquietudes sur les limites de la «glasnost» et de la perestroika ».

Quelques heures plus tard, au avillon d'honneur de l'aéroport "Orly, M. Lech Walesa, accompa-né de deux de ses plus éminents conseillers, répétait, devant un par-terre d'officiels et de journalistes, ou'il sentait « encore le souffle de Staline », avant de souhaiter que l'Europe d'où je viens devienne sartie d'une seule Europe ». Voilà qui n'aura pas déplu à M. François Mitterrand, auquel les deux Prix Nobel de la paix doivent d'être réunis ce week-end en France.

Flanqué de plusieurs responsables soviétiques à la tribune du grand amphithéâtre de l'ambassade, M. Sakharov ne s'est pas cependant gené pour dire ce qu'il avait à dire : que l'incarcération du dissident Serquel Grigoriants, le mois dernier à Erevan, constitue à ses yeux une violation flagrante de tous les Iroits démocratiques »; que des progrès importants » ont été réa-isés dans le domaine des droits de homme en URSS, mais - moins importants au'on ne l'avait scompte - ; que, pour pouvoir accueillir une conférence internatio-nale des droits de l'homme à Mosou, l'URSS devait impérativement avoir libéré « tous les prisonniers de conscience, qui sont beaucoup plus nombreux que ce que nous en :avons »; ou encore que l'Occident ne devait pas relâcher sa pression.

La « perestroïka » n'est pas encore devenue - irréversible -, a poursuivi le physicien. M. Sakharov a notamment regretté que les prisonpiers politiques libérés depuis deux

(Suite de la première page.)

urent surpris par la façon dont le président de la République s'interro-

ica devant cux, avec oux, sur

opportunité de son voyage, et les aisse conclure à son utilité. Modeste

aissa conclure à son utilité. Modeste 1 bienveillant, le président de la République le fut enfin devant ces nuclques jeunes gens de l'université le Bratislava à qui il répondit très

onguement, au point qu'on put se iemander ce qui serait advenu s'ils

_vajent été, comme prévu, plus nom-

Le président, qui avait souhaité adresser à la jeunesse slovaque, tait arrivé vendredi en fin de matinée dans l'université bien propre de Bratislava, devant un auditoire company moité d'ensignement d'université de la faction d

posé pour moitié d'enseignants d'un

ge certain et pour l'autre moitié de

a délégation et de la presse fran-aises; avec en plus, aux premiers angs, ane vingtaine de jeunes gens iont on peut se demander quelles preuves sélectives ils avaient du

ubir. Il prit la chose avec humour:
Ceux qui sont là se feront, je
"espère, mes interprètes auprès de
eurs quinze mille camarades.»,

eurs quinze mitte camarades, lélivra son message européen en semillant de quelques mises en carde bion senties à ces jeunes esprits : « Il faut se méfier de tout re qui arase... Bref, le dogmatisme, pui présente des avantages, présente des avantages, présente des avantages, présente des avantages.

sussi beaucoup d'inconvénients. » Puis il répondit patiemment à la

eule question que, sous des formes

différentes, posaient ces quelques cunes gens. En substance : vous sous partez de la nécessité d'intensi-

ier les échanges, moi, j'rais bien en France, alors comment faire? La question inspira de très longues considérations au président de la

République, qui brusquement, en ine phrase, alla droit au fait :

Parmi les droits fondamentates qu'énoncent les accords d'Helsinki

que enoncent les accords à l'essima-et aussi bien, avant, la Déclara-tion de 1789, — il y a d'abord celui l'aller et venir : la juste application de ces accords déjà anciens doit per-mettre cette liberté-là. » A la sortie,

il fit un geste de la main aux quel-ques centaines de personnes qui

candaient son nom sur les trottoirs.

Le jeudi avait été un jour politi-quement utile, mais un jour figé

ians un protocole sans chaleur monel le président de la République

name in protection sans canacir auquel le président de la République n'avait pu voler que quelques breis instants pour une promenade incomito dans la vieille ville de Prague. La Tchécoslovaquie prit, vendredi, avec les opposants, avec les étudiants et les bedands de Bratislava,

an visage plus avenant et le prési-

C'est eux, à les en croire, qui

des « questions humanitaires » au ministère des affaires étrangères d'URSS - n'aient pas été réhabilités. Quant au grand artisan du renouveau soviétique, M. Gorbatchev. « il mérite notre confiance ». « C'est un politicien éminent, sincère et hors du commun. Mais, bien sur, certains traits chez lui m'inquiè-tent . a ajouté M. Sakharov, notamment ses « tendances aux compromis antidémocratiques et son aspiration au pouvoir personnel. Ce sont là mes sentiments personnels, profonds: j'ai eu peu de contacts avec lui, mais j'ai pu l'observer, par exemple à la dernière session du

Une rencontre avec M. Walesa

Interrogé sur les dernières propo-sitions de M. Gorbatchev, formulées à New-York cette semaine et visant à réduire unilatéralement les effectifs de l'armée soviétique, l'académ cien a estimé qu'il s'agissait là d' « un pas d'une importance colossale », accréditant au passage l'estimation occidentale de plus de 5 milmanon occidentale de plus de 3 milions d'hommes pour l'armée soviétique. Mais ce ne doit être qu' « un début », a-t-il déclaré. Et de demander à M. Gorbatchev de réduire la durée du service militaire,

actuellement de deux ans. Puis Danil Granine, qui avait l'air de s'ennuyer un peu, sanglé dans son blouson de cuir, au bout de la tribune, prit la parole : « li y a les conséquences visibles et importantes de la « glasnost » et de la « peres-troïka, a-t-il dit. Mais il y a aussi une grande impatience du peuple, qui montre l'insuffisance de ce qui est fait. Vous assistez ici à une conférence de presse de l'académi-cien Sakharov. Mais chez nous on ne publie pas ses ouvrages, ni ses interventions. Des événements importants se produisent en Estonie, mois dans notre presse, à la télévi-sion, on parle très peu de ce qui s'y

Le chef de l'Etat et les relations entre les deux Europe

La « maison commune » mitterrandienne

dent en éprouva d'évidence un heu-

Le message qu'il voulait déli-vrer à la jeunesse, mais aussi à ses dirigeants, c'est celui du rappro-

chement entre les deux Europes.

la « grande affaire » à ses yeux de la fin de ce siècle. Il s'agit de rien

moins que de faire avancer l'His-toire, et M. Mitterrand a repris

devant tons ses interlocuteurs

l'idée que les conséquences de la

dernière guerre - celles qui ont

fait notamment que « la commu-

nication entre la France et la

coupée - depuis 1945 - ne doi-vent pas être considérées comme incontournables. Alors que - tout

bouge » sur ce continent et ail-

leurs, l'Europe saura-t-elle pren-

dre en main son destin, saisir la chance qui s'offre et construire

sur « un patrimoine commun trop

Le fondement de la «maison

commune » mitterrandienne, c'est

le droit démocratique. « Il est

indispensable, a dit le président dans ses tête-à-tête avec les auto-

rités comme dans ses interventions publiques, de rapprocher autant qu'il est possible les prin-

cipes du droit public. » « Tous les

responsables, a-t-il ajouté, sont sensibles à ce projet. Chacun n'ira pas du même pas; ils s'y

dirigent plus ou moins bien, mais

c'est une autre affaire. » Il y 2,

dans ces propos, une mise à jour qui s'imposait sur la façon de

poser le problème des droits de l'homme : plus seulement en termes individuels (même si on ne

renonce pas à soumettre des

«cas» aux antorités concernées, comme l'a fait discrètement jeudi

M. François Mitterrand), mais

dans un cadre plus ambitieux, plus prometteur pour l'avenir et rendu envisageable anjourd'hui

par les changements qui se mani-festent, en URSS notamment :

celui de l'évolution du droit qui lie

les Etats. C'est sur ces fondations

et sur elles seules que pourra soli-dement s'édifier l'Europe du

futur, celle dont le centre géogra-

phique se situe bien quelque part du côté de Prague, même si les vicissitudes de l'histoire et de la

politique ont fait ces derniers temps que « les points cardinaux

Ce grand projet, que les Alle-

ont perdu la tête ».

longtemps laissé en jachère »?

TESTE SOULAS

I checostovaa

ont été exilés de force à l'étranger ; c'était la fine fleur de notre intelligentsia », a poursuivi l'écrivain, en citant une liste interminable de noms: Soljenytsine, Lionbimov, Maximov, Siniavski, Barychnikov... « C'était un acte illégal, et aucun de nos dirigeants ne songe à leur rendre leur citoyenneté. Il faut aussi parler de ce qui n'est pas fait chez nous, de ce qui nous fait mal. .

M. Sakharov, que Mª Elena Bonner a rejoint vendredi soir, et M. Walcsa se sont rencontrés pour la première fois où ils ont logés. Il devaient se revoir samedi au déjeuner offert par Mme Mitterrand à l'hôtel de Lassay, résidence du président de l'Assemblée nationale, ou dans l'après-midi, en se succédant dans le bureau de M. Mitterrand; puis au Palais de Chaillot, enfin à un diner à l'Elysée Les deux hommes sont on ne peut plus différents, mais, d'après le président de Solidarité, ils ont en commun - la recherche des moyens pour mettre fin au modèle stalinien ».

Très en forme, M. Walesa, auquel le succès de son débat télévisé du 30 novembre face au chef des syndicats officiels polonais, M. Alfred Miodowicz, semble avoir donné un coup de fouet, s'est, bien sûr, déclaré très heureux de revenir en France, le pays où il avait achevé sa dernière série de voyages en Occident en octo-bre 1981, deux mois avant que le gépéral Jaruzelski n'instaurat l'état de guerre. Accueilli par des repré-sentants de l'Elysée, du Quai d'Orsay, par MM. Jean Kaspar pour la CFDT, Paul Marchelli pour la CGC et Yannick Sembron pour la FEN, M. Walesa, qui a l'impression que « quelque chose commence à se passer en Pologne », s'est ensuite engouffré dans une R 25 d'un convoi officiel pour déjouer les emboutelllages parisiens et entamer ses promières rencontres avec les amis polo nais de Solidarité à Paris et les syndicalistes français - sauf la CGT, « qui nous a abandonnés dans

SYLVIE KAUFFMANN.

sans trop oser le dire tout haut.

dont M. Gorbatchev se sert pour

eniôler l'Occident, la France doit

le prendre à son compte. Il a pour

avantage de séduire tout le

monde, comme on put le mesurer

en Tchécoslovaquie : les intellec-

tuels, les opposants, les étudiants,

avides d'échanges, d'ouverture, de

libre circulation des hommes et

des idées, mais aussi les officiels

qui le traduisent en termes de coo-

pération économique surtout.

«Ce n'est qu'un début», a dit le président; il ne s'agissait pas,

en deux jours, de rehausser spec-

taculairement le très bas niveau

actuel de ces échanges économi-

ques et culturels avec la Tchécos-

lovaquie. Mais des contacts ont

été pris, des promesses d'accord

faites. Le dialogue politique, sur-

tout, a été renoué et le cadre de

cette nouvelle politique à l'est de

CLAIRE TRÉAN.

la France bien campé.

dont ils ont le plus grand besoin.

Six mille chrétiens au Bourget contre la torture

en faveur de personnes prisonnières

et victimes de mauvais traitements,

venant de quatre-vingt-deux pays, notamment d'Amérique du Sud

(Guatemala, Salvador, Chili, Pérou, Colombie...), d'Asie (Philippines), d'Europe de l'Est et d'Afrique (Sou-

dan, Afrique du Sud, Togo...). Sur

ce total, trois cent quatre-vingts libé-rations ont été obtenues depuis

(sans qu'il soit évidemment possible

d'en déterminer l'origine). Ces appels urgents sont transmis par des

organisations partenaires (comme

Amnesty International, SOS Tor-

grammes au gouvernement dès l'arrestation, pétitions, participation à des commissions d'enquête) tou-

chent aussi bien le militant commu-

niste chilien ou turc que le catholi-

que lituanien, c'est-à-dire qu'elles

Les campagnes de l'ACAT (télé-

ture) et des Eglises locales.

Six mille personnes étaient attendues, dimanche 11 décembre, au Bourget, pour un rassemblement intitulé « Pour un monde sans torture » organisé, à l'occasion du quarantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, par l'Action des chrétiens pour l'abolition de la torture (ACAT).

Le cardinal Lustiger, le pasteur Jacques Stewart, président de la Fédération protestante de

S'il est un domaine où la collaboration entre des chrétiens de confessions différentes est active, c'est celui des droits de l'homme, notamment de la lutte contre la torture L'Action des chrétiens pour l'abolition de la torture est née en 1974, à l'initiative de deux femmes, filles de pasteurs réformés, Hélène Engel (décédée en 1985) et Edith du Tertre, mobilisées à l'issue d'une conférence à Versailles du pasteur italien Tullio-Vinay, dénonçant les «cages à tigres» du Vietnam d'où il ren-

Trois ans après, trente-sept mille signatures étaient collectées en France demandant au pape d'intervenir personnellement contre la torture en Amérique latine.

Aujourd'hui, l'ACAT compte quinze mille adbérents, dont 10% environ de protestants, des orthodoxes, une majorité de catholiques et cinq mille personnes sans appartenance religiouse.

détenus dans un camp. Le fils ainé, Nguyen Tanh Lep,

mienne est venu arrêter le 10 septembre 1986, pour le jeter en prison, est né en 1912 au Vietnam, de parents paysans. Remarqué par l'instituteur de son village, il est envoyé au Cam-bodge au séminaire pour y terminer ses études. L'archevêque de fait son secrétaire. Retour au Vietnam où il se marie. Comptabie dans une entreprise de négoce, puis fonctionnaire dans les bureaux de l'armée française, Nguyen Van Nam sera, la retraite venue, professeur de français à Cap-Saint-Jacques dans une

école catholique, et catéchiste. Catholique fervent, il vit le che-Théoriquement, la constitution de

marxisme-léninisme régit le développement de la société vietnamienne ». Entra cas deux principes contradictoires, la réalité a tranché. Les revues d'insoiration chrétienne ont peu à peu disparu, offiellement à cause d'un e manque de papier ». La plupart des séminaires ont du fermer leurs portes tandis que le régime favorisait l'émergence d'un mouvement nfécdé dont la dénomination trahit l'inspiration : le Comité

d'union des catholiques patriotes

du Vietnam.

Les idéologues du régime ne cachent pas laur dessein, qui est de « transformer l'Eglise, jusqu'ici des anti-révolutionnaires, en une religion au service de l'Etat, patriote, proche de la nation et du socialisme, [de] réformer se doctrine, son organisation, sa législation et sas cérémonies, salon une orientation de progrès » (1). En un met, si Hanot n'a pas le dessein de créer une Eglise autonome, comme en Chine, il entend mettre les catholiques vietnamiens au

L'arrestation, ce jour de sep-tembre 1986, de Nguyen Van Nam a pour toile de fond cette volonté de faire plier lesdits catholiques. Il n'est pas l'une des figures de proue de l'Eglise viertnamienne, comme l'était, par exemple, Mgr Philippe Nguyer Kim Dien, archevêque de Huê, récemment décédé, d'une fermeté inébraniable, pour lequel l'ACAT s'était également mobilisée. C'est un fidèle parmi

participeront à ce rassemblement. Adolfo Perez Esquivel, Prix Nobel de la Paix, Igor Ogourtsov, détenu pendant vingt ans en URSS, Jean-Paul Kauffmann, ex-otage an Liban, et d'autres personnalités donneront aussi leur témoignage. De novembre 1987 à novem- bénéficient à toute victime de bre 1988, deux mille trois cent sévices dont le cas est connu en soixante-sept demandes d'interven-tion ont été enregistrées à l'ACAT France, sans considération de son appartenance nationale, sociale et

> tions, l'ACAT s'est notamment mobilisée pour la libération de dissi-dents soviétiques, comme le philosophe chrétien igor Ogourtsov. L'une des originalités de l'ACAT est la participation spirituelle à ces campagnes de solidarité et de libéra-tion. Cent vingt-cinq monastères font partie de cette association présidée par M= Jacqueline Wester-camp, Mo Guy Aurenche, avocat, étant président de la jeune fédération internationale qui regroupe une dizaine d'associations analogues en Amérique du Nord et en Europe

religieuse. Avec d'autres organisa-

★ Pour tous renseignements: ACAT, 252, rue Saint-Jacques, 75005 Paris, Tél.: 43-29-88-52.

occidentale.

Le chemin de croix d'un catholique vietnamien

Lui, est resté à Ho-Chi-Minh-Ville, que l'attachement et les années, au soir de sa vie, le retiennant de quitter. Son épouse et deux de ses enfants ont décidé, eux, de partir un jour de 1977. On na les a jamais revus. « Boat paople » disparus en mer, probablement, à moins que, rattrapés dans leur fuite, il ne soient

aujourd'hui réfugié en France, raconte l'histoire de sa famille, condensé des malheurs du Vietnem indépendent. Un père cetholique et francophile, donc doublement suspect, qui doit d'avoir retrouvé récemment la liberté, après quatre mois d'incarcération, l'Action des chrétiens pour l'abolition de la torture, l'ACAT.

L'homme que la sûreté vistna-

min de croix de l'église vietna-mienne comme le sien propre. 1980 garantit la liberté religiouse.

d'eutres, l'un de ces 4 millions de

population de 57 millions, et c'est ce qui rend son arrestation révéla-

Le sort que lui réserve la sûreté est inexplicable, sinon par une volonté d'intimidation des catholiques en général. Il aurait caché un neveu, prêtre de son état, croit comprendre son fils. Les agents de la sûreté auraient découvert chez lui « des tracts de propagande religiouse réactionnaire ». et il aurait « propagé des lettres et déclarations écrites de Mgr Kim Dien », apprennent ses amis.

A Paris, l'ACAT est siertée par le Père Jean Maïs, prêtre aux Missions étrangères, dix ans enseignant à Dalet. Mille cinq cants aérogrammes de protestation seront envoyés, par ces militants, « à M. le chef des services de la sûreté, République socialiste du Vietnam ». Avec succès, semblet-il, puisque la vieil homme, qui souffre d'hypertension artérielle. est finalement relaché.

Aujourd'hui en résidence surse, il continue, chaque fois qu'il le peut, d'écrire à son fils, à l'encre violette, des lettres soignées, en vietnamien, qui se ter minent parfois en français, par : ∉ Ptaise au Seigneur de nous garder sa miséricorde et son amour. Unions et prières.» A Ho-Chi-Minh-Ville, la censure laisse pas-

BERTRAND LE GENDRE.

(1) Clté par Jean Mais, 1975-1985, dix ans de relations entre l'Eglise et l'Etat au Vietnam. Edité par Echange France-Asic. Paris, 1986.

«Libérez Mandela!»

Soirée politico-musicale à Paris

à l'initiative de M. Marchais

Sur des images du réalisateur Raoul Sangla et sous un chapiteau pouvant contenir quelques milliers de personnes, le PCF a organisé une de personnes, le PCr a organise une soirée politico nu champ-de-Mars à Paris, en hommage à Nelson Man-dela Saisissant l'occasion du quadeia. Saisissant l'occasion du quarantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de
l'homme de l'ONU, M. Georges
Marchais a fait, une nouvelle fois,
un vibrant éloge du dirigeant de
l'ANC, «qui affronte depuis un
quart de siècle l'isolement et les
souffrances des bagnes de l'apartheid».

La soirée était animée par José Arthur, père du «Pop-club» sur France-Inter, et le comédien Pierre Santini. Sur deux écrans géants, Mgr Gaillot, évêque d'Evreux, le musicieu Salif Keita, le pianiste Miguel Angel Estrella, les comédiens Jean Marais et Claude Piéplu ont adressé des messages d'amitié mands désirent voir se réaliser préenregistrés.

«Prêtre ouvrier, signataire de l'Appel des cent» ainsi qu'il a été présenté, M. Bernard Lacombe, secrétaire confédéral de la CGT. a réclamé « la fin des échanges économique et commerciaux » entre la France et l'Afrique du Sud. A plusieurs reprises, le public, où se comptait de nombreux jeunes, a scandé . Libérez Mandela! » et « ANC, solidarité ! ».

Rappelant qu'en sa qualité de pré-sident du Comité de défense des libertés et des droits de l'homme en France et dans le monde il avait éclamé l'attribution du prix Nobel de la paix à Nelson Mandela en 1989, M. Marchais a assuré que, en 1989, M. Marchais a assuré que, • tant que dureront toutes les com-promissions [livraison de carburant, importation de charbon] avec ce régime étranger à la civilisation humaine, notre pays ne sera pas quitte en matière de droits de l'homme ».

RESERVEZ POUR L'ETE EN FERRYTERRANEE

Dès le 12 décembre : Tunisie ← → France Dès le 14 décembre : Corse ← → Continent

Les horaires des car-ferries SNCM Ferryterranée 1989 viennent de paraître. Préparez vos vacances dès maintenant! Pour réserver (à partir des dates ci-dessus), adressez-vous à votre agent de voyages ou faites sur votre Minitel 36-15 Code SNCM.

FERRYTERRANES

PARIS 12. rue Godat de Maurov 75009 - Tel. (1) 42.66.67.98

MARSEILLE 61, boulevard des Dames 13002 - Tel. 91.56.33.51

URSS: le tremblement de terre en Arménie

Europe

Quarante-cinq mille morts, douze mille blessés cing cent mille sans-abri

selon un premier bilan officiel

Le gouvernement soviétique a rendu public, samedi matin 10 décembre, un premier bilan officiel du tremblement de terre qui a frappé mercredi dernier l'Arménie : quarante-cinq mille personnes, au moins, ont trouvé la mort et douze mille ont été blessées. Le nombre des sans-abri s'élève à cinq cent mille.

commencée pour dégager les décombres, mais le porte-parole du conseil des ministres a déclaré vendredi que les sauveteurs manquaient cruellement du matériel lourd pour soulever les plaques de béton effondrées. « Nous entendons crier sous les décombres, at-il dit. Au fil des heures, ces cris

Des dizaines d'engins de levage ont été envoyés vers Leninakan, la deuxième ville d'Arménie, qui a été aux trois quarts détruite, mais l'état des routes et des chemins de fer entrave leur progression. Des témoins rapportent en outre qu'un immense embouteillage a prati-quement bloqué les accès de la ville dans les heures qui ont suivi

M. Gorbatchev devait visiter, samedi, les principales zones sinistrées. La commission spéciale du bureau politique que préside le chef du gouver-nement, M. Nikolaï Ryikov, et qui se trouve sur place depuis jeudi, a critiqué les organismes qui « font traîner en longueur » les mesures destinées à reloger ou nourrir les survivants. Une journée de deuil national était observée samedi en URSS.

Une course contre la montre est jeudi, une foule d'habitants de la qui se trouvent à Leninakan, capitale, Erevan, ayant voulu s'y rendre pour avoir des nouvelles de leurs proches. La circulation a depuis été interdite aux véhicules

> Le nombre des survivants dégagés des ruines reste jusqu'à présent « très faible », rapporte l'agence arménienne de presse, Armenpress, qui précise qu'au cours de la journée de jeudi, deux cents personnes seulement ont pu être sauvées à Leninakan et le même nombre à Spitak, la localité la plus proche de l'épicentre du séisme, qui a été pratiquement

Le nombre des sans-abri a d'autre part été estimé par l'agence Tass à au moins quatre cent mille. La moitié environ ont le séisme et dans la journée de jusqu'ici pu être secourus. Ceux

notamment, sont, depuis le séisme, privés d'eau, de chauffage et d'électricité.

La commission spéciale du bureau politique, dirigée par le premier ministre Nikolaï Ryjkov, a critiqué les lenteurs des organismes locaux qui tardent à fournir des abris temporaires aux victimes et à mettre sur pied des centres de distribution de vivres. La commission a donné jeudi vingt-quatre heures aux responsables de ces organismes pour corriger cette situation. Elle a d'autre part décidé que les quinze répu-bliques d'URSS participeraient à l'effort de reconstruction. Il est prévu d'édifier dans la zone dévastée, d'ici deux ans, cinq millions de mètres carrés de logements, d'écoles, d'hôpitaux et autres installations.

Mauvaise qualité des constructions

Plusieurs organes de presse soviétiques attribuent le nombre très élevé des victimes à la médiocrité des constructions et à l'insuffisance des procédures de défense civile. La Pravda - qui se félicite par ailleurs que la centrale nucléaire proche d'Erevan soit intacte - souligne ainsi que des immeubles préfabriqués de neuf étages se sont totalement effondrés. Interrogé par l'agence de presse Novosti, le chef du service de séismologie de l'Institut de physique de la terre auprès de 'Académie des sciences de l'URSS, M. Igor Nersessov, a lui aussi mis en cause « la mauvaise qualité de la construction à Leninakan ». « Les recommandations des savants relatives aux caractéristiques sismiques de la construction, a-t-il déclaré, n'ont pas été dûment prises en considé-

« La prévision sismique est une chose complexe, observe d'autre part M. Nersessov. Elle doit être précise pour ne pas susciter de panique inutile dans les villes par une fausse alerte. Pour l'instant, les prévisions ne dépassent pas le cadre des recherches scientisiques. Elles ont été effectuées à la station sismique de Leninakan. Je dois avouer que nous ne disposons pas encore de moyens techniques suffisants pour traiter rapidement les données et faire la prévision sismique. Si nous les avions, il aurait été, peut-être, possible de prévoir le désastre et de réduire ainsi les dégâts. »

Moscou accepte l'aide des Etats-Unis

هكذا من الأصل

Trois détachements de la Sécurité

Villacoublay (Yvelines), après avoir

été salué par le premier ministre,
intérieur, ont quitté la France pour

M. Michel Rocard. civile, qui dépend du ministère de l'intérieur, ont quitté la France pour gagner Erevan, capitale de l'Armé-nie soviétique, afin de participer aux opérations de secours après le trem-blement de terre du mercredi 7 décembre. Dès le jeudi 8 décem-bre, M. Jean-Louis Bianco, secrétaire général de l'Elysée, s'était rendu à l'ambassade soviétique à Paris pour proposer l'assistance de la

Deux premiers détachements, composés de 147 sapeurs-pompiers et 22 médecins, ont ainsi quitté la France, vendredi matin 9 décembre, à bord de deux C-130 de l'armée de l'air. Le premier – 84 hommes – a décollé de l'aéroport militaire d'Istres (Bouches-du-Rhône), le second - 85 personnes - de celui de

A minuit, vendredi, un nouveau détachement de 167 personnes a quitté Roissy à bord de deux DC-8 du COTAM. Il provient d'abord du trophe aéromobile (DICA) de la région parisienne et comprend un effectif renforcé de sapeurspompiers de Conflans-Sainte-Honorine (Yvelines), ville dont le maire est M. Rocard. Les deux appareils ont ensuite fait escale à Istres pour embarquer le DICA du Sud-Est. Chaque DICA comprend en temps normal 60 sapeurspompiers, 6 tonnes de matériel et 6 chiens spécialisés dans la recherche des personnes ensevelles. Ce

Pour compliquer les choses,

l'Arabie commence à se séparer

de l'Afrique il y a une vingtaine de millions d'années, ce qui

ouvre progressivement la mer Rouge. L'Arabie devenue « indé-

pendante » amorce un mouve-ment dirigé vers le nord, et ce

mouvement est plus rapide (2 à

3 centimètres par an en

troisième détachement, envoyé à Erevan, est accompagné par

D'autres équipes de secours étrangères sont également arrivées ven-dredi ou étaient attendues samedi dans la région sinistrée. Un groupe de pompiers britanniques a quitté Londres avec du matériel de détection et de réanimation. Plusieurs avions de type Hercules C-130, transportant entre autres des machines excavatrices, devaient s'envoler d'une base de la Royal Air Force. Le gouvernement de Londres a, par ailleurs, décidé de débloquer une aide d'urgence de 5 millions de livres (55 millions de nos francs). Une équipe du Corps suisse pour l'aide en cas de catastrophe, avec huit volontaires et des chiens dressés, a quitté Zurich vendredi. D'Italie, d'Allemagne de l'Ouest, de Suède et de pinsieurs autres pays, de nombreux appareils chargés de matériel ont également décoilé à destination des zones sinistrées.

La Communanté économique européenne a dégagé une aide d'urgence de 590 000 ECU pour envoyer des sauveteurs, du matériel médical et des biens de première nécessité aux victimes du séisme. Un porte-parole de la Commission de Bruxelles a indiqué que trois avions devalent décoller au cours du week-end de Belgique, des Pays-Bas (avec une équipe de Médecins sans frontières) et du Royaume-Uni.

Pour la première fois depuis le début de la guerre froide, l'URSS a accepté une aide des Etats-Unis. L'ambassadeur adjoint de l'Union soviétique à Washington, M. Yev-geni Kontovol, a déclaré vendredi, au cours d'une conférence de presse. que l'assistance d'organisations gouvernementales et privées américaines de même que les contributions individuelles étaient les bienvenues. Vendredi soir, un pre-mier avion américain, chargé de chiens pour rechercher les survi-vants, de médecins et d'experts gouvernementaux pour la coordination des secours, attendait à l'aéroport Kennedy son autorisation de vol pour Erevan.

MARKE

EX.

4 5 A Tainties.

* * ********

** ** *** *** ***

. .

The state of the same

2.20

the state of the state

1 - - 12744元/68年。第

The state of the state of

v radio designation

h. 💝 💐

The Section of Section

-

La Turqu ouvre sa frontière

La Turquie, pour sa part, a annoncé qu'elle allait ouvrir sa frontière avec l'Arménie soviétique pour faciliter l'acheminement des secours, par train via Kars ou par

L'UNICEF, qui habituellement cantonne ses actions aux pays du tiers-monde, a adressé, vendredi, un télégramme à la Croix-Rouge soviétique pour lui offrir son aide. L'orgamisation propose notamment des trousses de premier secours, des cou-vertures, de tentes pouvant abriter des hôpitaux, des réservoirs d'eau, des tablettes de réhydratation et des

A Paris, le physicien soviétique Andrei Sakharov a lancé un appel aux organisations internationales pour qu'aide et secours soient

apportés à l'Arménie sinistrée. Enfin. Charles Aznavour a fondé. vendredi, une association, «Azna-vour pour l'Arménie», afin de recueillir les dons destinés aux vio-times du séirons l'ander un viotimes du séisme. Les dons sont à adresser à « Aznavour pour l'Arménie » (76-78, avenue des Champs-Elysées, 75008 Paris).

des failles, dont les deux lèvres ne cessent de jouer les unes par rapport aux autres.

Entre les mâchoires d'un étau

La tragédie qui a frappé l'Arménie le 7 décembre s'explique par les mouvements relatifs des masses continentales de l'Eurasie, de l'Afrique, de l'Arabie

Il y a 225 millions d'années, tous les comtinents étalent réunis en une seule masse, la Pangée, dont la partie orientale compor-tait une très vaste échancrure océanique, la Téthys. A partir de - 225 millions d'années, la Pangée commence à se fragmenter, et, depuis lors, les continents dérivent pour aller occuper peu à peu les places que nous leur connaissons actuellement. Dans le même tamps, la Téthys se pince de plus en plus par suite des déplacements et surtout du rapprochement de l'Eurasie et de l'Afrique-Arabie, ces deux dernières alors soudées l'une à l'autre, Ces deux masses jouent l'accordéon. Ce qui crée à partir de - 110 millions d'années, de Gibraltar à l'Iran, les plissements

De son côté, l'Inde, qui était solidaire du continent austral, le Gondwana, s'en sépare aux alend'années et remonte lentement vers le nord. Il y a une cinquantaine de millions d'années, elle arrive au contact de l'Eurasie et. depuis lors, elle pousse toujours, créant le système himalayen.

De Gibraltar (et même des Açores) jusqu'à la Birmanie, le système alpino-himalayen continue à grandir sous l'effet de ces forces formidables. Les continents, plus ou moins rigides, se déforment ou se cassent le long

Les séismes les plus meurtriers

Rares sont les séismes qui, au cours des siècles, ont tué plus de 50 000 personnes. On en connaît une quinzaine, mais il est possible que quelques catastrophes sismiques très meurtrières aient été effacées de la mémoire des hommes.

 De 50 000 à 100 000 morts. - 1268: Turquie (province de Sey-han), 60 000; 1667: Shemakha (URSS), 80 000; 1727: Tabriz (Iran), 77 000; 1755: Lisbonne (Portugal), 60 000; 1783: Calabre (Italie), 60 000; 1908: Messine-Reggio (Italie), 82 000; 1927: Chine (Tsinghai), plusieurs dizaines

de milliers; 1948: Achkhabad (URSS), 90 000 à 100 000; 1970: Pérou, 55 000.

• Pius de 100 000 morin. — 1201: mer Egée, 100 000; 1290: Chine (Jehol), 100 000; 1556: Chine (Shansi, Shensi, Kansu), 800 000 à 1 000 000; 1730: Pékin (Chine), 100 000; 1737: Calcutta Inde), 300 000; 1920: Chine: (Kansu, Shansi), 100 000 à 180 000; 1923: Tokyo-Yokohama (Japon), 143 000; 1976: Tangshan (Chine), 700 000 à 800 000 proba-

A TRAVERS LE MONDE

Argentine Reddition du dernier officier rebelle

Le commandant Hugo Avete, qui avait pris le contrôle de la base mili-taire de Mercedes, à 100 km à l'ouest de Buenos-Aires, lors de la rébellion de la semaine demière, a été arrêté vendredi 9 décembre. Un général qui avait refusé d'envoyer ses unités combattre les troupes rebelles a, d'autre part, été mis à la retraite à sa demande, a smoncé vendredi le ministère de la défense. — (AP.)

Inde Assassinat

d'un grand prêtre sikh Chandigarh. - Des extrémistes sikhs ont abettu, vendredi 9 décembre, l'un des grands prêtres de leur religion, auquel ils reprochaient appa-remment d'avoir pardonné à un dirigeant sikh modéré excommunié (le Monde du 8 décembre).

Le 5 décembre, en compagnie des quatre autres grands prêtres du Temple d'or d'Amritsar, Balbir Singh avait ordonné au chef-ministre du vel ordre », a indiq Pendjab, Surjit Singh Bernela, de militaire. – (AFP.)

subir une série de châtiments humiliants afin d'obtenir la levée de son excommunication. Les extrémistes avaient déjà abattu en juillet un grand prêtre, Sohan Singh, trop modéré à

Les forces françaises et américaines suspendent leurs vols après l'accident de Remscheid

L'avion militaire américain qui s'est écrasé jeudi sur un quartier de s'est ecrase joudi sur un quarum de Remscheid à fait cinq morts et une cinquantaine de blessés, dont neuf grièvement, selon le dernier bilan publié vendredi par la police.

L'ambassadeur américain, M. Richard Burt, qui s'est rendu vendredi sur les lieux de l'accident, a annoncé que les Etats-Unis interrompraient leurs vols jusqu'au 2 janvier prochain, comme la Luftwaffe. En accord avec l'armée de l'air ouestallemande, les Forces françaises en Altemagne (FFA) ont également décidé de suspendre leurs vols « par mesure conservatoire et jusqu'à nouvel ordre », a indiqué un porte-parole

« Le châtiment d'Allah »

Manifestations à Bakou

Moscou (AFP). - L'annonca, mercredi 7 décembre, à la télévision soviétique du séisme en Arménie a fait descendre dans les rues de Bakou, en Azerbaïdjan, des groupes de jeunes se félicitant du « châtiment infligé par Allah à ceux qui ont tué et

chassé d'Arménie leurs frères

« Des foules de jeunes imbéciles marchaient mercredi soir dans les grandes rues de Bakou, se réjouissant, parce qu'ils estiment que c'est une punition d'Alleh », a déclaré ainsi un habitant de Bakou, un Ukrainien, interrogé vendredi au téléphone depuis Moscou.

De sources arméniennes, on a aussi rapporté ces « marches de jole » à Bakou, qui ont bravé le couvre-feu instauré à la suite des récentes violences inter-ethniques. Salon elles, le même scénario s'est produit « en musique » également à Kirovabad, la seconde ville d'Azerbaïdjan, où des exactions anti-arméniennes

De source autorisée à Bakou, on apprend, d'autre part, que des émeutiers azéris ont mis le feu à cinq maisons appartenant à des Arméniens dans la capitale de l'Azerbaidjan, profitant du départ des forces de l'ordre pour l'Arménie voisine. L'Azerbaīdjan a été cité par la

télévision soviétique en tête des républiques ayant exprimé leur

solidarité avec les Arméniens. Des offres d'aide de la part de « collectifs de travail » d'Azerbaidjan ont été abondamment citées jeudi par la presse.

Le comité Karabakh d'Arménie, qui y mêne le mouvement nationaliste, a cependant demandé, jeudi, aux médias soviétiques de « mettre un terme liste à bon marché et totalement inefficace ». Il a indiqué n'avoir pas connaissance d'Azerbaïdjanais venus porter secours en

Par ailleurs, le flot des réfugiés arméniens fuyant l'Azerbaïdjan se poursuit. « J'ai vu moimēme deux avions plein d'Arméniens arriver jeudi soir à l'aéroport d'Erevan vanant de Bakou », a déclaré un journaliste d'Armenpress, l'agence officielle

Le flot en sens inverse, des Azéris fuyant l'Arménie, se poursuit encore plus fort depuis le seisme, selon le comité Karabakh. Les trois districts situés juste au nord de la zone ravagée par le séisme, qui forment la frontière avec la Géorgie, comptaient une importante population azérie. C'est dans ces districts que se sont déroulés des exactions « anti-azéries » il y a moins de deux semaines, faisent dix morts széris et un Arménien, selon le comité Karabakh. L'armée y avait, imposé lundi der-

Dans la communauté arménienne de Lyon

« Le plus dur, c'est de ne pas savoir... »

LYON de notre bureau régional

Bien ou'elle soit située rue du 24-Avril-1915, date anniversaire du début du génocide armenien, et affiche ainsi la permanence d'un deuil. a Maison de la culture arménienne de Décines, dans la banlieue est de Lyon, a souvent accueilli des fêtes mémorables. Comme savent les vivre les membres d'une commu-nauté qui, tout en s'intégrant mieux que d'autres, ne s'est jamais coupée de ses racines.

Aujourd'hui pourtant, à la MCA, l'anxiété se lit dans tous les regards. Le malheur pèse, comme un couvercie. Dans la grande salle commune, le club - agoump en arménien - où d'ordinaire les anciens tapent pas-sionnément les cartes ou les jetons de jacquet devant un verre de thé ou de raki, une trentaine de bénévoles rameutés par l'urgence trient et emballent dans des grands sacs les monceaux de vétements qui com-mencent à affluer. Plusieurs grossistes des pentes de la Croix-Rousse - le Sentier lyonnais - ont spontanément offert des stocks de pulls ou de chaussures neufs; des particu-liers ont puisé dans leurs armoires

on vidé leur grenier pour apporter des anoraks, des convertures. L'immense carte peinte de l'Arménie qui occupe tout un panneau du local est là pour délimiter dans les esprits et les cœurs la zone que le séisme a anéantie. Ici, chacun sait qu'autour de Leninakan, de Kirovakan, de Spitak - dont, dit-on, il ne reste rien - les montagnes sont hautes, le climat rude. La semaine dernière, la température y est tom-

· La radio parle maintenant de cent mille morts. Vous vous rendez comple, pour un pays qui compte 3,3 millions d'habitants, cela fait près de 3 % de la population!... souligne Jules Mardirossian, président de la MCA.

bée à moins 5 degrés.

Le visage mangé par une barbe un ouvrier d'une quarantaine d'années qui a fui l'Arménie voilà huit ans se ronge d'inquiétude. Deux de ses cousines germaines habitent aux environs de l'épicentre, ses deux frères et ses sœurs résident à Ere-van. Et, justement, Erevan ne

 Les communications n'aboutissent pas, les lignes sont coupées, confirme Hilda Tchoboian, directrice de la MCA. A force de

patience, certains ont réussi à join- ne les occulte davantage encore... A dre Moscou, où l'information remonte difficilement. Le plus dur, c'est de ne pas savoir vraiment, d'imaginer. »

Décines et Villeurbanne, sa voi-sine, regroupent chacune 3 000 des 50 000 Arméniens de la région lyon-naise. Ils sont 120 000 sur Rhône-Albert a soit 2000 de first for Alpes, troisième pôle de fixation après Paris et Marseille. Créée en 1932, la Maison de la culture, plus active que jamais, s'est naturelle-ment transformée en QG de la solidarité. Et, même si les militants du parti Dehanak, de sensibilité socia-liste, y sont majoritaires, les Armé-niens proches du Ramgavar (libé-ra!) et du Hentchak (gauche radicale) se sont rapprochés depuis les événements tragiques de février

« Les massacres perpétrés contre la population arménienne du Karabakh par les Azéris ont ressoudé l'ensemble de la diaspora, remarque Hilda Tchoboian. Nous sommes tous scandalisés par les chiffres officiels que diffusent les autorités soviétiques. A Soumgaït, nous savons que le nombre des victimes des atrocités est de 546 et non de 32. Il s'agit de nouveaux progroms, et nous craignons que la catastrophe

moins que les envoyés spéciaux sur la catastrophe n'en profitent pour enquêter en Azerbaldjan. »

Le docteur Georges Kepenekian, urologue à l'hôpital Saint-Joseph de Lyon et membre des médecins arméniens de France, a constitué une équipe prête à partir en Armé-nie, et une demande a été adressée à l'ambassade d'Union soviétique pour qu'elle délivre toutes les autorisarions nécessaires.

Les dons en espèces commencent à arriver : 40 000 F récoltés à Décines, 40 000 F offerts par des commerçants aisés, du sentier lyon-nais. Des aides d'urgence ont été débloquées par plusieurs municipalités des environs, et on espère réunir assez pour affréter un avion (plus de 300 000 F) sans lequel tous les efforts resteraient vains.

A 500 mètres de la MCA, dans le petit local de Radio-Arménie (102 MgH) autorisée depuis juillet, mais tolérée depuis quatre ans, la poignée d'animateurs se relaient au micro pour diffuser les maigres informations glanées ici ou là, les messages pratiques. Si seulement Erevan pouvait répondre...

ROBERT BELLERET.



moyenne) que celui de l'Afrique par rapport à l'Europe (0,5 à 1 centimètre par an en Dans ce lent ballet des case, l'Iran et la Turquie sont coincés comme une noix entre les mâchoires d'un étau, pour reprendre l'image de M. Rolando Armijo, de l'Institut de physique du globe de Paris. La tectorique y est extrêmement complexe, et elle se traduit pas des failles nombreuses qui jouent différemment. En simplifiant, on peut dire qu'une grande partie de la Turquie est expulsée vers l'ouest, que l'iran se plisse comme une nappe dans les monts du Zapros et que l'Arménie et tout le Caucase, situés au milieu de tout cet enchevêtrement, sont écrasés sans échapoatoire possible. Ils sont, en effet, absolument coincés au nord et au sud entre deux continents, à l'auest et à l'est par les lambeaux rigides de l'ancienne Téthys que sont le mer Noire et le mer Caspienne.

YVONNE REBEYROL.

Diplomatie

La remise des prix Nobel

L'appel au secours de M. Perez de Cuellar

Les lauréats des prix Nobel 1989 reçoivent officiellement leurs récompenses, samedi 10 décembre à Oslo et à Stockholm. Dans la grande salle des concerts de la capitale suédoise, c'est le roi Carl XVI Gustav qui remet aux ouze lauréats des disciplines scientifiques, notamment au professeur Maurice Allais pour les sciences économiques, les

de notre envoyée spéciale

des Etats-Unic

Marie Control

3 1/2 0222

TERRITOR OF THE

Water Control

Section 18 Section 19 paras.

- AT

க**்கள்** கம் சர்ர**்**

Digital in the second

Supergraph 19

ter de la comita de 197

.e= 97° ± ·

345m21 - - - -

150 19,1 may 2 ...

The Control of the Control

***** w A 12 122 1 7

gangara balan

维差

27 No.

· THEFT.

*

State of the state

in Turner

THE STATE OF THE STATE OF

«Le travail de maintien de la paix est fatigant mais je ne suis pas découragé », a dit M. Javier Perez de Cuellar, vendredi 9 décembre. lors de la conférence de presse qu'il a donnée avant de recevoir le prix Nobel de la paix 1988, au nom des soldats de l'ONU dont il est chef suprême. Pas découragé, mais très préoccupé. « La situation au Proche-Orient est très dangereuse, explosive », a poursuivi M. de Cuellar à propos de l'opération israé-lienne lancée au sud du Liban, « et j'adresse un appel sérieux et dra-matique à toutes les parties concernées pour qu'elles fassent preuve de

Cruelle collision entre deux anniversaires : celui d'Alfred Nobel, « ce Scandinave visionnaire, dit M. Perez de Cuellar, et celui de l'Intifada palestinienne que les Israéliens marquent à leur manière. Nous ne voyons pas s'amorcer de progrès au Proche-Orient ». Néan-moins, ce 10 décembre, il fallait encourager les forces de l'ONU au service de la paix et honorer les quelque 500 000 hommes et femmes de cinquante-huit pays qui, depuis 1948, ont servi sous le drapean bleu et blanc des Nations unies. Plus de 10 000 participent actuellement à soixante-quatorze opérations.

Dans un bref mais vibrant dis-cours devant l'assemblée réunie

BIBLIOGRAPHIE

diplômes et le chèque d'environ 2,5 millions de francs qui les accompagne. Le prix de littérature a été attribué pour la première fois à un écrivain et poète de langue arabe, l'Egyptien Naguib Mahfouz, âgé de soixante-seize ans. Suivant les conseils de son médecin, il a renoucé à se rendre à Stockholm où il est représenté par deux de ses filles, Kalsonm et Fatma.

samedi dans le grand amphithéâtre austère de l'université d'Oslo, en présence de la famille royale norvéenne, M. Perez de Cuellar a rappelé ces chiffres en ajoutant cependam: «733 « Casques bleus » ont donné leur vie au service de la paix. L'un d'eux, le lieutenant-colonel William Higgins, est toujours aux

mains de ses ravisseurs. Je saisis

cette occasion pour demander de nouveau sa libération îmmédiate. »

Debout sur l'estrade, derrière leur chef, neuf soldats de la paix (dont une jeune Australienne, le sergent Kathleen Burdett, et un Français de vingt et un ans, stationné à Nasoura, au sud du Liban, le brigadier-chef Stéphane Mathieu). Tous ont été invités à Oslo, venant d'autant de pays et des sept missions de la force de maintien de la paix. Une force dont l'existence est pourtant mena-cée par manque de moyens. Elle coûte cher, 340 millions de dollars par an. Et l'ONU est financièrement

à bout de souffie. M. de Cuellar, pendant sa conférence de presse, a raconté en plai-santant, qu'un membre du congrès américain le félicitait dernièrement pour le Nobel de la paix. « Malheureusement, répondit le secrétaire général, c'est presque un prix à titre posthume. Your vous dites nation pacifique, alors, de grâce, payez vos

dettes, aidez-nous. . Si la dette américaine s'élève encore à plus de 350 millions de dol-lars, l'URSS a, pour sa part, assuré

Nations unies, M. Javier Perez de Cuellar, reçoit le prix Nobel de la paix, au nom des « casques bleus », les forces de maintien de la paix à l'ONU. Au cours d'une conférence de presse, M. Perez de Cuellar a pressé les pays membres de l'organisation de régler leurs dettes envers

qu'elle réglerait ses quelque 100 mil-lions de dollars d'arriérés, selon un plan de remboursement.

Après la cérémonie, M. Perez de Cuellar devait se rendre à Paris pour participer aux cérémonies marquant le quarantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, « C'est un grand honneur

A Oslo, le secrétaire général des

pour moi, a-1-il dit, de recevoir ici ce prix, à Oslo, au nom d'un demi-million de soldats, et d'aller parler ensuite à Paris au nom de millions d'individus qui souffrent. En un seul et même voyage seront ainsi célébrés deux des plus beaux succès de l'ONI! de l'ONU. »

FRANÇOISE NIÉTO.

Le conseil atlantique de Bruxelles

Les NSC vont succéder aux MBFR

BRUXELLES

de notre correspondant

Le conseil de l'OTAN s'est achevé, vendredi 9 décembre, dans un climat d'optimisme, après les initiatives de M. Gorbatchev en matière de réduction des forces classiques soviétiques. Les ministres des affaires étrangères des seize pays membres de l'alliance atlantique ont salué « les perspectives promet-teuses qui s'ouvrent pour l'amélioration du dialogue Est-Ouest ». M. George Shuitz n'a pas voulu être en reste, en estimant qu'il fallait voir l' - avenir avec espoir ».

Malgré la reconnaissance du changement intervenu dans la politique de l'Union soviétique », les

La vieillesse. Voilà un problè-

la force, la santé.

Nous savons au-

jourd'hui qu'il ne

s'agit pas d'une fa-

talité : ces différen-

ces sont dues à un

dérèglement plus

ou moins impor-

Voilà pourquoi des cher-

Il faut aider la recherche. Don-

nous puissions tous vieillir... en

pleine forme!

Fondation pour la Recherche Médicale 🛎

54, rue de Varenne - 75007 PARIS

final, « considérer les développements récenis avec réalisme ., et rappellent que « l'URSS et les autres pays de l'Est doivent encore se conformer pleinement à leurs obligations concernant les droits de

in le

es in

ic

15-

13.

ic

nt ic

1U

911

A propos du désarmement, les Seize ont marqué leur souci de ne pas se laisser gagner par une eupho-rie dangereuse. M. Shultz a souligné que, même après la réduction soviétique, le pacte de Varsovie maintiendrait son avantage. : « Le ratio, a-t-il dit, passerait de 2,99 (contre 1) à 2.91 pour le nombre des divisions déployées, de 2.76 à 2.18 pour les sanks, de 2.3 à 1.74 pour l'artillerie, de 3,2 à 3 pour les avions de com-

L'URSS, ajoute-t-on, ne retirera que 50 000 hommes de trois pays de Est - la RDA, la Hongrie et la Tchécoslovaquic, « alors qu'elle en stationne 400 000 dans la seule

On a appris, d'autre part, que les négociations sur la réduction mutuelle et équilibrée des forces conventionnelles (MBFR) en Europe seront officiellement closes début jarvier. Douze des 16 pays de l'OTAN (France, Portugal, Espagne et Islande n'y siégeaient pas) et sept du pacte de Varsovie participaient, depuis 1973, à Vienne, à ces conversations qui laisseront la place aux négociations sur la stabilité conventionnelle en Europe (NSC, CST en anglais). Ces NSC pourraient commencer en février, égale-ment à Vienne.

S'agissant du « concept global » de défense de l'alliance, les Seize ont demandé aux experts de poursuivre les travaux, afin que les résultats soient examinés à la prochaine réu-nion du conseil fixée les 8 et 9 juin 1989 à Londres, M. Manfred Wörner, secrétaire général de l'OTAN, a appelé de ses vœux la réunion d'un sommet atlantique qui devrait se tenir avant cette date dans la capi-

M. Shultz « choqué » par la Grèce

Interrogé sur l'opération du com-mando israélien au sud de Beyrouth, le secrétaire d'Etat américain ne s'est pas dérobé : « J'ai été surpris et je croyais que le passé avait servi de leçon à Israël. » M. Shultz a été encore moins tendre avec le gouvernement grec, qui a libéré, au début de cette semaine, M. Abdel al Zomar Ozama, accusé par l'Italie, qui avait demandé son extradition, d'avoir participé en 1982 à un attentat contre la synagogue de Rome. Le chef de la diplomatie des Etats-Unis a dit : . La décision d'Athènes est choquante, c'est un coup dur pour la lutte contre le terrorisme interna-

MARCEL SCOTTO.

me fondamental... et je suis bien placée pour le savoir! Il y a ceux qui "vieillissent bien" comme on dit; et puis il y a les autres, dont on parle moins... Et pourtant il y a un age où l'on voudrait vivre pleinement, en forme, au milieu des siens. Mais on n'en a pas toujours Vieillir, Oui... mais bien! tant du renouvellement de nos cheurs travaillent à ralentir le vieillissement cellulaire. Pour que nous vieillissions moins vite, pour que nous vieillissions mieux. nez à la Fondation pour la Recherche Médicale pour que demain

Les « casques bleus »: quarante ans d'épreuves

lls out été affublés d'à pen près tous les qualificatifs, des plus méprisants aux plus laudatifs. Honnis ou portés au nues, ils sont, tour à tour, traités de « pires salauds » (gentil-lesse dont M. Itzhak Rabin, ministre israélien de la défense, a gratifié le contingent français stationné dans le sud du Liban) ou de gens « formi-dables » (par le chef de la milice chitte libanaise Amal, M. Nabih Berri). Baliottés entre des conflits qui ne sont pas les leurs, ils sont courtisés par des gouvernements prêts, du jour au lendemain, à les ignorer, voire à les chasser purement et simplement, lorsque la situation a évolué, que l'argence a changé de

Ils sont, surtout, totalement méconnus et font partie de cette catégorie d'hommes dont on ne parle qu'épisodiquement, tous désignés anonymement par la couleur de leur couvre-chef. Partis pour des missions de pair couleur des missions de pair combes d'autre des ont été tués par des balles, des bombes, des obus qui ne leur étaient

pes destinés. Après quarante ans d'épreuves, leurs bons et loyaux services out enfin été récompensés cette année : les forces de l'ONU - « casques » et « bérets blens » — ont reçu le prix Nobel de la paix 1988. C'est à ceux des « soldats de la paix » qui ont payé le plus lourd tribut à cette mission impossible et sans cesse recom-mencée que Pierre Le Peillet vient de consacrer un livre, les Bérets bleus de l'ONU à travers quarante ans de conflit israélo-arabe (1). dont l'intérêt est à la mesure de l'épaisseur - huit cents pages.

ou protecteurs

Officier général du cadre de réserve, Pierre Le Peillet a lui-même servi sous le drapeau bleu des Nations unies, en 1967 et 1968, sur le canal de Suez. De 1948 et 1987, il raconte ce que fut, ce qu'est le conflit du Proche-Orient vu à travers les jumelles de ceux qui, sur le terrain et depuis pratiquement les premières heures de ce conflit, ont

. AFRIQUE DU SUD : 1 500 prisonniers politiques. ~ Plus de 50 000 personnes ont été détenues sans procès en Afrique du Sud au cours des trois dernières années, a annoncé la commission des droits de l'homme en Afrique du Sud. Cela représente, a-t-elle ajouté, plus du double des détentions opérées au cours des vingt dernières années. Depuis 1960, 68 détenus sont morts en prison. Actuellement, quelque 1 500 prisonniers politiques, noirs pour la plupart, sont détenus en vertu des lois d'urgence imposées en juin 1986 et beaucoup sont demière les barreaux depuis un ou deux ans et

pour mission d' « observer et rap-

Le grand mérite de cette véritable somme est de suivre les « bérets » et e essques bleus » sans izmais quitter de vue le contexte politico-diplomatique, de faire alterner les synthèses historiques avec le récit des expériences vécues, au jour le jour, par ces observateurs et mem-bres des « forces de maintien de la paix » appartenant à — presque — toutes les nationalités et pris dans le jeu mortel du Proche-Orient. Chapitre après chapitre, guerre

après guerre. Pierre Le Peillet met en lumière, sous une plume aussi précise que dénuée d'esprit de polé-mique, les limites, les difficultés, l'ambignité de la tâche de ces militaires dont le seul pouvoir, la seule autorité, résident dans la plus ou moins grande - en fonction de leur intérêt propre - considération que les belligérants ont pour le . grand machin - de New-York.

Représentants de la communauté internationale, venus sur place c'est-à-dire sur les lignes du front pour · contrôler · les différentes trêves ou séparer les forces en présence, ils sont souvent les pres victimes de ces armées, qui, dans bien des cas, n'hésitent pas à leur passer dessus - en lançant leurs

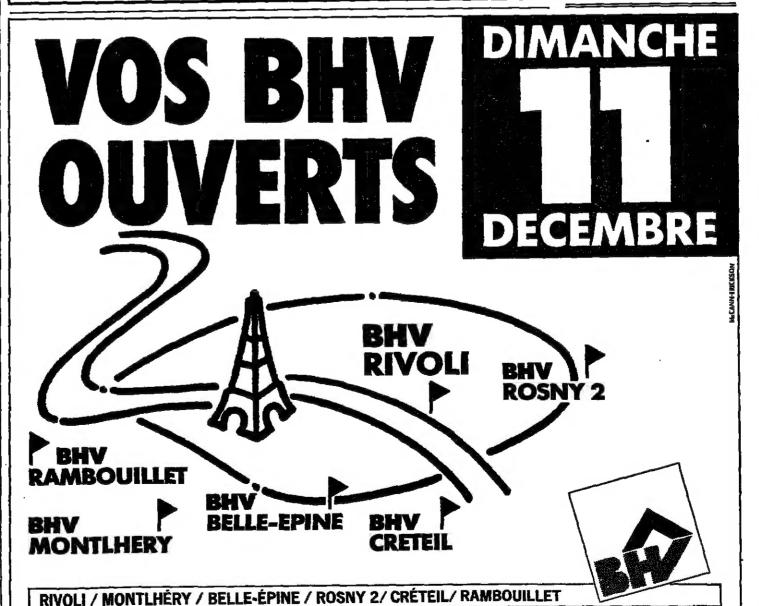
Ce fut notamment le cas lors du déclenchement de la guerre de 1973 et du franchissement du canal de Suez per les forces égyptiennes lors de l'invasion du Liban par l'armée israélienne en 1982; lors des nombreuses guerres d'usure que se livrè-rent Israéliens et Arabes pour menbler les trêves, ou encore lors des exactions de miliciens libenais ou de commandos palestiniens, aussi prompts à voir dans les « casques bleus » des gèneurs à écarter que des protecteurs à ménager.

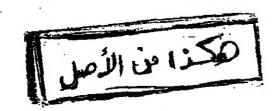
Du cadre général dans lequel ils évoluent au fragile abri où ils essaient de survivre, en passant par leur poste d'observation, Pierre Le Peillet parvient à retracer, sans jamais lasser, quarante ans de vie -et d'épreuves - des seuls soldats au monde que l'on envoie au front pour ne pas se battre et pour tenter d'empêcher les autres de le faire.

YVES HELLER

(1) Editions France-Empire, 295 F.

 M. Roland Dumas à Bagdad et au Caire. — Le ministre français des affaires étrangères entame, dimanche 11 décembre, une tournée de quarante-huit heures à Bagded et au Caire. Il sera de retour mardi à Paris pour s'entretenir avec le roi Hussein de Jordanie, en visité officielle en France du 12 au 14 décemplus, selon la commission. - (AFP.) | bre. - (Reuter.)





Politique

Le rejet de la motion de censure par l'Assemblée nationale

• Le premier ministre ironise sur l'état de l'opposition

• Le RPR et l'UDF dénoncent l'absence d'une « majorité stable »

Programme minimum, vendredi soir, bre, pour la première motion de censure de la législature : un orateur par groupe, la réponse du premier ministre, et puis tout le monde est allé se coucher, samedi à 1 h 40 après l'annonce du résultat par le président de l'Assemblée nationale, M. Laurent Fabius. La motion de censure déposée par le RPR n'a recueilli que 259 voix au lieu des 286 requises pour faire chuter le gouvernement. Lors d'un vote de censure, seuls les votes favorables à la motion sont comntabilisés. Tous les députés RPR l'out votée (131) ainsi que tous les élus de l'UDF (89). En revanche, le compte n'est pas bon à l'Union du cen-

lement à M. Séguin de rappeler aux

élus RPR qu'ils avaient un leader de

rechange en leur sein, mais gussi de

situer le RPR dans une opposition

qui, sans être « constructive », au

sens où l'entendent l'UDF et l'UDC,

n'en est pas pour autant « bornée ».

« Un plan RPR

pour le France »

M. Séguin avait pour lui l'antério-

rité, puisque, de 1981 à 1986

(notamment lors de la discussion

des lois Auroux), il fut le partisan,

marginal au sein du groupe RPR de

l'époque, d'une opposition qui

accepte parfois de dialoguer avec le

En montant à la tribune, M. Phi- mais n'a pas manqué de souligner le Vosges qui voit dans les majorités à lippe Séguia savait que la tâche ne fait que l'intervention du maire serait pas facile. Il lui fallait tout à d'Epinal ressemblait à - un plan la fois critiquer l'absence de pers-RPR pour la France • mais égalepectives de la politique gouvernement à « un plan Séguin pour le mentale, sans pour autant s'en pren-RPR -... A l'image d'un Jacques dre directement au premier Chirac applaudissant chaleureusement l'orateur de son groupe, avant ministre, légitimer le recours à une motion de censure, sans avoir l'air de lui serrer la main à sa descente de tribune, les députés RPR ont semde trop mettre l'accent sur la tiédeur de ses amis de l'UDF et l'UDC. blé, pendant une demi-heure, tom-Depuis plusieurs jours les rénova-teurs s'étaient attelés, avec le député ber à nouveau sous le charme et la puissance de ce diable d'homme. des Vosges, à la rédaction de cette Le premier ministre, tout comme intervention. Elle a permis non seu-

M. Pierre Mauroy qui viendra lui apporter le soutien massif des socialistes, a ironisé sur les querelles intestines de l'opposition. En s'en prenant à « la conception caporaliste - du RPR, il savait trouver sur les bancs UDF et UDC des sourires entendus et des mines complices. Dommage, M. Léotard n'était pas là, lui qui en 1987 avait dénoncé les pratiques des « moines soldats du

Mais le débat de fond entre MM. Séguin et Rocard n'a pas porté seulement sur l'état respectif de l'opposition et de la majorité. Deux conceptions institutionnelles se sont affrontées : celle du premier ministre estimant que l'on pouvait parfaitement gouverner avec une majorité relative, et ce au prix d'une renaisa repris son bâton de pèlerin. Le pre-

tre (41): outre M. Raymond Barre (Rhône), trois autres députés du groupe de M. Pierre Ménaignerie n'ont pas voté la censure du gouvernement Rocard : il s'agit de MM. Gérard Grignon (Saint-Pierre-et-Miquelon), Henry Jean-Baptiste (Mayotte) et Gérard Vignoble (Nord). Sur les treize non-inscrits de l'Assemblée nationale, seulement deux ont voté la censure, ce qui est une surprise : M Yann Piat (Var) et M. Roger Lestas (Mayenne). Les onze autres n'ont donc pas souhaité censurer le gouvernement, alors qu'en général, les non-inscrits se partagent, à peu près, par moitié, lors du vote des textes ; il s'agit

> géométrie variable dont se satisfait, faute d'autre chose, M. Rocard, une perversion des institutions.

Dans ce débat, M. Dominique Baudis, au nom de l'UDC, a voulu apporter sa pierre. Son intervention avait valeur d'autojustification par rapport aux critiques lancées par M. Séguin contre ceux qui pourraient être tentés par une « troisième force » modèle IV Républi-

M. Bandis: « Un plan Orsec pour le service public >

crise du secteur public - c'est la M. Baudis a fait à la tribune un crise de l'Etat. (...) La grande inventaire des concessions qui ont majorité de nos compatriotes ne entraîné l'attitude « constructive » mettent en cause ni la compétence ni de l'UDC sur un certain nombre de le dévouement des fonctionnaires. textes. Le député de Haute-Garonne Mais ils s'en prennent à l'ensemble a rappelé que son groupe entendait des règles désuètes et paralysantes juger la politique Rocard sur pièces, qui empêchent la fonction publique sans a priori. « En votant cette de se moderniser ». « L'heure est motion de censure, nous ne faisons venue de lancer les Etats généraux pas votre procès, nous mettons simde la fonction publique, d'ouvrir les cahiers de doléances et de faire la plement en lumière les contradictions de votre majorité », a insisté M. Baudis après avoir suggéré au révolution pacifique de l'État », a lancé le député de Marseille avant premier ministre de « trancher le de reprendre l'argumentation de lien - qui unit le PS et le PCF. « Les M. Séguin, selon laquelle « les meil-Français sont conscients que cette alliance ne fonctionne plus. Elle ne leures littentions sont peu de chose. sance du Parlement - « Restaurer fonctionne plus tout simplement lorsque la capacité majoritaire fait Vendredi dans la nuit, M. Séguin les prérogatives du Parlement ne parce que votre partenaire conteste défaut. (...) Vous faites du cabo-tage législatif. Vous êtes le capiconduira pas à restaurer le régime radicalement les objectifs que vous taine d'un vaisseau fantôme (...). -Les circonstances actuelles vous

de MM. Franchis, Hoarau, Léontieff, Miqueu, Pota, Royer, Sergheraert, Spiller, Thien Ah Koon, Vernaudon et Warhouver.

Le débat, qui s'est déroulé sur un peu plus de trois heures, n'a donné lieu à aucun accrochage. Premier orateur, M. Philippe Séguin (RPR) avait donné le ton en évitant de prendre à partie per-

sonnellement le premier ministre. L'hémicycle s'est garni, tout au long du débat. Les élus du RPR formaient le noyau dur de l'opposition, les bancs de l'UDC et de l'UDF étant un peu plus épars. Au banc du gouvernement, M. Michel Rocard était entouré de plusieurs ministres, parmi lesquels : MM. Jean

maire de Toulouse a demandé au

gouvernement la mise en place d'un

pas une chaloupe à la mer, mais un

carénage complet et rapide du bâti-

ment (...). Nous mesurons comme

vous le poids des corporatismes de

groupe -, a affirmé M. Baudis.

plan Orsec». « Pas de rustines,

A propos du service public, le ter le soutien du PS au gouvernement. « Quand je regarde le bilan de ces premiers mois de gouvernement Rocard, je constate que la plupart des abcès de fixation ont été réglés », a-t-il expliqué en déclenchant des cris sur les bancs du RPR. - Les socialistes considèrent que si

gauche comme de droite, qui paral'heure n'est plus à gérer la rigueur, lyse notre société, freine l'esprit elle est toujours de gérer avec d'Initiative, la motivation, la décenrigueur. » Le premier secrétaire du tralisation, la disfusion des respon-PS a approuvé la méthode Rocard sabilités (...). Si vous vous engagez de gestion des conflits au cas par sur cette voie, vous pourrez dans cas, estimant qu'une globalisation l'avenir, sur ce sujet, compter sur était difficile : « Qu'y avait-il de un dialogue fructueux avec notre commun entre la revendication quantitative et qualitative des infir-Pour M. Jean-Claude Gaudin, la mières (...) et celle des ouvriers d'entretien de la RATP? Ceux qui aujourd'hui nous parlent d'un Grenelle social font référence à une période historique qui n'a rien de comparable à celle que nous connaissons aujourd'hui (...). »
• Le problème des rémunérations est un révélateur. Il ne faut pas le négliger », a-t-il également souligné. Un gouvernement qui réussit là où la droite a échoué mérite mieux que la censure, avoues-le ! », a-1-il lancé

> Pour le groupe communiste, cours qui, tout en critiquant - l'ouverture, le recentrage, la recherche d'alliance avec tout ou partie de la droite » des socialistes. a comporté plusieurs appels du pied

en direction de la droite.

Jack Lang, Michel Deleharre, Pierre Arnalllange. M. Jacques Chirac était présent dans l'hémicycle, tout comme MM. Edouard Balladur et Alain Juppé pour le RPR. Les présidents des groupes UDF et UDC, MM. Gaudin et Méhaigaerie, veillaient également sur leurs troupes. En début de séance, M. Laurent Fabius est intervenu pour demander aux députés de s'associer au mouvement de solidarité en faveur des victimes arméniennes du récent tremblement de terre en Union en leur direction. M. Hage a rappelé

Poperen, Pierre Bérégovoy, Jean-Pierre Soisson,

que le PCF était disponible pour « une véritable politique de gauche ». « Il est exclu que les députés communistes votent la censure proposée par la droite », a-t-il expliqué, en précisant que le PCF « n'appartenaît ni à la majorité présidentielle ni à la majorité gouvernementale » mais qu'il souhaitait « la reconduction des listes d'union des forces de la gauche aux municipales ». - Une majorité de gauche existe dans cette Assemblée pour traduire le changement », a encore dit M. Hage, qui avait rajouté cette dernière phrase, à la main, sur son discours.

Enfin, dernier orateur à parler avant le premier ministre, M. Serge Franchis (non inscrit, Youne) ancien suppléant de M. Soisson, a pris la parole pour expliquer qu'il ne voterait pas le censure. D'une certaine facon, son propos avait valeur d'explication de l'attitude de dix autres de ses collègues non inscrits. « Le moment n'est pas venu de censurer le pouvernement alors que le pays est confronté à une crise sociale. (...) Je ne crois pas que mes électeurs le comprendraient », a-t-il ajouté en soulignant, d'autre part, que le climat qui règne à l'Assem-blée nationale favorise le dialogue essus les anciennes fron tières ». A son banc, M. Soisson buvait du petit lait : bon sang politique ne saurait mentir !

mier ministre en a pris bonne note, d'Assemblée »; celle du député des vous donnez. » M. Michel Rocard: « une motion de dépit »

- Curieux moment que celui choisi par le RPR pour déposer une motion de censure, a déclaré, à la tribuse, M. Michel Rocard. Que ce groupe souhaite critiquer le gouver-nement, c'est bien normal. S'il ne le faisait pas, j'en serais presque inquiet, voire vexé. Mais vous conviendrez avec moi que le moment est singulier. Le pays affronte des difficultés; les usagers ont vu leur vie quotidienne gravement perturbée par des conflits sociaux; le secteur public exprime un malaise profond et longtemps contenu; et que nous propose-t-on pour y répondre? Une opération de diversion politicienne. Curieuse procédure, aussi. Qui voulez-vous exactement censurer ? a demandé le premier ministre. Le gouvernement, parce que son refus du laxisme et de la facilité a conduit certains mouve-ments sociaux à durer parfois plusieurs jours? Le secrétaire général de la CGT? Ou bien, plus vraisemblablement, ceux des groupes qui ne se soumettent pas à la conception caporaliste que vous vous faites de la vie publique? Ce que vous voulez, c'est censurer le résultat des dernières élections : votre motion de

Une majorité relative mais réelle

· Il est plaisant de constater que, pour démontrer combien l'opposition est unie, un groupe dépose, seul, une motion de censure, que le deuxième accueille avec circonspe tion et le troisième avec perplexité. a poursuivi M. Rocard; curieux débat, enfin. Les auteurs de la motion semblent découvrir que le gouvernement ne dispose pas d'une majorité absolue à l'Assemblée nationale. Je leur dois un aveu nationale. se teur aois un aveu cela ne m'avait pas tout à fait échappé (...), et, lorsque l'on feint de demander avec quelle majorité nous gouvernons, la réponse est fort simple : avec la majorité socialiste, qui ne nous a jamais fait défaut (...). » « Cette majorité est relative, mais elle est bien réelle, soudée et déterminée», a assirmé M. Michel Rocard, qui a reproché au RPR, « aigri de sa défaite », de refuser de juger les textes du gouvernement sur pièces.

S'agissant de la politique menée par le gouvernement, le premier

ministre a rappelé qu'elle consiste à retrouver le plus haut niveau d'emploi possible, «ce qui est insé-parable de la bonne santé économique du pays et des entreprises

Je l'ai dit et je le redis : la rigueur n'est pas une fin en soi ; elle consiste aussi à dire - oui - à tout ce qui est juste et possible et à expliquer pourquoi on ne peut pas aller audelà pour l'instant. »

Abordant la question des mouvements sociaux dans les services publics, le premier ministre a estimé qu'il y a « un malaise qualitatif, quantitatif et affectif .. Qualitatif à cause, notamment, des compressions de personnels, des fréquentes surqualifications per rapport aux emplois offerts, etc. Un malaise quantitatif : « Vollà des années que les agents publics voient leur pou-voir d'achot, au mieux stagner, par-fois même régresser. Troisième malaise, enfin, un malaise affectif: · Oue n'a-s-on entendu sur les fonctionnaires? Que de procès constants instruits contre l'Etat? Et par qui? Par ceux-là mêmes qui étaient supposés les conduire. »

· Il reste que, s'il y a des problèmes concernant les agents, il y a un problème global qui est celui du service public : le service public fait partie de notre patrimoine à tous. S'agissant des conflits, j'ai déjà dit l'essentiel, et je n'y reviendrai pas : trois maîtres mots : responsabilité, dialogue, fermeté (...). »

Le renouveau du service public doit comporter trois étapes : « La première relève de l'initiative unilatérale de l'Etat ; il faut dès maintenant introduire dans la haute fonction publique la sensibilité aux relations sociales. Un deuxième volet relève de l'exploration concertée de solutions plus ambitieuses à tous les problèmes posés; qu'il s'agisse de l'intitative et de la motivation des personnels, des solutions concrètes à leurs problèmes concrets, de la comparaison utile entre métiers semblables, mais aussi de la protection des intérêts des usagers dans l'exercice du droit

La troisième étape, enfin, concerne « ce qu'on pourra appeler le projet de service, par analogie avec le projet d'entreprise. Comment peut-on à la fois constater la surqualification des agents et ne pas

ce fait même, un fantastique gisement d'intelligence, souvent inexpliqué ou mal utilisé. Trois étapes donc. La première en trois mois, la deuxième en neuf mois, la troisième en trente mois. Et le tout à compter d'aujourd'hui. Voilà notre objec-

« Chacun son style!»

Enfin, le premier ministre a répondu aux critiques de ceux qui l'accusent de ne pas avoir de - grands desseins - ou de - grands projets - pour la France. - Sans doute suis-je économe de grandes déclarations : dans les moments de turbulences, on attend d'un com-mandant de bord qu'il dise éventuellement quelques mots, mais, surtout, qu'il soit aux commandes de l'appareil d'Etat plutôt qu'occupé à camper dans les studios de télévision. A chacun son style. »

Reste alors, paraît-il, l'absence

de perspectives majestueuses et exaltantes. Je ferai quelques observations sur ce genre de fadaises. D'abord, je pourrais dire, sur un ton enslammé, que j'al pour objectif une France plus juste et plus prospère ; mais quand j'aurais dit cela (à quoi n'importe qui peut souscrire), je n'aurais strictement rien dit qui solt intéressant (...). Et, s'il s'agit d'une grande ambition pour la France, elle ne peut être qu'unique; elle relève du président de la République qui la résumait tout entière en un mot et un seul : l'Europe, avec tout ce que cela signifie pour nous d'encouragement à la compétitivité, à la performance et de soutien actif à ceux qui, momentanément, ne sont pas en mesure d'affronter les défis de demain. Cette grande ambitionlà, nous devons la servir avec acharnement, tout en gérant les pro-blèmes quotidiens auxquels nous devons faire face (...). Je suis de ceux qui considèrent que la gestion a sa noblesse, car c'est toujours la peine des hommes qu'il s'agit d'éco-nomiser. Eh oui, mesdames et mes-sieurs, nous gérons! Nous gérons dans le sens des valeurs auxquelles les socialistes croient; nous gérons dans le sens d'une plus grande justice, qui ne soit pas au prix de moins d'efficacité. »

M. Mauroy: « Gérer avec rigueur »

offrent la possibilité de réunir un

très large accord sur le thème de la

réforme de l'Etat, si vous le faites, l'opinion vous soutiendra », a expli-

que M. Gaudin, qui devait

conclure : - Si l'UDF vote ce soir la

censure, c'est aussi pour que vous

rappeliez à M. Mitterrand les enga-

gements qu'il a pris devant le pays -

en matière de paix sociale.

M. Pierre Mauroy a mis, quant à lui, toute son éloquence pour appor-

M. Durafour: bravo monsieur Barre!

M. Michel Duratour, ministre de la fonction publique et président de l'Association des démo-crates, nous a déclaré vendredi

« La décision de M. Raymond Barre de ne pas voter la motion de censure RPR, la déclarant de surcroît € inopportune », constitue un fait politique majeur, peutêtre l'un des plus importants, sinon le plus important, depuis le début de la V^a République.

Jusque-là, c'était le triomphe de la langue de bois. On disait une chose et on en faisait une autre. Et soudain, un homme connu et respecté, leader d'opinion, ayant exercé de très hautes responsabilités, dit tout haut ce que beaucoup pensent tout bas, de groupe ou d'intérêts électo-raux. La droite, la gauche, le centre, les autres ne sont pas près de se remettre de ce coup de pied dans la fourmilière.

> En appelant les hommes et les femmes venus d'horizons politiques ou économiques différents, le président de la République a pris l'initiative de rassembler les Français en vue de l'union de leur pays et de grandes actions.

M. Raymond Barre vient de montrer qu'il avait également le souci de l'intérêt national et du dialogue.

> L'année 1988 sera un grand cru du débat démocratique moderne. »

M. Philippe Séguin: «la France a besoin d'un grand élan»

présentée par son groupe, M. Philippe Séguin (RPR, Vosges) a explique qu'il n'avait jamais été question de mettre en doute « la détermination du premier ministre à rétablir l'ordre et à rendre à des millions de Français des conditions de vie normales -. - D'ailleurs, vous l'avez vous-même observé, a-t-il lancé à l'adresse de M. Michel Rocard : nul, dans l'opposition, n'a montré envers les grévistes de 1988 l'attitude complaisante qui fut naguère celle de M. le président de la République envers ses anciens visiteurs du fort de Brégançon...

» Et pourtant, monsieur le pre-mier ministre, c'est un fait qu'il n'est plus possible aujourd'hui de se taire. Et, à la limite, le tintamarre qui a accueilli notre décision en est la meilleure justification. Car il fait découvrir à quel état lamentable d'atonie, de confusion, de vacuité se retrouve le débat public... Il n'est pas normal de continuer à confon-dre le nécessaire rassemblement des Français avec cette sorte de consensus mou qui nous tient lieu de conscience collective et que soit voué à la vindicte quiconque cherche à s'en dégager (...).»

Le député RPR des Vosges a, une nouvelle fois, insisté sur le fait que les capacités personnelles, la n'étaient « probablement pas en cause ». « Vous vous efforcez d'ail-leurs, a-t-il dit, de combler l'absence d'un projet par un engagement per-sonnel permanent et par l'affichage d'une grande attention à la vie quotidienne des Français. Mais on aura beau faire passer pour une méthode mûrement réfléchie cette absence de discours fort, structuré, mobilisateur, cette politique du coup par coup que vous appelez du cas par cas, cette approche catégorielle des problèmes dont la priorité varie avec le nombre des décibels et des tracas engendrés ; on aura beau dire et faire, on ne convaincra personne... Vous n'avez pas de projet, parce que vous ne pouvez pas en avoir. »

M. Séguin a reproché au gonver-nement d'avoir gaspillé les atouts dont il disposait en arrivant au ponvoir : une situation économique meilleure, léguée par le gouvernement Chirac; « une sympathie et des espoirs » qui s'adressaient an premier ministre, - au-delà même

Défendant la motion de censure de sa famille politique ». « Tous ces ésentée par son groupe, M. Phi-ppe Séguin (RPR, Vosges) a expli-besoin d'être conduit, de savoir où il va, comment il y va et. surtout, pourquoi il y va : faute de quoi, chaque catégorie se replie encore plus étroitement sur elle-même et chacune ne pense plus qu'à son propre

« Une fin de règne faussement consensuelle »

Abordant également cette motion de censure sous l'angle institutionnel, M. Séguin a contesté la façon dont le premier ministre gonvernait en s'appuyant, à l'Assemblée nationale, sur des majorités à géométrie variable. Il a estimé que cette prati-que était contraîre à l'esprit de la Ve République : « Vous offrez, en effet, l'image inédite d'un chef de gouvernement dont l'existence dépend d'un parti qu'il accuse de se livrer à une entreprise de démolition de l'économie nationale. (...) Oui, monsieur le premier ministre le Parti communiste vous soutient comme la corde le pendu. »

S'agissant de la situation du service public. M. Séguin a estimé qu'il y avait dans ce domaine « une véritable révolution à accomplir ». « Cette crise est une crise globale, une crise qui tient à la nature même du système ; une crise dont la solu-tion ne passe pas seulement par des réponses ponctuelles mais par la rupture radicale avec un mode de gestion et des conceptions définitive-

Après avoir reproché à M. Rocard de rêver à la reconstitution de ce que l'on avait appelé sous la IV République la troisième force, le député RPR a conclu : « Nous censurons parce que, au-delà de votre personne, nous formulons un jugement négatif quant à votre capacité à répondre aux problèmes de ce pays. Nous censurons parce que la France ne saurait se satisfaire de ce qui s'apparente à une fin de règne, faussement paisible et faussement consensuelle et qu'elle a besoin d'un grand élan. Nous censurons parce que, précisement, nous voulons qu'un jour, bientôt, vite, les conditions soient réunies pour que la France soit enfin et à nouveau

And the second s

'see' . . -

T1 46 (1.74

then a larger

PENSE.

£ 1.5.5.0 : - 4

The same of the sa

*** ** · ·

id ...

Politique

Au Palais-Bourbon

Le collectif budgétaire pour 1988 est adopté malgré le vote hostile des centristes

Les députés ont adopté ven-dredi 9 décembre par 274 voix contre 269 le projet de loi de finances rectificative pour 1988 (collectif budgétaire) présenté par M. Michel Charasse, minis-tre du budget. Les centristes, qui out obtenu du gouvernement un effort supplémentaire en faveur des agriculteurs pour la taxe sur le foncier non bâti out, malgré leur présence, voté contre le col-lectif budgétaire, aux côtés de l'UDF et du RPR. Seuls les socialistes out voté pour, les communistes se sont absterns.

dorité stable

See South 1-20-part

Michiel Madarie

Andrew I belle the

And the same of th

THE STATE OF THE S

THE REAL PROPERTY.

A STATE OF THE PARTY OF THE PAR

The second secon

The second description of the last

2

7.70-

Palleye Service:

La green to the

Hadrinson

Seat Self

And the state of t

网络拉克亚

Estate and Canada

W. La Marine S. Strike of Early

Une fois de plus le groupe cen-triste a fait des siennes. En présen-tant jeudi 8 décembre un amendetant jendi 8 décembre un amende-ment réduisant l'impôt foncier sur le non-bâti pour les agriculteurs et les exploitants forestiers, M. Edmond Alphaudéry (UDC, Maine-et-Loire) avait prévenu le gouverne-ment : de l'adoption ou du rejet de cette proposition dépendrait le vote de son groupe. M. Michel Charasse, ministre du budget, avait alors demandé la «réserve» sur cet amen-dement afin de se donner un jour dement afin de se donner un jour supplémentaire pour remettre sa réponse et... parallèlement pour poursuivre les négociations. Les communistes semblaient en effet très hostiles sa projet de loi de finances rectificative et le gouverno-ment avait besoin de l'abstention des centristes pour obtenir le vote de son texte sans recourir à l'article 49-3 (engagement de responsabilité).

Ce recours avait d'ailleurs été sérieusement envisagé puisque le premier ministre, M. Michel Rocard, avait pris soin, lors du der-nier conseil des ministres, mercredi 7 décembre, de demander l'autorisation d'engager la responsabilité du gouvernement sur ce texte.

Revenu en discussion vendredi, amendement de M. Alphandéry semblait toujours peser aussi lourde-ment sur la détermination finale du groupe centriste. Sans accéder tota-lement à sa demande, M. Charasse proposera donc - via le groupe socialiste - un amendement de repli présenté par M. Raymond Douyère (PS, Sarthe): la taxe additionnelle à la taxe foncière perçue au profit du budget annexe des prestations sociales agricoles (BAPSA) sur les propriétés non bâties « classées en terres, prés, vergers, vignes, bois, tandes et eau » serait supprimée en deux ans (2,02 % en 1989, suppres-sion en 1990).

Cette mesure, qui représente 500 millions de france de dépenses supplémentaires pour le gouvernent, était donc moins coûteuse que celle défendue par M. Alphandéry, évaluée à 1,3 milliard de francs. Soumis à un scrutin public, l'amen-dement de M. Alphandéry était rejeté par 301 voix contre 170 (le groupe RPR se divisa en 35 a pour » et 96 «non-votants», tandis qu'à l'UDF M. Gilbert Gantier – Paris - faisait cavalier seul en ne participant pas au vote).

Renvoi

d'ascenseur

Mais comme le soulignait l'orateur du groupe centriste, il s'agissait d'une mesure politique : « Le gounent doit faire savoir si oui ou non il veut faire quelque chose en faveur des agriculteurs. » Se félici-tant de la réponse affirmative don-née par M. Charasse et saluant dans cet effort budgétaire un «renvoi d'ascenseur» aux centristes, M. Alphandéry amonça qu'il vote-rait cet amendement, rejoint sur ce point par l'ensemble des députés L'abstention finale des centristes

semblait donc acquise. Mais la pers-pective toute proche de la discussion d'une motion de censure que l'UDC a'était engagée à voter venait un peu compliquer le débat. Et il était difficile aux centristes de faire le cadeau de leur abstention au gouvernement, alors même que, quelques heures plus tard, ils seraient amenés, aux côtés de l'UDF et du RPR, à le cen-

A l'heure des explications de vote, M. Alphandéry souligna donc la

« satisfaction » de son groupe sur l'une des revendications essentielles, mais releva l'absence d' - effort substantiel - en faveur d'un allègement l'iscal des contribuables dans le collectif budgétaire. Le groupe UDC voterait donc contre, annonçait M. Alphandéry.

Heureusement, le gouvernement avait pris la précaution quelque temps auparavant de s'attirer les bonnes grâces des communistes en acceptant un amendement déposé par MM. Jacques Rimbault (Cher), Jean-Pierre Brard (Seine-Saint-Denis) et Fabien Thiémé (Nord) sur... les transports urbains de l'agglomération de Bourges. Cenx-ci étaient en effet menacés de liquidation après qu'une décision du Conseil d'Etat avait annulé la perception par le syndicat intercommunal des transports urbains de Bourges (SIVOTU) de la taxe patronale versée pour le financement des transports en commun de mars 1983 à décembre 1987. Alors que le rapporteur du projet de loi de finances rectificative, M. Alain Richard (PS, Val-d'Oise), s'était prononcé contre cet amendement, M. Charasse décidait, à la surprise M. Charasse decidan, à la surprise générale, de l'accepter. Il est vrai que quelques minutes auparavant une suspension de séance avait permis des discussions fructueuses dans les couloirs du Palais-Bourbon. Au moment du vote, M. Brard dénonça donc l'absence de « rup-

ture » avec la politique du précédent gouvernement, absence d'autant plus critiquable selon lui que la nouvelle équipe au pouvoir avait disposé d'une manne financière importante, nais il annonca que son groupe

PASCALE ROBERT-DIARD.

M. Rossinot quitte la présidence du Parti radical

M. André Rossinot, président du Parti radical, a perdu son pari : le congrès des radicaux valoisiens, réuni à Paris, n'a pas adopté, le vendredi 9 décembre, la modification des statuts qui aurait permis au député de Meurthe-et-Moselle, maire de Nancy, de solliciter un troisième mandat de présidens du parti. La motion de modification a recueilli 54,2 % des voix (401). contre 45,8 % (339), mais la majo-rité des deux tiers était nécessaire

M. Rossinot devait donc s'effacer, laissant M. Yves Galland, ancien ministre, adjoint au maire de Paris, face à M. Didier Bariani, ancien secrétaire d'Etat, maire du vingtième arrondissement de Paris. M. Galland avait occupé le poste de secrétaire général du Parti radical de 1983 à 1986 ; M. Bariani en avait exercé la présidence en 1983. D'autres candidatures étaient envisagées, le vote devant intervenir dimanche en fin de matinée.

L'anticémitisme rafait surface

- LIVRES POLITIQUES, par André Laurens

S'IL est nécessaire de revenir sur l'antisémitisme, mal-gré tout ce que l'on seit à son sujet - ses causes et ses conséquences, son histoire grâce aux nonbreuses études qu'il a inspirées, c'est parce qu'il demeure un phénomène récurrent à trayers les âges, « jamais jours renouvelé ». En le situent ainsi, Yves Chevalier, sociologue, reglexion drug wors buobose sm. is fonction que remplit l'antisémitisme dans la société.

Son essai s'ouvre sur un panorama des différentes théories explicatives du phénomène, qui sont toutes intéressantes - au minimum per ce qu'elles révèlent de leurs auteurs - bien qu'aucune, si pertinente qu'elle soit, ne permette d'embrai l'ensemble des formes connues d'antisémitieme.

Yves Chevalier avance une autra hypothèse, un autre modèle explicatif, en s'efforçant de montrer qu'il peut intégrer les principales approches recensées (psychologique et psychanalytique, socio-économique et politique, culturelle et idéologique), et les dépasser. Il fonde sa démonstration sur le concept connu de bouc émissaire « réélaboré dans une perspective systématique », démarche qui, selon lui, permet de distinguer l'antisémitisme de phénomènes proches, comme l'antijudaisme ou le racisme.

Que le lecteur ne s'effraie pas devant le contenu théorique de ce travail ! Il lui suffit de se laisser mener par une argumentation clairement exposée et qui livre sur le sujet une somme de connaissances, de références et d'aperçus, rassemblés, comme le souligne François Bourricaud dans la préface, avec « un sérieux, un scrupule, une sensibilité qui forcent l'astime ». Ce voyage dans le temps, l'espece et les profon-deurs de l'antisémitisme mérite d'être entrepris.

Il commence très tôt, en Egypte où s'est amorcé le méca-nisme du bouc émissaire qui, dans une conjoncture de crise, a trans-

féré sur le juit « la causaité de la crise ». Il se prolonge de manière occasionnelle sous l'Antiquité grecque et romaine et reparaît au Moyen Age sous la forme de l'antijudaisme, particulièrement avec les croisades qui furent, aussi, « un tempe de réorganisation des perceptions et des sensi-bilités religieuses, un temps d'inculcation d'una nouvelle conception de la foi dont les juifs, dèles, sont la contestation

Le retour du bouc émissaire

vivante ». A l'instar des sorcières, les juifs sont perçus comme des instruments du diable. C'est le début d'une pensée manichéenne, c'est la naissance du ghetto.

L'antisémitisme, souligne Yves Chevalier, apparaît lorsque « l'hostilité contre les juifs n'est plus essentiellement définie en termes théologiques... et qu'elle devient une technique de mobilisation des masses en vue d'objectifs sociooolitiques 3. Il est lié à l'affirmation du nationalisme, au refus du monde moderne (urbanisation, capitalisme), qui fait peur, et relance la nostalgie de l'ordre ancien.

Les juifs peuvent d'autant mieux jouer la rôle de bouc émis-saire qu'ils constituent un groupe minoritaire, dispersé géographi quement, mais ayant une identité propre, voué à la spécialisation économique et entretenant, parle pouvoir. Cependant, note l'auteur, l'affaire Dreyfus donne l'example « d'un bouc émissaire qui n'est pas accepté par une partie de l'opinion et qui, de ce fait, ne peut plus jouer ce rôle ».

lorsqu'il y a crise identitaire : ce fut le cas pour les Espagnols du que, dans ce demier cas, il s'agis-sait de la quête d'une identité culturalle e définie négativement ». L'auteur ajoute que « les juifs étaient d'excellents boucs émissaires perce qu'ils évitaient aux Allemands de s'attaquer à la réalisation des réformes qui de complot, apportaient l'axplication satisfaisante pour beaucoup. du désastre où ils étaient plongés ». Enfin, dans le nazieme, l'arrtisémitisme n'étalt pas utilisé pour favoriser la prise du pouvoir, ou pour l'exercer, mais comme le moyen de maner une mission, celle de « régénérer » l'Allema-gne : le fonction de bouc émissaire, dans ce délire porté au pouvoir, a été ainsi poussée jusqu'à l'extrême de la « solution finale », per un processus de radicativation : on a commencé par chasser les juifs du pays, on les a ensuite

Au terme de son étude, Yves Chevalier rappelle que le comba contre l'antisémitisme est d'abord celui das sociétés non juives ; qu' il passe par une meilleure appréciation du judaïsme, l'apprentissage du respect de la différence et du pluralisme de la société. Ce combat serait-il gagné que nous ne serions pas quittes pour autant avec le mécanisme du bouc émissaire, s'il était tenté de se porter sur d'autres victimes « socialement acceptables », comme dit Yves Chevalier. Il convient, donc, de se garder de ce risque de dérive, ce qui suppose de ne pas se tromper sur les vrais responsables des crizes, de gérer avec discemement les tansions en multipliant les solutions alternatives, de refuser la sacralisation du pouvoir et de respecter « ces valeurs essentielles du judaïsme » que sont l'égalité et la iustica. Il faut entendre le meesage émis par le bouc émissaire.

ANDRÉ LAURENS. * L'Antisémitisme, par Yves Chevalier. Editions du Cerf, 464 p., 125 F.

Sept élections partielles le 11 décembre

Un mini-test pour la majorité

Quatre élections cantonales partielles et trois législatives étaient organisées dimanche 11 décembre. Pour six de ces sept scrutins, il s'agit du premier tour. Le seul second tour concerne la deuxième circonscrip-tion de Meurihe-et-Moselle (Saint-Max, Vandœuvre), où M. Job Durupt (PS) a vu son élection de juin dernier annulée par le Conseil constitutionnel. Auteur du recours contre lui, le candidat du RPR, M. Gérard Léonard, a curegistré lors du premier tour, le 4 décembre, une nette progression réalisée au détriment du Front national. Devancé de près de 1 700 voix et accusant un retard de près de six points sur son adversaire, M. Durupt, maire de Tomblaine (commune où le Conseil constitutionnel avait constaté des « irrégularliés excessives » justifiant ainsi sa décision d'invalidation), estimait à la veille du scrutin la partie encore a venie un saituis in partie existic - jouable ». M. Durupt a tenté de mobiliser en sa faveur les absten-tionnistes, représentant au premier tour plus de 60 % des électeurs inscrits. Il compte aussi récupérer l'ensemble des 6,02 % obtenus par le candidat du PCF. Ce dernier, M. Claude Baumann, a appelé ses droite ».

De son côté, M. Léonard, maire de Saint-Max, que MM. François Léotard et Jacques Chirac notam-ment sont venus soutenir, entend voir se confirmer une dynamique qui lui a déjà permis d'améliorer son score du printemps dernier de près de 6 points (48,03 % au lieu de 42,05 %).

Les deux autres législatives partielles ont été rendues néces dans la neuvième circonscription de la Seine-Saint-Denis (Bondy), en raison d'une 46cision du Conseil constitutionnel, et dans la première

circonscription de l'Isère, en raison de la démission de M. Alain Carignon (RPR) pour cause de cumul de mandats.

teur, M. Raymond Espagnac, que le PS a préféré investir alors qu'en juin son soutien était allé à une radicale de gauche, M. Liliane Billières. Le

En Seine-Saint-Denis, le Conseil constitutionnel a annulé l'élection de M= Véronique Néiertz, déclarée élue au second tour des législatives de juin dernier, car son suppléant, M. Claude Fuzier (PS), appelé à la remplacer à l'Assemblée nationale lors de sa nomination comme secrétaire d'Etat à la consommation, était déjà second de liste du sénateur socialiste de Seine-Saint-Denis, M. Marcel Debarge. Le « ticket » Néiertz-Fuzier, devenu Fuzier-Néiertz pour ce scrutin, bénéficie une forte démobilisation de l'électo-rat est prévisible. Si l'opposition a réinvesti le même candidat qu'en juin, M. Jean-Jacques Ladel (UDF), tout comme le PC avec M. Roger Gouhier, maire de Noisyle-Sec, ainsi que le Front national dont le porte-parole dans cette circonscription reste M. Pierre Dufour, l'extrême droite devait compter avec un autre candidat, M. Louis Girard, qui se présente sous l'étiquette « La France aux Français ». Les écologistes, absents de la compétition de juin, ont cette fois deux candidats : MM. Richard Bétro et Louis Vidal

des conflits sociaux

A Grenoble, le poulain de M. Carignon, M. Richard Cazenave (RPR), apparaît bien place pour l'emporter sur ses quatre adversaires. Candidat malbeureux en juin dernier dans la troisième circons-

cription, où le socialiste M. Michel

Destot avait été élu, M. Cazenave

affronte cette fois un ancien sena-

Front national présente M. Hugues Petit qui avait été candidat en juin dernier dans une autre circonscription et qui, en donnant alors des consignes d'abstention au second tons, avait contribué à l'élection de M. Yves Pillet (PS) contre le sor-tant RPR, M. Michel Hannoun.

Les électeurs de quatre cantons sont également appelés dimanche à élire leur conseiller général. Ceux de Cintegabelle (Haute-Garonne) sont censés renforcer l'assise locale de M. Lionel Jospin parachuté dans ce département lors des législatives partielles de 1986 (le Monde du 10 décembre). A Capdenac-Gare (Aveyron), il s'agit de pourvoir au remplacement de Pierre Riols (PS), récemment décédé, et qui avair été réélu en septembre dernier dès le premier tour. A Saumur-Sud (Maine-et-Loire), cinq cendidats sont en lice pour succéder à M. Jean-Paul Hugot (RPR) qui, maire de Saumur et parlementaire européen, a décidé de renoncer à son mandat de conseiller général. Enfin à Figari (Corse du Sud), le décès de Quilieus Finidori (RPR), maire du chef-lieu, réélu en septembre dernier, a rendu nécessaire le scrutin partiel.

Ces sept scrutins constituent, à petite échelle, une sorte de test pour la majorité dans un climat marqué par des mouvements sociaux, par la polémique entre socialistes et communistes et par les critiques de l'opposition concrétisées par la première motion de censure opposée au gouvernement Rocard. Pour la majorité, ils devraient lui permettre de prendre le pouls de son électorat.

A. Ch.

EN BREF

 Démission du président du RPR de Gironde. – M. Jean Valleix, député et maire du Bouscat, s'est démis, vendredi 9 décembre, de son mandat de président du comité départemental du RPR de Gironde. Si M. Valleix invoque ses nouvelles fonctions au sein du conseil national de prospective du RPR, où il est chargé des transports, pour quitter ce poste, ses amis du RPR girondin interprètent ce départ comme « une remise en ordre » après l'échec de la droite aux demières cantonales. La majorité de droite avait perdu son aventage à la suite de la défaite de M. Gérard Vibert (UDF-PR) dans le canton du Bouscat, et M. Jacques Valade, président RPR du conseil général, avait, dès le soir du scrutin, imputé cet échec à des « dissensions internes ». M. Valleix avait alors été nommément mis en cause. - (Cor-

Annulation de l'élection d'un conseiller général communiste dens l'Isèra. — Le tribunal administratif de Grenoble a annulé, vendredi 9 décembre, l'élection au conseil générat de l'Isère, dans le canton de Vif, de M. Michel Couetoux (PC). maire de Pont-de-Claix. Au second tour des cantonales du 2 octobre e M. Couletoux avait recueilli 4 740 voix, soit dix-sept de plus que son adversaire RPR, M. Denis Bonzy. principal est de faire élire nos candi- 31 juillet 1987).

Parmi les moyens soulevés per ce demier dans son recours, le tribunal a certes écarté la présomption de fraude qui aurait pu survenir à l'occasion d'une coupure de courant dans un des bureaux de vote lors du dépouillement, mais il a retenu M. Bonzy dans cinq cents envelopp contenant le matériel électoral. Lors de la même audience, le tribunal a confirmé la réélection de M. Alain Carignon (RPR) dans le canton de Granoble 4, en rejetant un recours déposé par la candidate du Front national. — (Corresp.)

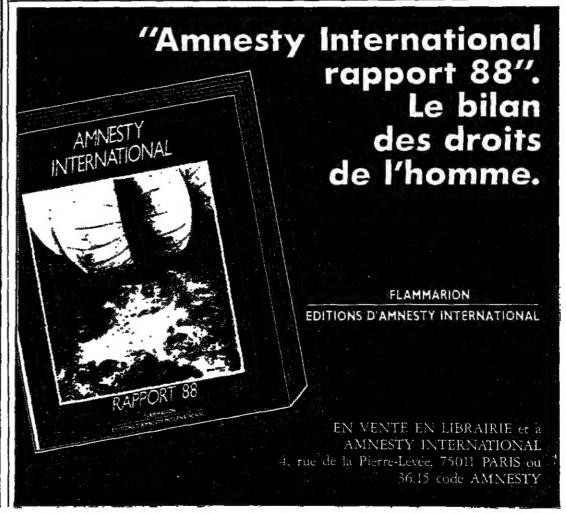
Municipales : le FN veut être

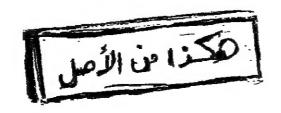
présent dans cent villes d'Ile-de-France. - Président du groupe Front national au conseil régional d'Ile-de-France, M. Jean-Yves Le Gallou a indique, vendredi 9 décembre, que l'objectif du mouvement d'extrême droite aux prochaines élections municipales est de « préparer le remplaceceinture tricolore ». A cet effet, le FN a pour ambition d'être présent dans « cent villes » de la région à partir de neuf mille habitants. Tout en refusant de fournir la liste des communes où, selon lui, des représentants du FN nont sur une liste RPR-UDF. M. Le Gallou a précisé : « Notre axe brève soit-elle (le Monde des 30 et

data sous nos couleurs sur des listes que nous soutenons. » « Je arois qu'il y aura des maires FN », a essuré le dirigeant d'extrême droite, en les situent plus dans le sud de la France que dans la région parisienne où il semble surtout compter sur l'élection de conseillers municipaux.

 M. Mauroy chez M. Bush. — M. Pierre Mauroy, premier secrétaire du Parti socialiste, se rend, le lundi 12 décembre, à Washington, où il sera reçu par le président élu, M. George Bush. Cette entrevue était prévue, initialement, pour la fin du mois de novembre, à l'occasion de la réunion de l'Assemblée générale de l'ONU, mais M. Meuroy, en raison des grèves, avait annulé son déplacement à New-York.

● PRÉCISION. — La décision du Conseil constitutionnel du 28 julilet 1987, qui était citée partiellement et commentée dans nos éditions du 9 décembre à propos du service minimum et de la continuité du service public, avait admis, pour les sauls fonctionnaires de l'Etat et personnels des établissements publics de l'Etat, le retour à la règle dite du « trentième indivisible », qui fixe le minimum des retenues salatiales pour ces catégo-





Société

SCIENCES

Un record battu involontairement

Jean-Loup Chrétien et son collègue soviétique ont passé plus de six heures dans le vide spatial

Le cosmonaute français Jean-Loup Chrétieu et son collègue soviétique Alexandre Volkov ont battu, vendredi 9 décembre, bien involontaire-ment, le record soviétique de séjour en scaphan-dre dans le vide spatial. Ils ont en effet passé six heures et dix minutes bors de la station Mir au lieu des trois heures et demie prévues.

expérience que les cosmonautes

soviétiques ont déjà réalisée dans le passé; c'est sans doute parce qu'on en n'attendait aucune mauvaise sur-

prise qu'elle a été réalisée en pro-

La surprise est venue avec la tâche principale : le déploiement de

la structure articulée ERA. Il s'agit

d'un ensemble articulé de tubes en

fibre de carbone qui préfigure des

éléments de montage d'une future station orbitale - support

d'antennes ou de panneaux solaires par exemple. Construite par l'Aéros-

pariale, ERA est une structure com-plexe (5 000 pièces et 1 500 articu-lations), qui se présentait au départ sous forme d'un fagot de tubes.

Après déploiement, elle a des

dimensions importantes (environ

mètre de hauteur et 4 de diamè-

tre). Les cosmonautes devaient étu-

dier les possibilités d'emploi d'un

objet aussi encombrant et vérifier

que sa grande légèreté (44 kilo-

grammes) n'était pas incompatible avec la solldité et la rigidité atten-

dues d'un tel support. Ensuite la

structure devait impérativement

derrière un panneau solaire, que l'ingénieur de bord Sergiei Krikalev a commandé le déploiement d'ERA. Mission accomplie donc pour les deux cosmonautes, et même super-bement remplie. C'est à 10 h 57 Rien ne s'est produit. Les cosmo (heure française) qu'ils ont ouvert le sas qui leur permet de quitter la nautes ont secoué la station Mir dans l'espoir que les vibrations débloqueraient le mécanisme, mais en vain. Il fut alors décidé de donner station Mir, et sont sortis dans le vide spatial. Leur première tâche était d'installer une caméra qui une heure de réflexion aux spéciadevait filmer leurs évolutions. Ils ont listes français et soviétiques qui suiensuite commencé le travail par ce vaient l'opération et de recommen-cer quand Mir, qui n'était plus en visibilité directe du centre de qui était annoncé pour la fin : l'ins-tallation sur les flancs de la station d'un panneau portant des échantilcontrôle, reviendrait dans la zone où lons de divers matériaux, ainsi que les communications sont possibles. des capteurs permettant de mesurer Entre-temps, Volkov avait annoncé qu'il rentrait dans la station pour y prendre un tournevis. Quand les le flux de micrométéorites. Le panneau restera au moins six mois exposé au vide et au rayonnement communications reprirent, Volkov annonça que la structure s'était spatial, puis sera démonté et renvoyé sur Terre pour analyse des échantillons. Il s'agissait là d'une ouverte, sans être très précis sur les moyens employés. On sut par la

Responsable de ce retard : la structure articulée ERA, sorte de fagot de tubes qu'ils devaient déployer dans l'espace et qui refusait de se laisser faire. C'est avec quelques jurous russes bien sentis et quelques coups de pied bien placés que Alexandre Volkov a débloqué la structure ERA.

> De ce fait, un responsable de l'Aérospatiale estimait vendredi soir que le blocage pouvait venir du mât télescopique dont un élément aurait pu se mettre légèrement de travers. Au prix d'une dépense importante d'énergie et d'air il ne leur restait plus que dix minutes d'autonomie quand ils ont regagné la station, les cosmonautes ont finalement réalisé tout ce qu'ils devaient faire. Il n'est

suite qu'il s'était servi de ses pieds.

apparemment plus envisagé qu'une seconde sortie ait lieu dans trois jours. Ce qui soulage les scientifi-ques français car une seconde sortie aurait complètement désorganisé le lourd programme expérimental qui va occuper Jean-Loup Chrétien

MAURICE ARVONNY.

Panne d'un système de télémesure

insou'à son retour.

Le tir d'Ariane-4 retardé

Tout allait très bien pour Ariane dans la nuit du vendredi 9 au samedi 10 décembre jusqu'à 0 h 52, soit huit minutes avant l'heure pro-grammée du tir. C'est alors que le directeur des opérations annonça un retard d'environ un quart d'heure. La raison? Un nuage d'orage qui se promenait à quelque 7 kilomètres du pas de tir. Or pour éviter tout risque de foudre, il est exigé qu'un tel nuage soit à 10 kilomètres. Il fallait donc attendre que le vent l'écarte.

C'était fait vinet minutes a tard. Les opérations reprirent et entrèrent à 1 h 14 dans la « séquence synchronisée », les fati-diques six minutes finales où le lanceur devient peu à peu autonome et où toute une série de tests sont faits sur le lanceur, sous contrôle d'ordinateur et sans intervention humaine.

être éjectée dans l'espace. Elle On n'était plus qu'à deux minutes aurait pu en effet heurter les pan-neaux solaires quand la station du tir quand un « rouge » appararut au tableau d'affichage. Rien à voir encore avec le lanceur. C'était la effectue des manœuvres. Chrétien et Volkov ont mis plus liaison avec la station d'Ascension de temps que prévu pour installer le fagot de tubes, la relier par un câble qui venait de s'interrompre. Située au milieu de l'Atlantique, cette staau pupitre de commande de la sta-tion. C'est à 15 h 8, après que les deux hommes se soient mis à l'abri tion permet le suivi du lanceur pen-dant le fonctionnement du troisième étage. On remit donc le lanceur dans

sa configuration initiale, celle d'avant les six minutes, et les techniciens découvrirent alors . des signaux sols incohérents ». Pour se donner le temps de régler tous les problèmes, il fut décidé de viser le début de la deuxième fenêtre de tir,

Une heure s'écoula donc. La liaison avec Ascension fut facilement rétablie. Mais l'analyse des signaux incohérents fit entrevoir un panne grave. On découvrit alors que c'était sième étage qui était tombée en panne. Cette unité est indispensable et il était impossible de la changer sans vidanger l'oxygène et l'hydro-gène liquide qui emplissent les réservoirs de cet étage.

Il ne restait donc qu'à annuler le tir et à le repousser de vingt-quatre ou quarante-buit heures. Retard sans aucune gravité, car il faudra plusieurs semaines pour mettre en service le satellite de télécommunications militaires britanniques Skyner et le satellite de télévision luxembourgeois Astra qu'Ariane emportait sous sa coiffe.

M. A.

MÉDECINE

Epidémie exceptionnellement forte en France

Plus de deux millions de personnes ont déjà été touchées par la grippe

La France est frappée de plein fouet par une épidémie de grippe exceptionnellement forte. Selon le réseau national des cinq cents médecins généralistes sentinelles, dont les données sont collectées semaine après semaine par l'unité 263 de l'INSERM, 600 000 cas de syndromes grippaux - associant le plus souvent une montée brutale de la fièvre celle-ci dépassant en général 40 degrés, des douleurs musculaires et des difficultés respiratoires - ont été observés lors de la semaine du 28 novembre au 4 décembre. La semaine suivante. 1.1 million de cas ont été recensés. Au total, depuis le début novembre, 2,1 millions de personnes ont été touchées par la grippe. La moyenne nationale est passée ainsi, en l'espace d'une semaine, de 12,7 cas à 23,3 cas pour mille habitants.

Cette épidémie n'est pas comparable à celle des années précédentes. Elle est apparue la première semaine de novembre, soit six à treize semaines plus tôt que d'habitude. Il s'agit, en outre, d'une veritable poussée épidémique, le nombre de cas observés lors de la première semaine de décembre étant déjà supérieur à la poussée maximale observée au cours de ces dernières années.

Les informations communiquées le 9 décembre par l'INSERM montrent que l'épidémie a débuté par le nord de la France et qu'elle s'est ensuite

Bretagne. La région Ile-de-France n'a été véritablement affectée par le virus qu'à partir du 5 décem-bre. A l'heure actuelle, seul le Limousin semble encore pouvoir échapper à l'épidémie.

Les virus responsables sont deux virus grippaux de type A (H3N2 et H1N1), des virus respiratoires syncitiales (VRS) et des virus para-influenzae 3. Les virus de type A sont ceux qui ont sévi lors des cinq dernières

Les personnes âgées de plus de soixante-cinq ans sont les moins affectées par l'épidémie, grâce à leur plus grande - mémoire » immunitaire et au fait qu'elles ont davantage tendance à se faire vac-

Cette poussée épidémique, que l'INSERM qualifie de « plus précoce - et de « plus violente - que les années précédentes, aura des conséquences économiques sans doute importantes, ne serait-ce que par le grand nombre d'arrêtsmaladie qu'elle provoque (on estime à 5,8 jours la durée moyenne des arrêts-maladie causés par un syndrome grippal). En 1985, l'épidémie de grippe avait été d'intensité moyenne. Son coût médical avait été d'environ I milliard de francs, auquel il fallait ajouter 9,3 milliards de pertes professionnelles et 1,7 milliard d'indemnités journalières.

RELIGION

Dans « Témoignage chrétien »

Le Père Paul Valadier souligne les « maladresses » de l'épiscopat français

Dans un éditorial publié par *Témoi-*gnage chrétien (daté 12-18 décembre) et intitulé : « Scorsese, SIDA... et si on parlait en connaissance de cause », le Père Paul Valadier, rédacteur en chef de la revue jésuite *Etudes*, examine les récentes déclarations d'évêques fran-çais et les réactions qu'elles ont suscitées pour en déduire que « bien des dégâts ont été accomplis dans les

 Comment a-t-on pu, en si peu de temps, accumuler tant de maladresses et de faux-pas et provoquer ainsi une campagne anticléricale qui a surpris par sa violence et souvent la bassesse de ses insimuations? -, s'interroge le jésuite. « L'image de l'Eglise, particulièrement de ses plus hauts responsa-bles, s'est dégradée », constate-t-il, rejetant l'idée que les responsables catholiques « ne se soient pas bien fait entendre » ou que les « récentes affaires - soient - une malencontreuse association de hasards -.

Sur la pilule abortive ou l'usage de préservatifs, le Père Valadier estime qu'« une appréciation éthique ne peut être portée que dans la pondération de tous les éléments de la réalité [...]. On croyait pouvoir parler clair, alors qu'il aurait fallu parler en connaissance de cause ou se taire ». Pour lui, « une trop grande précipitation dans la prise de parole relève d'une conception de parole relève d'ui étroite de la morale ».

Le jésuite dénonce, également, - le manque de considération » de l'Eglise par rapport à la société, « liée à l'idée = qu'- elle seule a et dit la

Si la conception « discutable » de la hiérarchie catholique sur l'Eglise, la morale et la société devient - dominante dans l'Eglise », « on peut s'attendre à d'autres déconnenues »,

JUSTICE

Le meurtre d'un gendarme à la Guadeloupe

L'avocat général a demandé la réclusion criminelle à perpétuité contre Patrick Thimalon

« Un climat et deux preuves. » C'est par cette formule que l'avocat général Jean-Dominique Alzuyeta a résumé les motifs qui lui semblaient suffisants pour demander la réclusion criminelle à perpétuité contre Patrick Thimalon, jugé devant la cour d'assises de Paris depuis le 8 décembre pour répondre de l'assassinat du gendarme Guy Haussy commis le 13 novembre 1985 dans un bidonville de Pointe-à-Pitre

Le climat, c'est ce bidonville, le ghetto de Boissard dont quelques habitants ont accepté de témoigner lors de l'enquête pour affirmer que Thimalon était bien sur les lieux et s'était même vanté d'avoir « fusillé un gendarme ». Mais parmi ces témoins, un seul a fait le voyage, enchaîné à deux gendarmes. Steven Carbon, originaire de la Dominique, ne se souvient plus très bien combien de fois il a été condamné mais il a lui aussi confirmé que Thimalon. a, lui aussi, confirmé que Thimalon était présent lorsque le gendarme Haussy fut tué. Pourtant, l'avocat général n'a pas jugé nécessaire de s'appuyer sur ces témoignages. « On n'assoit pas une culpabilité sur un climat », a déclaré le magistrat en se bornant à retenir « deux preuves ».

L'une est constituée par les affir-mations du gendarme Valéry Ras-car, un militaire antillais qui connaissait Thimalon depuis dixhuit ans et l'a reconnu avant qu'il ouvre le feu. Pour l'avocat général c'est un témoignage « sûr, propre, net ». La seconde preuve de M. Alzuyeta c'est l'arme qui a été retrouvée à quelques mêtres du lieu du crime. Il est établi que ce fusil à pompe fait partie des armes volées par Thimalon, dans la nuit du 4 au 5 septembre, à l'armurerie Lacaze. Je n'ai pas à vous convaincre », lança l'avocat général à l'intention des jurés en estimant que ces deux seuls éléments permettaient de conclure à la culpabilité de Thimslon dans « un assassinat sordide et froid . commis par un homme . au

Auparavant, Me Christian Viot, conseil de l'épouse du gendarme Haussy, partie civile, avait méthodiquement repris chaque temoignage pour démontrer qu'aucun doute ne pouvait subsister sur l'auteur de l'assassinat d'un père de deux petites filles aujourd'hui agées de douze et

Les témoignages directs et les leo-tures des dépositions de ses anciens amis du ghetto n'avaient pas ébranlé Patrick Thimalon et, face aux accusations de Carbon, qui fut son com-

pagnon, il a seulement répondu : « Ils disent ça pour avoir des remises de peine ». C'est aussi l'opinion de l'un de ses avocats, M. Daniel Democrite, qui s'est en outre attaché à montrer combien une instruction menée à Paris pour des faits commis à la Guadeloupe peut rendre la tiche de la défense difficile. - Il y eu un simulacre d'instruction - a estimé l'avocat en relevant qu'il n'y avait eu aucuse confrontation entre Thimaion et ses accusateurs et qu'aujourd'hui encore on n'avait pas fait venir les temoins de Pointe-à-Pitre.

Dénonçant « un semblant de dos-sier », Me Democrite a écarté les dépositions accablant son client en déclarant : « Tous les témoignages que l'on nous a lus se détruisent par eux-mêmes ou par d'autres témoignages ». Quant aux affirmations du gendarme Rascar, « elles n'échap-pent pas à la fragilité du témoi-gnage ». En résumé, Thimalon serait victime de sa réputation et l'avocat a rappelé qu'à la Guadeloupe « la presse et les services de police avaient tendance à Imputer à Thimalon toutes les agressions commises. On le voyait pariout.... »

Les jurés parisiens se prononce-ront lundi 12 décembre après avoir entendu la plaidoirie du bâtonnie

MAURICE PEYROT.

Jean-Philippe Casabonne devant la justice espagnole

Une audience toute diplomatique

MADRID

de notre envoyé spécial

C'est pour son public français onants at m nbres de comités de soutien, que l'Audiencia nacional a un peu dérogé, vendredi 9 décembre, aux traditions de la justice espegnole. Ses hôtes trou-vaient déjà choquant que l'un de leurs concitoyens, Jean-Philippe Casabonne, accusé de « collaboration avec bande armée ». soupconné d'avoir prêté assistance à l'un des commandes d'ETA, soit resté dix-sept mois en détention pratiquement sans avoir été entendu par un juge d'instruction.

Les Français jugesient pour le moins expéditifs les procès faits à Madrid aux militants basques espagnols, les audiences sens débats sur le fond, les rôles des uns et des autres fixés à l'avance dans un rite immuable, les etarras venant simplement entendre prononcer leurs condamnations, les magistrats laissant transparaître leur lassitude de la litanie judiciaire de la guerre bascoespagnole, dans une salle minuscule aux vitres blindées.

La semaina précédente, pour une seule matinée, trois autres procès avaient été inscrits à l'ordre du jour de cette juridiction habilitée à juger les crimes terroristas. Cela aussi avait troublé les Français. Fort opportunément, le procès de Jean-Philippe Car bonne avait été renvoyé (le

Vendredi, la justice espagnole a épousé, par souci diplomatique, une attitude plus 4 hexagonale ». Les deux etarras, înes del Rio Prada et Angel Luis Hermosa Urra, soupçonnés d'avoir eu recours, en juillet 1986, aux services de l'enseignant français, ont pu s'expliquer plus longuement, contester leurs premières déclarations, s'innocenter. Ces détours ne changesient rien. Le ministère public, représentée par M™ Car-men Tagle, a réclemé une peine de soixante-sept ans pour ces deux militants, membres présumés du « commendo Madrid ». errêtés dans la nuit du 5 au 6 juillet 1987 à Sarragosse en posses-sion de plusieurs kilos d'explosifs. Mais la forme était sauve.

droit aussi à un traitement de faveur. Le tribunal, sans toutefois permettre à son avocat français, Mº Bianco, de prendre la parole, avait autorisé des défenseurs de la Ligue des droits de l'homme à comme si ce procès-là pouvait montrer des signes d'illégalité. L'enseignant de Bordeaux a pu donner sa version des faits, patiemment écoutée par le tribunal. Selon la défense, essentiellement représentée per Mª José Miguel Gorostitze, spécialiste des audiences contre ETA, l'enseifait preuve de naïveté en invitant ses deux coeccusés, rencontrés une heure à l'université en compagnie d'un autre réfugié basque espagnoi, inaki, à passer le voir dans la maison qu'il avait louée pour ses vacances d'été à Torremolinos, une station belnésire proche de Malaga.

Il en avait payé lui-même la location. Il ne connaissait Inaldi que de vue, il faudrait dire par solidarité, comme certains étudiants ou jeunes gens du sudquest de la France se rapprochent des militants basques en exil. Le réfugié était un ami, il était donc normal qu'il lui communique l'adresse de la maison de Torremolinos. Normal, encora, qu'il lui éléphone queiques jours avant la venue, en juillet, d'ines et de José, pour confirmer sa présence à Torremosnos.

Un baiser furtif

Le président de l'Audiencia ministère public ont écouté cette version sans broncher. Ils ont implement mis en doute, diplomatie européenne obliga, les accusations formulées par Jean-Philippe Casabonne à propos de l'absence d'avocat, à ses côtés, pendant ses différents interrogatoires. Ce procès, plus long que les journalistes madrilènes ne s'y attendaient, devait conserver sa sérénité jusqu'au bout.

Et puis, cette confrontation à l'audience n'avait qu'une valeur symbolique. L'accusation

les premières déclarations des accusés, devant la police, et cette base, du point de vue de la justice espagnole, a vertu de vérité, dans toutes les affaires anti-terroristes. Et, dans ce procès-ci, le tribunal pour condamner. Qu'importait ce que pouvait dire înes del Rio pour innocenter le jeune Français. Elle policiers venus témoigner ou le juge d'instruction, mis en cause Jean-Philippe Casebonne, indiqué sa destinatiion, le rendez-vous avec l'ensuignant en vacances.

Le Français lui-même avait reconnu avoir reçu une somme d'argent d'inaki, de son vrai nom Ramon Echevarria Garita Calava. membre présumé d'ETA en exil, pour la location de la villa. Plus grave, aux yeux de l'accusation, les policiers français auraient retrouvé à son domicile bordelais la lettre d'un etarra assigné à résidence su Cap-Vert à une autre militante nationalista.

rate and the

A. ...

Adding to the

The first of the second

Maria .

C.

1 4

S. Carps

Sale Links

Ces éléments n'ont pas été produits pendant le procès. Le tribunal les considère comme acquis sûrs et, surtout, conformes à la tradition judiciaire nationale. Pourquoi en débattre ? Les deux pas d'illusions, répondant d'un mot, d'un signe de tête, aux questions formelles du procureur. Routine, pour eux et pour les magistrata. Avant de quitter la salle, laissant Casabonne seul pour une fin d'audience de convenance, ines del Rio, ta militante qu'il l'avait envoyé dans une prison espagnole, a embrassé furti-

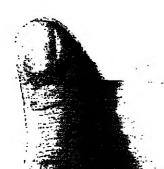
Naïf ou complice conscient, Jean-Philippe Casabonne mérite, du point de vue de l'accusation, à la fois le baiser de la fratemité et une condamnation à sept années d'emprisonnement : toutes ses déclarations à la presse espaconcle font état de son soutien à cause basque. Pourquoi, alors la discuter ? Par égard pour le pays voisin. Le tribunal a promis de prononcer son jugement dans les quatre ou cinq prochains jours. Diplomatie, encore. Il se donne généralement près de deux

PHILIPPE BOGGIO.

 Basques condamnés à Paris. La seizième chambre du tribunal correctionnel de Paris a condamné vendredi 9 décembre, onze Basques français, inculpés pour la plupart d'association de malfalteurs (le Monde du 17 novembre), à des peines allant de deux mois à cinq ans de prison. Ils étalent accusés d'avoir aidé dans ses activités en France un Basque espagnol, membre présumé de l'ETA militaire, José Maria Arregui Erostarbe, actuellement en fuite, qui a été condamné par défaut à dix ans

 Albert Maîtret interpellé par les douanes françaises. — Albert Maltret, qui avait survolé les Champs-Elysées à Paris le 13 octobre demier, a été interpellé, mercredi 7 décembre, dans un train rapide Bruxelies Paris per des fonctionnaires des douanes. Porteur d'une somme de 78 000 francs en liquide et de reçus pour des sommes d'un montant total de 170 000 francs déposées en août à la banque Lambert de Bruxelles, il s'est vu notifier une inculpation d'infraction à la législetion sur les changes.

 Neuf skinheads interpe Brest. — La police a interpellé cette somaine à Brest neuf skinheads, dont six mineurs. Des lycéens, à l'excep-tion d'un seul, âgés de quatorze à dix-neur ans. Deux d'entre eux ont été écroués. Il leur est reproché d'avoir agressé, le 4 décembre, un marin originaire de la Réunion, d'avoir commis diverses attaques contre des homosexuels, des dégra-dations de véhicules, un incendie volontaire dans des locaux industriels désaffectés et d'avoir provoqué 20 000 francs de dégâts à l'intérieur d'un autorail. — (Corresp.)



Société

JUSTICE

The Condition

A reclusion criming

and Thimalon

Witter and Attorney . .

Ma justice rate and

diplomatique

Manage 1

the rest of the

THE WAY IN A

Search of the search

AND A STREET STORY

AND CAPE OF

September 1999

. ------

- deligitation

The state of the second

ga-era e - -

- CD - -

For we are

grane of

gar. to:

A 2.2.2. 11 24.74 -7. 9. . .

...

And the second of the second of the second

Military and all some and a line

22天中国内内

L'affaire de la succession de Canson

Une ancienne collaboratrice de Me Paul Lombard est inculpée

Après l'inculpation, vendredi 9 décembre, d'une avocate marseil-laise, M' Marie-France Pestel-Debord, dans l'affaire de la succes-sion de Canson, on s'attend, à Toulon, à une prochaine convocation par le juge d'instruction de M' Paul Lombard, dont l'inculpée était jusqu'à il y a un au la collaboratrice. Réagissant à la découverte par le magistrat instructeur d'une lettre embarrassante pour le Musée du Louvre (le Monde du 10 décembre), le ministère de la culture a affirmé dans un communiqué que l'achat du tableau de Murillo pro-venant de l'héritage détourné s'est fait « en toute boune foi ».

Agée de quarante-cinq ans, ins-crite au barreau de Marseille et ayant prêtée serment le 6 janvier 1970, Me Pestel-Debord a été inculpée par le juge Jean-Pierre Bernard de complicité de faux en écritures privées et de complicité de vol. Elle. a été laissée en liberté, à la diffé-rence des deux autres inculpés dans ce dossier. Mais Joëlle Pesnel. ancienne tenancière de bar reconver-tie dans le commerce d'art, et Mª Robert Boissonnet, avocat tou-lonnais fortuné, qui eux sont

Le premier chef d'inculpation

— complicité de faux en écritures
privées — semble correspondre à la
saisie d'une machine à écrire que
Me Pestel-Debord aurait prêtée à
Me Pesnel, Or, selon les expertises,
elle servit à taper de fansses attestations de propriété son ferme d'intions de propriété sous forme d'un inventaire de tableaux et d'objets appartenant en réalité à Suzame de Canson. Quant à la complicité de vol. elle résulterait de faits nouveaux voi, cue resulterait de faits nouveaux recueillis, en début de semaine, par le juge à Genève. M. Bernard a, en effet, réussi à placer sous scellés in extremis l'un des tableaux de l'héritage détourné, le Portrait du marquis de Brunoy, de Maurice Quentin de La Tour, alors qu'il allait être envoyé aux Etats-Unis.

A l'estrine de cette temps eties

envoyé aux États-Unis.

A l'origine de cette transaction, un avocat suisse, M° Olivier Weber-Caflisch, qui fut, après son confrère genevois Enrico Monfrini, le conseil de M™ Pesnel, Il devait confirmer au juge avoir acheté à celle-ci le Queutin de La Tour en 1987, mais en précisant lui avoir payé par chèque 40 000 francs suisses et avoir également versé 30 000 francs suisses en liquide à M™ Pestel-

Debord (soit en tout l'équivalent de 280 000 francs français). Il semble que ce témoignage ait motivé le second chef d'inculpation. Me Weber-Caflisch est connu à Genève pour être amateur d'art autant qu'homme de loi. Auteur notamment d'un ouvrage intitulé Faux et défauts dans la vente d'objets d'art (Editions Georg. Librairie de l'université, 1980, Genève), il anime une association pour la création d'un musée d'art moderne à Genève,

Un témoignage contesté

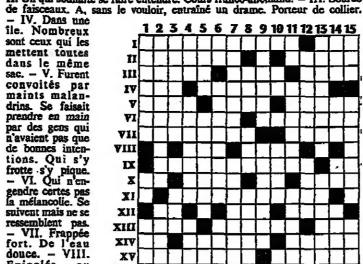
M= Pestel-Debord conteste formellement ce témoignage : « Je n'ai jamais participé à cette opération ». nous a-t-elle déclaré. Ses relations avec M Pesnel sont la conséquence du choix par celle-ci en 1985 de M° Paul Lombard, dont elle était, jusqu'à il y a un an, la collabora-trice, comme conseil dans la négo-ciation avec Christie's et la Direc-tion des musées de France pour la vente du Gentilhomme sévillan, de Murillo, acheté par le Louvre pour 5 millions de francs. Cette situation devrait logiquement entraîner la convocation par le juge de M° Paul Lombard, M° Christine Courrégé, défenseur de M° Pestel-Debord, refusant que celle-ci devienne un bonc émissaire. « Ce que je tiens à préciser, nons a-t-elle déclaré, c'est que ma cliente n'était pas l'avocate de M. Pesnel, mais la collabaratrice de son avocat. > Autrement dit

Informations « services »

MOTS CROISÉS

PROBLÈME Nº 4893 HORIZONTALEMENT

I. Quelqu'un qui est amené à grossir. Occasion d'entrer dans la danse. — II. Un qui sonhaite se faire entendre. Cours franço-allemand. — III. Source



Epinglés ou agrafés. A longtemps dirigé. —
IX. Résulte d'une chute. Peut être à tend la main. - 8. Mot d'usage IX. Résulte d'une chute. Pett être à l'origine d'une bonne leçon. — X. Suscite l'admiration. Connaît de très hautes températures. Pour celui qui juge utile d'en rajouter. Travaille pour nous. — XI. Ne pousse évidemment pas à être sobre. — XII. Pas passé inaperçu. Possessif. Sans dessous dessus. — XIII. Donna maissance à des jumeaux. Se fait agréablement entendre. Fait preuve d'une grande dureté. — XIV. Conjonction. Incite souvent à passer l'éponge. Peut faire mourir sans perdre la vie. — XV. Vécut longtemps pour son époque. Mis à l'ouvrage.

VERTICALEMENT

VERTICALEMENT

1. Où il n'est pas rare que l'on batte de l'aile. Fait des débuts fort remarqués. Utilisé pour verser. —

2. Susceptibles de comaître régulièrement des périodes de crise. Stoppe une évolution. — 3. Une femme qui « court ». Signale une faute. —

4. Est donc à l'origine d'un enlèvement. Avec elles, mieux valait faire la sourde oreille. Etait fait pour le combat. — 5. Est proche du Sancerrois. Est pondue assez rapidement. rois. Est pondue assez rapidement.

A nne longueur de quatre-vingts
bornes. – 6. Conjonction. Avait une
langue de vipère. Apporte des nouvelles. – 7. Qui ne manque donc pas
d'affection. Un homme auquel on

« commun ». Son retour est attendu. commun. Son retour est attendil.

Est appelée à se faire dresser. —

9. Qu'on nous a donc fait payer cher. Empêche d'aller de l'avant. —

10. Conjonction. Décèle les points forts et les points faibles. — 11. Préposition. D'elle, certains en ont pardessus la tête, d'autres plein le dos. Avec nous depuis le début. —

12. Tombe de beut. Il « en a plus Avec nous depuis le début. —

12. Tombe de haut. Il y en a plus d'un sous les yeux de celui qui passe an crible. Conjonction. — 13. Tels que furent Louis Hémon et Victor Ségalen. Met en mauvais état. —

14. A tendance à se répéter. Est visible en trois pays. Est présent à des cours de maths. Tombe régulièrement. — 15. Devise. Est très empoisonnante. Précise une désignation.

Solution de problème nº 4892 Horizontalement

I. Crevaison. - II. Lacets. Du. III. Osé. Tétée. - IV. Cordier. V. Hiver. As. - VI. Ere. Aviné. VII. Lin. Toc. - VIII. Veste. Bu. IX. Pi. Asti. - X. Isar. Cori. XI. Séide. Née.

Verticalement 1. Cloches. Pis. - 2. Rasoir. Vise. - 3. Ecervelé. Al. - 4. Vé! Dé. Isard. - 5. Attirants. - 6. Isée. Etc. - 7. Trait. Ion. - 8. Ode. Snob. Ré.

e Carnet du Monde

- Dien a rappelé à Lui, le 8 décem-bre 1988, en la fête de l'Immaculée

Michel ANQUEZ, ingénieur général du génie rural et des caux et forêts,

à l'âge de soixante-seuf ans.

De la part de Marie-Thérèse Anquez,

son épouse, Dominique et Marie-Claude Anquez Louis et Marie-José Anquez, Bernard et Béatrice Anquez, Benoît et Marienne Anquez, Brusso Angues,

ses enfants, Marie, Christelle, Manthieu, Laure, Jérémie, Martin, Damien et Agathe,

Ses penis-eniants,
Louise Anquez,
Des familles Philippe Anquez, Jacques Anquez, Bruno Pascal, Jacques
Chauland, Michel Lebouseiller, Jean
Hirtz, Claude Pelletier,
sa steur, ses frères, beaux-frères, belles-

leurs enfams et petits enfants. La messe de communion sera célé-brée en l'église Saint-Sulpice, 2, rue Palatine, Paris-é-, le lundi 12 décembre, à 11 heures.

Il reposera suprès de sa fille,

Biandine.

L'inhumation aura lieu à La Motte-en-Bauges (Savuie) après une seconde cérémonie religiouse célébrée, le mardi 13 décembre, à 11 houres.

Ni flows ni connecte. Cet avis tient lieu de faire-part.

 M= Louis Charpentier, M. et M= Jean Charpentier,

lenrs enfants et petits-

M. et M= Guy Charpentier

M. et Ma Alain Charpentier et leurs enfants, M= veuve Michel Peillon,

ses enfants, Et sa petite-fille,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Louis CHARPENTIER.

survem le 8 décembre 1988, muni des sacrements de l'Eglise, à l'âge de

Les obsèques auront lien, le lundi 12 décembre, à 15 h 30, en l'église Saint-Jean-Baptiste, 158, avenue

Cet gvis tient lien de faire-part.

- M. Paul F. Ferriol, M. et M. Patrick Reumanx leurs enfants,
Elémore et David,
M. Jean-François Ferriol,
M. et M= Philippe Descorps,

ont la douleur d'annoncer la mort de Jeanine FERRIOL.

survenue en son domicile, le 8 décembre

1988, à l'âge de soixante-cinq ans, des suites d'une longue maladie. Une messe sera célébrée à son inten-

tion en l'église Notre-Damo-de-Grâce de Passy, 10, rue de l'Annonciation, Paris-16°, le lundi 12 décembre,

La levée de corps se fera à l'Athanéo de Cannes, 223, avenne de Grasse, le mercredi 14 décembre, à 11 houres, suil'Abadie.

Cet avis tient lieu de faire-part.

109, avenue Henri-Martin, 75116 Paris. 84, avenue de Wagram, 75017 Paris.

- Lisienz La familie.

Les proche Et les amis da

docteur Jean-Yves de KERBLAY.

décédé brutalement, le 5 décembre 1988, dans sa cinquante-denxième

vous invitent à venir ou à vous unir d'intention à la cérémonie de ses obsè-ques, qui auront lieu à la cathédrale Saint-Pierre de Lisieux, place Thiers, le hundi 12 décembre 1988, à 11 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

La famille nous prie d'annoncer : ni fleurs ni couronnes. Toutefois, elle res-pectera le désir de checun.

M. et M= Charles Mandret ieurs enfants, M. et M= Alzin Kujas

leurs enfants, Ses enfants et petits enfants, Et toute la famille. ont la douleur de faire part du décès de

M. Rémy MAUDRET, née Régine Branch,

survenn le 5 décembre 1988, à l'âge de

Les obsèques ont es lien, le vendredi 9 décembre, dans l'intimité familiale, an

imetière parisien de Bagneux. 59, boulevard Lames,

75016 Paris

 Monique sa femme, Rodolphe et Béatrice Sebbah,

Pierre et Nicole Sebbah, Jean Sebbah, Lise Sebbah,

Sacha et Arthur,

me chagrin de faire part du

doctest Fernand SEBBAH, docteur en chirurgie dentaire, officier des Palmes académiques, docteur en science odontologique, professeur à la faculté de chirurgie dentaire de l'université Paris-VII,

survenu le 8 décembre 1988. Les obsèques auront lieu le lundi 12 décembre, à 15 h 30, su cimetière

106, avenue de la République, 75011 Paris.

Remerciements

Catherine Bady
et ses enfants Laure, Anne, Guillaum
et Jean-Baptiste,

M. et M Pierre Bady, Marie-Pierre et Yves Treps et leurs enfants, Valérie et Nicolas

Le doctour et M= Jacques Bady et leur fille Charline,

et ses enfants, Benjamin et Clément, M™ veuve Santa-Cruz, M™ Yvonne Bady, M™ veuve Daniel Gillet,

remercient sincèrement ceux qui parta-gèrent leur grande douleur lors du décès de leur très aimé

Jean-François BADY, docteur en droit, conseiller de tribunal administratif,

sous-préfet de Jonzac,

survenu subitement le le décembr 1988, à Jonzac, dans sa quarantième

24, avenue de Miremont, 33200 Caudéran-Bordeaux.

Maltena, 64240 Urt.

(Publicité) 3• - 4• AGE

Résidences locatives région parisienne sud

Pour information

et documentation MINITEL 3614 code Instit * A.T.V.E. M™ Pierre Poinsignon,
 M. et M™ Philippe Mazingue-

Desailly,
M. et M= Philippe Rousseau,
M. Jean-Marc Poinsignon
Et toute is famille,

vons remercient de tout cœur du récoufort que leur a apporté le témoignage de votre sympathie lors du rappel à Dieu de

ML Pierre POINSIGNON.

- Les conseils d'administration de OGF et de PFG,

Les directions générales Et l'ensemble de leurs collaborateurs,

de sympathie qui leur ont été témoi-gnées lors du décès de leur président,

M. Pierre POINSIGNON.

vous expriment leurs sincères remercie-

Le conseil d'administration,
 La direction générale
 Et l'ensemble des collaborateurs de la

ciété de développemen de Normandie,

très sensibles aux nombre de sympathie qui leur ont été témoi gnées lors du décès de leur président directeur général,

ML Pierre POINSIGNON,

vons expriment leurs sincères remercio

Anniversaires - Le 12 décembre 1942, à Paris, était l'usillé par les Allemands

Sloma SCHAUBER, FTP-MOL

né le 2 février 1914, à Czernovitz (Rou-

Nous pensons très fort à mi. Hanz Sauber,

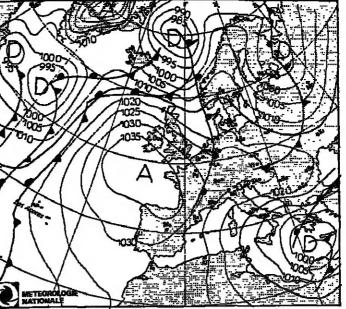
son épouse, Mariana Sauber, Antonin Benezet

son petit-fils. - liya un an,

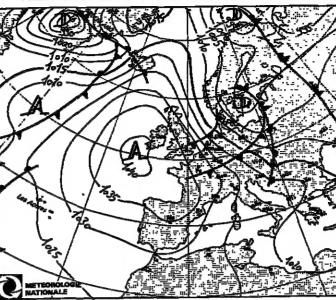
Colette TAMBURINI nous quittait. Que ceux qui l'ont comme

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 10 DÉCEMBRE 1988 A 0 HEURE TU







Evolution probable du temps en France entre le samedi 10 décembre à 0 heure et le dimanche 11 décembre à miunit.

te dimanche 11 décembre à mismit.

Le puissant anticyclone centré près de nes côtes atlantiques continuers à diriger sur le pays un flux de nord à nord-ouest.

Ainsi, des perturbations, bien alimentées en air doux, après avoir contourné l'anticyclone par le nord, viendront affecter nos régions. Mais dimanche sera une journée de répit. Il y aura certes encore des mages mais peu de précipitations.

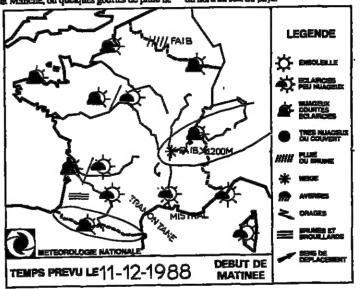
Dimensitée hassessen de mages

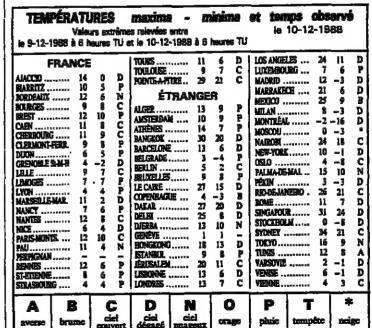
Encore de nombreux mages sur presque tout le pays. Au mieur, nous aurons droit à quelques éclaircies de temps à autre. C'est la grisaille qui l'emportera prês des côtes de la Manche, où quelques gouttes de pluie ne

sont pas impossibles dans l'après-midi. Les mages resteront bien accrochés également sur les Pyrénées. Sur le Jura et le nord des Alpes, à partir de 1 000 mètres d'altitude, quelques flocons de neige tomberont en matinée. Mais encore une fois les régions méditerranéennes feront exception. Le soleil brillera toute la journée. Mais attention cependant au mistral et à la tramoutane, qui souffleront fort. Les rafales avoisineront parfois les 90 km/h.

Côté températures, c'est la deuceur qui

Côté températures, c'est la douceur qui prédominera. An lever du jour, il fera généralement entre 3 et 7 degrés. Il fera plus frais dans le Sad-Est, avec des températures parfois négatives dans l'intérieur. Dans l'après-midi, on sura de 8 à 13 degrés de seul qui entre un esté u peut du nord au sad du pays.





VOUS ETES ATTIRE PARTICE QUE SORT DE L'ORDINAIRE! DEVENEZ Graphologue MSI

Notre cabinet spécialisé dans la sélection de personnel pratique environ 2000 analyses graphologiques par an. Vous pouvez suivre une formation par correspondance tres individuelle. Informations gratuites à: MSI.LM

مكذا من الأصل

Du catalogue comme un des beaux-arts

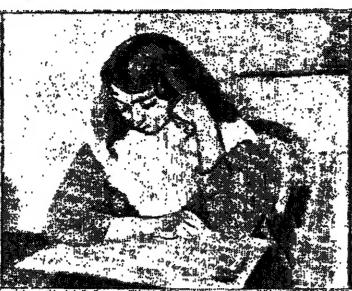
Les musées, aidés par quelques mécènes publics ou privés, commencent à publier leurs inventaires. Les uns sont partiels et luxueux, les autres exhautifs et austères.

Les beaux livres sont une denrée qui, comme les marrons chauds, se consomme avec les premiers froids. Du moins si l'on en croit les devantures des libraires. C'est une véritable avalanche de papier glacé : le seul Paul Cézanne s'est vu infliger plus d'une vingtaine d'hommages rectangulaires et cartonnés depuis le début de l'automne. La concurrence est rude entre éditeurs, et le temps compté. Concurrence d'autant plus sévère que les maisons d'édition ne sont plus seules sur le marché. Les es se mettent à leur tour au travail. Ils ont l'avantage de la durée et la plus belle vitrine que l'on puisse imaginer : leurs salles et leurs

Le mouvement a d'abord affecté les catalogues d'exposition, chaque année plus lourds, plus luxueux et plus chers. Ils visent de plus en plus l'exhaustivité et l'érudition. Le record absolu d'hypertrophie est à ce jour détenu par les sept cent soixante-dix pages grand format et les 3,310 kilos de l'Appediypse joyeuse, édité à l'occasion de l'exposition viennoise du Centre Pompisition viennoise du Centre Pompi-

Les musées diversifient désormais leur production éditoriale. Ils propo-sent au grand public un état de leurs collections permanentes sous forme d'inventaire ou d'anthologie. Il n'existait jusqu'à présent rien de semblable, ni à Paris ni en province. Le visiteur était réduit à collectionner les cartes postales.

Ainsi le Musée de Grenoble, l'un des plus riches de province, avec ses Zurbaran, ses Champaigne, ses Matisse et ses artistes contemporains. Cet ensemble exceptionnel pour lequel un nouveau bâtiment est en cours de construction le long de l'Isère, n'avait pas de catalogue. Il existe désormais, en cent quatrevingt-neuf planches en couleur accompagnées de leurs notices, grâce à la fondation Paribas qui a entrepris de doter les principaux musées français de cet outil. Lyon, Bayonne, Ecouen ont déjà le leur. Antibes, Lille et Rouen n'ent plus longtemps à attendre, ni le Musée national d'art moderne.



Chaque fois, le procédé est le même : la fondation prend en charge conception, impression et distribution de l'ouvrage, avec un premier tirage de cinq mille exemplaires. Le conservateur et son équipe sont chargés de choisir les œuvres et de les commenter. De les choisir : ce n'est pas de catalogues scientifiques dont il s'agit, mais d'une sélection des œuvres les plus célèbres du fonds, et de celles que le conserva-teur préfère. Ainsi se constitue, vendus à 120 F l'unité, une série de livres d'art - Musées et monuments de France - qui raconte l'histoire du musée et du goût.

> Edition savante

Les « pompiers », naguère relégués au plus profond des réserves, et les gloires locales, tel l'abbé Laurent Guétal, paysagiste hyperréaliste et alpestre de Grenoble, y ont donc leur place. Le musée y trouve naturellement son compte et les municipalités aussi, qui commencent à utiliser ces publications pour leurs relations publiques. La politique culturelle est devenue, on le sait, un élément important de toute action municipale « éclairée ». Le « livre du musée - est un cadeau autrement plus relevé qu'une boîte de chocolats. La mairie de Montpellier l'a si bien compris qu'elle a totalement financé la publication d'une anthologie du Musée Fabre, bilingue, en couleurs et riche de plus d'une centaine de reproductions pleine page.

Mais il existe un autre type de catalogue, chéri des conservateurs et des chercheurs : le catalogue scientifique complet. Le département des peintures du Louvre a donné l'exem-ple : il a déjà publié les cinq volumes du Catalogue sommaire illustré des écoles françaises et étrangères. Tant pis si la présentation est austère, les tableaux reproduits en noir et blanc à une taille qui oscille entre le timbre-poste et la carte de visite. Tout y est, œuvres et artistes, classés par ordre alphabétique et rangés dans un monumental index. Voilà de l'édition savante, indispensable aux historieus de l'art, peu séduisante aux yeux du public, mais combien

L'exemple du Louvre suscite des vocations. Le Musée de Poitiers a ainsi publié grâce au mécénat local et à la ville le volumineux inventaire de ses collections des dix-neuvième et vingtième siècles sans craindre de multiplier commentaires et analyses de tableaux. Le « pompier » poitevin y pullule. Aucune mode rétro ne saurait pourtant sauver de l'onbli le plus absolu le Montmorillonnais Raoul Carré, dont le catalogue reproduit fidèlement plus de cinquante peintures.

La publication de tels antiphonaires coûte très cher, exige un très long travail, ingrat et obscur, de la part de leurs auteurs. Sans doute

est-ce pour cette raison qu'il n'existe pas de catalogue complet du Musée national d'art moderne, mais seulement une pesante et malcommode anthologie – pas plus, il est vrai, que n'existe l'inventaire du Museum que n'existe l'inventaire du Museum of Modern Art de New-York. Le Metropolitan Museum de cette même ville a choisi un autre genre, mi-anthologique mi-historique. Coédité par Gründ en France, le Met aux États-Unis et un éditeur japonais – Fukutake – qui s'est chargé de la fabrication, il se singularise par l'exceptionnelle qualité des par l'exceptionnelle qualité des reproductions (chaque pièce a été spécialement photographiée pour l'occasion) et la modicité de son prix, 95 F le volume. Huit tomes sur douze sont déjà parus.

Le système de classement obéit à la fois à l'histoire et à la géographie. Il s'agit donc d'une véritable histoire de l'art racontée à travers les collec-tions. Ces volumes ne sont pas des alignements de Joconde sur papier glacé. Les conservateurs ont eu l'intelligence de sélectionner dans leurs départements, avec les inévitables chefs-d'œuvre maintes fois reproduits, des pièces moins connues. Elles témoignent de la diffusion des modèles et des écoles. Et de l'éclectisme des donateurs. Dans le dernier volume — qui couvre la période allant de la fin du dix-neuvième siècle à nos jours —, la Monagne de Balthus côtoie un tailleur Chanel, les clichés de Cartier-Bresson, les dessins de Seurat, un meuble de Ruhlmann, le portrait de Gertrude Stein par Picasso. Une telle manière de procéder conduit à évacuer toute considération sociolo-cierse et desseure et l'écais ici de evacer totte consideration sociou-gique ou économique. Il s'agit ici de l'histoire des artistes et de leur confrontation plus que d'éradition. Peu de musées au monde, il est vrai, et pas même le Louvre, peuvent se permettre de tels panoramas.

Mais peut-être demain ou aprèsdemain, cela sera-t-il possible pour le Getty Museum de Malibu dont la politique d'enrichissement s'exerce dans tous les domaines, à tous les priz, et sur tous les continents. Il a entrepris, dès sa fondation, la publication de ses richesses. Le premier volume est consacré à sa collection de dessins euron Greco, de Van Gogh à Goya. Désormais, la publication du catalogue accompagne, pas à pas, la croissance de la collection. A moins que le rapport ne s'inverse et que les conservateurs n'achètent plus que pour se donner le plaisir de publier fièrement leurs acquisitions.

PHILIPPE DAGEN et EMMANUEL DE ROUX.

« Culture et entreprise » à Kyoto

Le mécénat japonais... pour l'image

(Suite de la première page.)

عَكِذا مِن الأصل

Ces dernières années, par le biais de fondations ou en imputant ces dépenses sur les frais de relations publiques, les entreprises ont donc cherché à combler le vide laissé par les pouvoirs publics. Les grands magasins organisent des expositions prestigieuses; les groupes de presse dis-posent annuellement de budgets de 50 à 60 millions de dollars (300 à 360 millions de francs) pour les activités culturelles ; un fabricant de cosmétiques comme Shiseido consacre 1,5 million (soit 10 % du coût total) à la pré-sentation des Misérables ou la maison de commerce Marubeni, 3 millions de francs pour financer la réalisation d'un film sur la Route de la soie. Suntory, dont les activités culturelles se chiffrent à quelque 30 millions de dollars par an a, pour sa part, ouvert à Tokyo il y a deux ans une salle de concert d'un coût de 50 millions.

Un seul critère : le succès

Le rôle limité des deux institutions (Agence pour la culture et fondation du Japon) qui tiennent lieu dans le pays de ministère de la culture et dont les activités consistent essentiellement à préserver le patrimoine et à promou-voir les arts traditionnels offre une large marge de manœuvre aux entreprises engagées dans des activités de mécénat. Mais cette souplesse et cette diversité conduisent aussi à un émiette-ment des initiatives culturelles. Surtout, le seul critère de sélection implicite est le succès on les retombées commerciales : notamment par la converture médiati-que de l'événement auquel elle donnera lieu et qui se traduira en termes d'image pour le promo-teur. Les artistes qui ne sont pas sûres » sont donc loin de bénéficier des mêmes faveurs que ceux déjà reconnus : en d'autres termes, ils sont soumis aux forces du marché pour trouver des finan-

Le symposium de Kyoto n'a pas été exempt de quelques envolées sur la « mission de l'entreprise comme foyer culturel ». Des

M. Xavier Ortoli, président de Total, et de M. Maheu, président du Centre Pompidou, ont contri-bué à poser les problèmes : les ris-ques de banalisation et de nivellement vers le bas de la culture ainsi que l'altération des critères de qualité dans le choix des activités à patronner; la nécessaire part de gratuité et, par conséquent, de risque que comporte un mécénat authentique : la transparence des options culturelles, compte tenu de l'inévitable « caprice » des patrons mécènes, selon l'expression de M. Dumas (Hermès) ; le besoin, enfin, d'étabiir les règles déomologiques du respect de la liberté du créateur, souligné, notamment, par le pein-tre Pierre Soulages et par l'écri-vain Alain Jouffroy.

Les chefs d'entreprise japonais affichent certes le souci de défendre de tels principes. Mais ils ont para moins formes que leurs homologues français en ce domaine malgré l'insistante demande des artistes et des intellectuels présents. Leur grande préoccupation, comme l'a souli-gné dans sa conclusion le prési-dent japonais, M. Nagai, ancien ministre de l'éducation, étant de manière à favoriser le mécénat

par des dégrèvements fiscaux. Du point de vue des sommes engagées, les Japonais sont assurément en avance sur notre pays. Mais au Japon cette vitalité tend à combler le vide laissé par l'Etat et non à s'ajouter à son action. En outre, à l'exception des initiatives de quelques chefs d'entreprise éclairés (comme M. Seiji Tsutsumi, président du groupe Seibu-Saison), le mécénat japonais n'a jamais été le fruit d'une action réfléchie. Il s'est développé rapidement, spontanément, sans incitation de l'Etat, mais aussi sans le apporte dans un domaine où la liberté d'esprit implique souvent un défi à l'ordre étali, ce qui n'est pas forcement du goût des chefs d'entreprise. A de rares exceptions près, le mécénat au Japon illustre le souci d'utiliser la culture comme ciment du consensus social.

PHILIPPE PONS.

THÉATRE

« Le Fusil de chasse » à Marseille

Trois femmes, trois solitudes

Adaptées d'un roman de Yasushi Inoué, trois lettres de lemmes à un homme absent. La méticulosité japonaise dans la lecture des cœurs.

Sur une grève aride avec, au fond, la mer froide, dans les restes d'une pagode sur laquelle le feu semble avoir passé, trois femmes se croisent, se reconnaissent un instant puis s'en vont sans plus se voir (1). Elles parlent, le plus souvent sans s'écouter, chacune dans sa solitude, énigme aux autres et à soi-même...

Ce sont les trois héroines que Luce Mélite a tirées du Fusil de chasse, le roman épistolaire du Japonais Yasushi Inoué : la jeune fille, l'épouse, l'amante. Sitôt qu'elles ont parlé, tout s'effondre. La passion elle-même, qui les justifiait, se révèle un leurre. Il n'y a plus que cendres, qu'un souffle de brise disperse. Le destinataire des lettres, l'homme, demeure invisible.

Luce Mélite est parvenue à animer ce roman délicat et cruel avec pudeur : un japonisme de suggestion, des mouvements discrets et presque hiératiques, des abandons vite étouffés. La fureur est dans les pares de la pares de la proposition de la pares de la par mots et les voix presque mortes de la méditation, comme si les trois femmes parlaient de loin, avec des cris d'autoriois

Sur la scène du petit théâtre de Lenche, à Marseille, ce spectacle modeste a comme de la grâce. Anne Bellec, en particulier, qu'entourent Nicole Max et Chantal Mutel, évoque au pastel le secret d'une vie qui se contemple elle-même avec stupéfaction avant de s'éteindre.

JEAN-JACQUES LERRANT. (1) Le décor et les costumes sont de Christine Marest. ★ Théâtre de Lenche, l. place de Lenche, Marseille, jusqu'au 17 décem-bre.

CINÉMA

« Les Formes de l'amour », de Rudolf Thome

A travers le microscope

Maria, qui sont amants depuis trois ans, reviennent de vacances et rompent. A la fin du film, ils sont réunis et ont une famille. Entre-temps, il s'est passé pas mai de choses, pour la plupart insgnifiantes mais sans doute significatives pour Rudolf Thome, dont on aimait bien la Main dans l'ombre et Tarot.

Ce film, qui met en scène des personnages ordinaires, plutôt moches, à l'esprit compliqué, est, sans avoir l'air d'y toucher, très intello, avec des situations et des gags – le ton général virant à l'ironie – codés. On sort d'un enqui cotonneux lorsque Franz, qui a collectionné les aquariums et a presque tout le haut du corps plâtre à la suite d'une chute, achète un microscope et découvre le monde à travers celui-ci. Maria s'y

met aussi. Cela donne quelques moments savoureux. Est-ce une façon de traverser la solitude, de regarder l'amour autrement, d'arriver à la sagesse? Peut-être simplement une expérience : il n'y avait pas de scénario précis au départ, et le film a été réalisé rapidement. Rudolf Thome a déclaré avoir décidé de faire une trilogie dont le deuxième volet s'intitulera le Philosophe.

JACQUES SICLIER.

VARIÉTÉS

Concerts au Zénith

La machine Dorothée

Avec un public qui va des enfants de vingt mois aux grands-parents. Dorothée est le seul personnage du petit écran à remplir tous les soirs une salle de spectacle.

A la fin des années 70, une ancienne chanteuse « yé-yé » (Chantal Goya) trouvait, grâce à une émission de télévision (« Numéro un » des Carpentier, en forme de conte de fées) un créneau à exploiter : la chanson pour enfants. et se constituait avec l'aide de son époux, Jean-Jacques Debout, un répertoire sans risque basé sur les mythes traditionnels de l'enfance (Guignol, Bécassine, Tintin, le Chat botté, Pierrot et Colombine). Curieux retour des choses : c'est une participation maladroite à une autre émission de télévision (« Le jeu de la vérité ») qui tua son crédit auprès des familles, il y a deux ans. Depuis, le créneau est occupé par Dorothée, qui ne craint pas a priori d'essuyer la même mésaventure que Chantal Goya puisque la chanteuse ici se double d'une animatrice de télévi-

Dorothée a fait ses débuts sur le petit écran en 1973, juste avant l'éclatement de l'ORTF. Elle avait alors un visage tout rond et continuait encore à tout hasard des études en vue d'obtenir une licence d'anglais. Dorothée a participé aux premiers après-midi de la jeunesse les mercredis, à un jeu d'Henri Kubnick («Réponse à tout») avant d'être speakerine pendant un an et d'animer «Récré A2» à partir de

Chantal Goya, c'était la grande sœur, tout en sourires, qui évoluait dans un univers de carton-pâte. Toutes les trois minutes, le mot «merveilleux» était prononcé. Les chansons, mimées, étaient diffusées par une bande (musique et voix) en play-back. Dorothée n'est ni la grande sœur, ni la maman, ni la mai-tresse d'école. Elle joue, dit-elle, « le rôle d'une amie, quelqu'un d'actuel qui a un foutu caractère et parle normalement aux enfants ».

Un climat de « boom » permanent

A la télévision, Dorothée présente chaque semaine vingt-deux heures de programmes répartis entre le matin et l'après-midi et où les sketches, les gags en forme de flashes se glissent entre les dessins animés, Tarzan et les séries japonaises. Sur scène, sans ses équipiers du petit écran, Dorothée se produit avec un orchestre de dix musiciens, deux choristes et huit danseurs.

D'un côté, elle offre un climat de «boom» permanent, de l'autre un concert avec participation active du public. Entretenue par ses produc-teurs, Claude Berda et Jean-Luc Azoulay, la machine Dorothée tourne à plein régime. En temps ordinaire, les lundi, mardi et mercredi matin, la chanteuse enregistre les émissions; le reste de la semaine, elle tourne dans les régions. Plus d'une dizaine de millions d'albums ont été vendus à ce jour. Cinq mille lettres adressées à l'animatrice arrivent chaque jour à Paris. « C'est dangereux de s'arrêter quand ça marche », dit simplement Dorothée, prête à occuper le créneau jusqu'à la fin des temps.

* Zénith, 20 h 30.

C. F.

Les enchères à la japonaise

passent depuis quelques années pour de grands mécènes, patronnant les arts. L'une de leurs grandes activités consista à acheter des ceuvres étrangères à des prix - force du yen oblige - astronomiques. Ces couvres sont destinées soit à leurs musées privés (c'est le cas de Bridgestone, Idemitsu Oil ou Suntory), soit à orner les locaux de la direction.

Chez Christie's à Londres, c'est le grand magasin Mitsukoshi de Tokyo qui a acquis un Picasso (l'Acrobate et le Jeune Arlequin) pour quelque 38 millions de dollars, le prix le plus élevé jamais atteint pour une œuvre du vingtième siècle.

Toujours à Londres, mais chez Sotheby's, un autre grand magasin, Seibu, achetait pour 10 millions de dollars un Claude Monet (les Nymphéas). Mitsukoshi entend exposer sa toile dans son magasin du quartier de Nihonbashi à Tokyo, au demeurant connu pour le commerce des couvres d'art : des Chagall, Utrillo ou Rouault pouvant atteindre des 20 et 50 milsions de yens.

Dans le cas de Seibu, qui a passé un accord avec Sotheby's, le grand magasin agissait en tant qu'intermédiaire pour le compte d'un acheteur dont l'identité et la nationalité n'ont pas été révélées.

En novembre 1987, avec l'acquisition des Tournesots de Van Gogh à 39 millions de dollars, la compagnie d'assurances Yasuda Fire and Marine inaugurait catte « surenchère » nippone sur le marché de l'art, faisant s'envoler les prix vers des sommets où rares sont ceux qui peuvent suivre. Le tableau est devenu la pièce maîtresse du musée de la société, le Seiji Togo Museum. En novembre de la même année, les iris de Van

Gogh battaient un nouveau record de prix : 53 millions de francs, allant cette fois à un scheteur en Europe dont le nom n'a pas été révélé.

L'arrivée massive des Japonais sur le marché de l'art coincide avec la flembée du yen (qui s'est apprécié de plus de 60 % per rapport au dollar depuis 1985). Des préoccupations d'investissement spéculatif ne sont sans doute pas absentes de l'esprit de certains ache-

Beaucoup ne sont en rien des amateurs ni des collectionneurs. Nouveaux riches, ils achètent par souci de prestige social; d'autres acquièrent des peintures par lots et les entassent dans des entrepôts, espérant qu'elles vont prendre de la

Mais la majorité des achats n'en sont pas moins destinés à une pléthore de musées privés qui prolifèrent depuis quelques années. Certains sont fondés par des entreprises : d'autres par des municipalités ou des préfectures qui progressivement se constituent des collections.

Celui de la ville de Toku-shima, dans l'île Shikoku, a ainsi acheté l'année dernière un Picasso pour accompagner une sculpture de Henry Moore de 900 000 dollars, at le musée. de Nagoya a payé plus de 1 million de dollars pour un Modi-gliani. A Mito, dans le préfecture d'ibaragi, le nouveau musée a reproduit la salle ovale de l'Orangerie à Paris où sont représentées les Nymphéas. Même des arrondissements de Tokyo (comme Setagaya, Meguro ou Nerima) ont désormais leur propre musée et entrent, certes modestement, sur le marché international de

TANK TE

45 MAPE

PIÈGE DE CRISTAL (A., v.o.): UGC Ermitage, & (45-63-16-16); v.f.: Holly-wood Boulevard, 9: (47-70-10-41): Para-mount Opéra, & (47-42-56-31); Paris Ciné, 1, 10: (47-70-21-71). QUELQUES JOURS AVEC MOI (Fr.): UGC Normandle, & (45-63-16-16).

UGC Normandle, & (45-63-16-16).

QUI VEUT LA PEAU DE ROGER RABBIT ? (A., vo.) : Forum Horizon, 1(45-08-57-51); UGC Damon, 6 (42-2510-30); UGC Normandle, & (45-6316-16); Miramar, 14 (43-20-89-52); 14
Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79);
v.f.: Rex, 2 (42-36-83-93); Rex (Le
Grand Rex), 2 (42-36-83-93); UGC
Montparnasse, 6 (45-74-94-94); Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31); UGC
Cobelins, 13 (43-33-61-59); UGC
Cobelins, 13 (43-33-61-39); UGC
Cobelins, 13 (43-33-61-34); Mistral,
14 (45-39-52-43); UGC Convention,
15 (45-74-93-40); Images, 18 (45-2247-94); Le Gambetta, 20 (46-3610-961.

RAGGEDY (Brit., v.o.): Gaumont Les Halles, 1" (40-26-12-12); Gaumont Opére, 2" (47-42-60-33); Racine Odéon, 6" (43-26-19-68); Gaumont Ambassade, 8" (43-59-19-08); La Bastille, 11" (43-54-07-76).

RAMBO III (A., v.o.): George V. 9 (45-62-41-46); v.f.: Hollywood Boulevard, 9 (47-70-10-41).

F (91-70-10-41).

SALAAM BOMBAY! (indo-Fr., v.o.):
Les Trois Luxembourg, 6' (46-33-97-77).

IE SANG DU CHATIMENT (*) (A, v.f.): Hollywood Boulevard, 9' (47-70-10-41).

v.f.): Hollywood Boulevard, 9° (47-70-10-41).

LES SURPRISES DE L'AMOUR (Fr.): Studio 43, 9° (47-70-63-40).

THE LAST MOVIE (A., v.o.): Ciné Beanbourg, 3° (42-71-52-36): Action Christine, 6° (43-29-11-30).

TOSCANINI (It-Fr., v.o.): Ciné Beanbourg, 3° (42-71-52-36): UGC Danton, 6° (42-23-10-30): UGC Rotonde, 6° (45-74-94-94); UGC Champs-Elysées, 8° (45-62-20-40): 14 Juillet Beaugrenelle, 15° (45-75-79-79): v.f.: UGC Montparnasse, 6° (45-74-94-94); UGC Champs-Elysées, 8° (45-62-20-40): 14 Juillet Beaugrenelle, 15° (45-75-79-79): v.f.: UGC Cobelins, 13° (43-36-23-44): Mistral, 14° (45-39-24-3): Images, 18° (45-22-47-94).

TROIS PLACES POUR LE 26 (Fr.): Gaumont Les Halles, 1° (40-26-12-12); Bretague, 6° (42-22-510-30): Gaumont Ambassade, 8° (43-59-19-08): Paramount Opéra, 9° (47-42-56-31); Les Nation, 18° (43-43-04-67): Escurial, 13° (47-07-28-04): Fauvette Bis, 13° (43-31-60-74): Gaumont Ambassade, 18° (43-43-04-67): Escurial, 13° (47-72-80-98): Gaumont Ambassade, 8° (43-60-60): Pauhé Clichy, 18° (45-24-601).

TROIS SCURS ([1-Fr.-Ali., v.o.): Républic Cinémas, 11° (48-05-51-33).

46-01).
TROIS SCEURS ([L-Fr.-Ali., v.o.); Répablic Cinémas, 11 (48-05-51-33).
TU NE TUERAS POINT (*) (Pol., v.o.); Forum Orient Express, 1* (42-33-42-26); Sept Parmassiens, 14* (43-20-32-20).

32-201.

LA VIE EST UN LONG FLEUVE.

TRANQUILLE (Fr.): George V, 8
(45-62-4)-46).

VOLS D'ÉTÉ (Eg., v.o.): Chany Palace,
5° (43-54-07-76); Elytées Lincoln, 8°
(43-59-36-14); Sept Parmassions, 14
431-70-32-201.

LE VOYAGE (Su.-Can., v.o.) : Epés de Bois, 5º (43-37-57-47).

Spectacles

théâtre

LES SPECTACLES **NOUVEAUX** ...

ité stable,

The second of th

Management French State

Sale of Street of the Street o

Fine La Prop. 18 And 18

AND THE PARTY OF T

THE SE LACED SECTION AND Mit to Market Ca " Sale to go

- - - College (4)

The state of the s

Management of the second of th

Budger of the state of the stat

The second secon

Taken and the second of the se

Same of the second

and and beatiful

and the second

un grand dan.

A Street Commence

and the facility region.

Mac to great a server of the

17 1/2

Commence of the commence of th

The same of the sa

M PARKET BY The state of the s

the factor of the factor

A SAME STATE OF THE PARTY OF TH

TOUT EST COMEDIE Espace ACNAV. Salle du puits qui paric, sam. 20 h 30 ; dim. 14 h 30. TONTO Z OU UN PETIT PEU PLUS TARD LE MÉME JOUR. Ata-lante (46-06-11-90), am. 20 h 30, dim. 16 h.

C'EST DIMANCHE. Centre Georges-Pompidou (42-74-42-19), sam, dim-21 h.

TON BEAU CAPITAINE. Theatre national de Challlot (47-27-81-15). Theatre Gemier, sam. 20 h 30; dim.

15 h.
TETE D'OR. Odéon (43-25-70-32),
sam. 19 h 30; dim. 14 h 30.

LA TRAVERSÉE AU-DESSUS.
DU NIACARA. Ivry. Théâtre (46-7021-55), sam. 20 h 30; dim. 16 h.
EN FACE OU LA CHANGO.
FEDUL LE Barrille (43-57-42-14)
sam. 19 h 30; dim. 18 h.
LA CAGNOTTE Comédia.

LA CAGNOTTE. Comédia-Française, Salle Richellen (40-15-00-15), dim. 14 b.

Les autres salles

AMANDIERS DE PARIS (43-66-42-17). Wonderful Casting: 20 h 30. ANTOINE - SIMONE-REPRIAU (42-08-77-1). AVANTI: 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h 30.

ARCANE (43-38-19-70). Baudelaire : 20 h 30. dim. 17 h. 20 n 30, cmn. 1/n.

ARLEQUIN (45-89-43-22). Un pré vert, un tourment, deux boules de billard Spoctacle assuré si hon public !: 20 h 30.

ARTISTIC-ATHEVAINS (48-06-36-02).

petit pou plus tard la même jour : 20 h 30, dim. 16 h. ATHÉNÉE-LOUIS JOUVET (47-42-67-27). Salie C. Birard. Le Drama de la

BOUFFES PARISTENS (42-96-60-24).
Une absence: 18 h et 21 h, dim. 15 h 30. CAFÉ DE LA DANSE (43-57-05-35). Blanche-Neige: 20 h.

CARRÉ SILVIA MONFORT (45-31-28-34). Théodore : 20 h 30. > Dim. Les Drus Jenous: Westlims : 16 h. CARTOUCHERIE ATELIER DU CHAUDRON (43-28-97-04). Les Brû-lants : 20 h 30. CARTOUCHEER THEATEN DE L'AQUARIUM (43-74-99-61). La

. Roade : 20 h 30. CARTOUCHERIE THEATRE DU SO-LEIL (43-74-24-08). Thermidor-Terminus d'après la mort de Robes-pierre : 20 h 30, dim. 15 h...

CARTOUCHERIE THÉATRE DE LA TEMPÈTE (43-28-36-36). Safe II. Le Bal de N'Dinga: 20 h 30, dim. 16 h. CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-CENTRE GEORGES POMPIDOU (43-74-42-19). Grande salle. C'est dimen-che: 21 h.

CENTRE MANDAPA (45-89-01-60). Ka-CENTRE MANDAPA (45-89-01-60). Keragoz ou la tragédie heuneins: 20 h 30.

CINQ DIAMANTS (45-80-51-31). Dim. Repcontres: 17 h.

CIRQUE D'HIVER (48-78-75-00). Astérix: 14 h, 17 h 30 et 21 h, mer., dim. 14 h et 17 h 30.

CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSI-TAURE (45-89-38-69). Grand Théitea. Passion Mariomettes géantes : 20 h 30. Le Resserve. Henry Brillard : ma vie :-

20 h 30. COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11). Voltaire's Folies: 19 h et 21 h, dim. 15 h. COMEDIE DES CHAMPS-ELYSEES (47-23-37-21). Use femme sum histoire:
18 h et 21 h.dim. 15 h 30.
COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22).
Les Délices du baiser : 20 h 30, dim.
15 h 30.

COMEDIE-FRANCAISE (40-15-00-15)

DAUNOU (42-61-69-14). Monsieur Ma-sure : 21 b, dim. 15 b 30.

DIX-HUIT THEATRE (42-26-47-47). Le Gardien : 20 h 30, dim. 16 h.

EDGAR (43-20-85-11): Les Bahas-Cadres : 20 h 15. Nous en fait ek en nous Samé, Dorothée : 20 h 45, dim. 15 n 50.

ELDORADO (42-49-60-27). Réve de Vicane : 14 h 30 et 20 h 30, maz., jeu., dim. 14 h 30, dim. 15 h.

ENDEAU-THÉATRE (42-71-30-20). K. von G., d'après Aucan Ben, nulle part : 20 h 30. ESPACE ACNAY (SALLE DU PUTIS QUA PARLE) (43-36-68-56). Tout est contédie : 20 h 30, dim. 14 h 30.

ESSAION DE PARIS (42-78-46-42).
Salle L La Rive d'en face : 16 h 30 et
21 h. Les Anciennes Odeurs : 19 h. Salle
IL Paroles d'er : 18 h 30. L'Annonce de
Matthish : 21 h, dim. 17 h.

FONTAINE (48-74-74-40), Quelle Pa-mille L : 17 h et 21 h, dim. 15 h 30. GAITE-MONTPARNASSE (43-22-16-18). Nocturnes: 20 h 45, din. 15 h.

GALERIE 55-THE ENGLISH THEA-TRE OF PARIS (43-26-63-51). Signal Man's Apprentice (las Aignilleurs): 20 h 30. GRAND HALL MONTORGUEL (42-67-51-84). Drame & Poole : 26 h 30, dim. 18 h 30.

GUICHET MONTPARNASSE (43-27-88-61). Cet animal étrange : 18 h 30. Une dame sux camélias : 20 h 30. Eureines : 22 h 15.

GYMNASE MARTE-BELL (42-46-79-79). L'Ange gardien ; 20 h 30, dies. HUCHETTE (43-26-38-99), La Canta-trice chanve : 19 h 30. La Leçon : 20 h 30. La Chevanchée Gastique : 21 h 30.

21 h 30.
L'ESPACE EUROPÉEN (42-93-69-68).
La Face cachée d'Orion : 20 h 30.
LA RASTILLE (43-57-42-14). Gramin saile. Par les villeges Festival d'autonne à Paris 1988 : 21 h, dim. 14 h 30. Pettre saile. En face on la channem perdue : 10 h 20 dim. 10 h.

19 h 30, dim. 18 h. LA BRUYERE (48-74-76-99). Les Armoires: 21 h. dim. 15 h. LE GRAND EDGAR (43-20-90-09). Existe en trois tailles: 18 b et 20 h 15. *LE PROLOGUE (45-75-33-15). Et si on faisait le noir juste une minute ? : 18 h 30 et 21 h.

LES DÉCHABGEURS (42-36-00-02). Le commissaire est bon enfant, l'Epreuve ; 21 h, dim. 17 h. LIERRE-THEATRE (45-86-55-83). Pho-

ARTISTIC-ATHEVAINS (48-00-30-044).

Djebels: 20 h 30, dim. 16 h.

ARTS-HEBERTOT (43-87-23-23), Less
Enfants du Soleil: 20 h 30.

ATALANTE (46-06-11-90), Tosso 2 on un
petit peu plus tard la même jour : 20 h 30, dim. 16 h.

LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34), Théatre noir. Le Petit Prince : 18 h 45.
Conus érotiques arabes du XIVe niècle : 20 h, Mort à crédit : 21 h 30. Théatre rouge. Les Cahiers de Malte Laurids
Beiggs: 19 h 30. L'Idict: 21 h 30.

ANDERS LES CAHIERS (42-67-09), Le Point MADELENE (42-65-07-09). La Poisse d'empoigne : 18 h et 21 h, dim. 15 h 30. MARAIS (42-78-03-53). Une vie boulever-sée : 14 h 30. Le Grand Invité : 20 h 30.

MARIE STUART (4508-17-80). Le Monto-Plaia ; 18 h 30. La Ténèbre ; 20 h 30. Touran Arthur ; 22 h. 20 h 30. Tennon Arthur: 22 h.

MAREGNY (42-56-04-41). Leocoq fakt
Freuf à Marigny: 21 h. dim. 15 h.

MATHURINS (42-65-90-00). Le Freume
à Contro-jour: 18 h et 21 h. dim. 15 h.

MATHURINS (FETTIS) (42-65-90-00).
Le Minotaure: 16 h. mer., jou., ven.,
lan., mar. 19 h.

MICHEL (42-65-35-02). Pylame pour eix:
18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h 30.

MICHODIÈRE (47-42-95-23). Ma consine de Vansorie: 17 h 30 et 21 h. dim.
(dernière) 15 h.

MOGADOR (48-78-75-00). Le Récht de la
servante: Zertine Pestival d'automne à
Paris. 1968: 20 h 30, dim. 16 h.

MONIPARNASSE (43-22-77-74). La

MONTPARNASSE (43-22-77-74). La Vraic Vie; 17 h et 21 h, dim. 15 h 30. MGDY(PARNASSE (PETTY) (43-22-37-34). Voyage su bont de la mit : 20 h, dim. 15 h 30. Paroles : 21 h 15, dim. 17 L.
MUSÉE DE CIRE (HISTORIAL DE

MONTMARTED (46-06-78-92). Après-midi en Chat noir : 16 h, 14 h 30 et 17 h 30, dim. 16 h et 14 h 30. NOUVEAU THEATRE MOUVEETARD (43-31-11-99). Le Prince de Hombourg : 20 fi 30, dim. 15 h 30. NOUVEAUTES (47-70-52-76). Le Grand Stariding : 15 h 30, 18 h 30 et 21 h 30, dizz. 15 h

ODÉON (43-25-70-32). This d'or : 19 h 30, dien. 14 h 30. 19 n 30, com. 14 n 30.

ODÉON (PETIT) (43-25-70-32). Les Mots amoureux : 18 h.

(EUVRE (48-74-42-52). Je ne suis pas Rappaport : 20 h 45, dim. 15 h.

PALAES DES CONGRÉS (48-28-40-90).
La Liberté où la Mort d'après Dutton et
Robespierre : 15 h et 20 h 30, dim.
14 h 30 et 18 h. PALAIS DES GLACES (PETIT PA-LAIS) (48-03-11-36). Les Vamps : PALAIS ROYAL (42-97-59-81). Bt is spectacle, continua ! Raymond Deves : 20 h 30, dim. 15 h 30.

principal sure: 21 h, dim. 15 h 30.

DÉJAZET-TLP. (42-74-20-50). Le Tour du monde en quatre vingts jeurs: 20 h 30, dim. 15 h.

DEUX ANES (46-06-10-26). Le Coût du père François: 15 h 30 et 21 h, dim. 15 h 30.

POCHE-MONTPARNASSE (45-44-92-97). Safte L Le pins heureux des trois: 21 h, dim. 15 h.

POTINIÈRE (42-61-44-16). La Prousse : 17 h et 20 h 45, dim. 15 h. BENAISSANCE (43-08-18-50). A to same, Dorothée: 20 is 45, dim. 15 h 30.

PORTE SAINT-MARTON (46-07-37-53). Témpe: 17 à 30 et 21 à, dies. 15 à.

DIMANCHE

Les Années sombres 1938-1948:
l'Emprise totalitaire: Actualités de l'époque, le Bon et les Méchans (1975) de Claude Lelouch, 14 h 30; Et le Soleil se levait (1985) de Frank Cassenti, l'Enclos (1960) d'Armand Gatti, 16 h 30; Gare de la douleur (1984) d'Heari Jonf, les Guichets du Louvre (1974) de Michel Mitrani, 18 h 30; Tracos d'un Paris yiddish (1985) d'Hervé Liotard-Vogt, Ciné de la Muette (1986) de Jean-Patrick Lebel, 20 h 30. SAINT-GEORGES (48-78-63-47). Drôle de comple : 18 h 30 et 21 h 30, dizz. 15 h.

Samedi 10 - Dimanche 11 décembre

SPLENDID SAINT-MARTIN (4208-21-93). L'Est-Feitime de ma viz : 20 h 30. STUDIO DES ARTS-HÉBERTOT (42-STUDIO DES AKIS-HEIRERIUI (42-27-40-27). Marin, un matin: 19 h. STUDIO DES CHAMPS-ELYSÉES (47-23-35-10). Albertina ca cinq temps: 17 h 30 et 20 h 30, dim. 15 h.

TAC STUDIO (43-73-74-47). Le Bonnet du fou : 21 h. Dim. La Vérité sur l'amour baroque : 16 h. THEATRE 13 (45-88-16-30). Jock :

20 h 30, dinn. 15 h. THÉATRE 14 - JEAN-MARIE SER-REAU (45-45-49-77), Le Camp ; 20 h 45, cmr. 17 h.

THEATRE DE DEX HEURES (42-64-35-90). Gérard Sety : 20 h 30. Brancon,

Brel: 22 h.

THÉATRE DE L'EST PARESIEN (43-64-80-80). Tango: 20 h 30, dim. 15 h.

THÉATRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). Marias: 15 h 30, dim. 14 h.

Fanny: 18 h, dim. 16 h 30. César: 21 h 15, dim. 19 h 30. Safte ff. The Camereville Choast; (as anglais): 16 h, mer. 16 h. Animal Farm (cn anglais): 19 h.

L'Ecume des jours: 21 h 30. b. Dim.

L'Etranger: 16 h 30.

THÉATRE DE LA PLAIRE (40-43-THEATRE DE LA PLAINE (40-43-01-82). Moi, Cagliostro, antichrist et mais un collie pour une révolution : 20 h 30, dim. 17 h.

THEATRE DE LA VILLE (42-74-23-77).
Le Faiseur de théanne Festival d'entonne
à Paris 1988 : 20 h 30.

La cinémathèque

THEATRE DU BEL AIR (43-46-91-93).
Marie 89: 21 h, dim. (dernière) 17 h. THÉATRE DU TAMBOUR ROYAL (48-06-72-34). Le Procès Louis XVI : 20 h 30, dim. 15 h.

PALAB DE CRAILLOT (47-64-24-34)

SAMEDI

SAMEDI
Après la répétition (1983, v.a. s.f.), d'ingmar Bergman, 15 h; Découverte et Sauvegarde du cinéma britansique (v.a.); Dangerons Moonlight (1941, v.a.), de Brian Desmond Huust, 17 h; The Man in Grey (1943, v.a.), de Leslic Arlies, 19 h; Hommage à Rainer Worner Faushinder, 1.lois, une femme allemande (1981, v.a. s.t.f.), de Rainer Worner Faushinder, 21 h 15.

DIMANCHE
Hommage à Rainer Werner Fassbinder;
Théarre en transe (1981, v.a. trad. simultanée), de Rainer Werner Passbinder, 15 h;
Découverte et Sauvegarde du cinéma briunnique; le Médaillon fatal (1945, v.a.), de Bernard Knowles, 17 h; A Canterbury Tale (1944, v.a.), de Michael Powell et Emeric Pressburger, 19 h; Hommage à Rainer Werner Fassbinder (v.a.); le Secret de Veronika Voss (1982, v.a.), de Rainer Werner Fassbinder, 21 h 15.

SALLE GARANCE, CENTRE HEORES-POMPIDOU (42-78-31-29)

SAMEDI

SAMEDI
Le Chalma géorgica: Moi, grand-mère,
lilico et Darion (1962, v.o. rease, trad.
simultanée), de Tenguiz Abouladza,
14 h 30; le Voyage à Sopot (1980, v.o.
russe, trad. simultanée), de Nama Djordjadze, Ma Grand-Mère (1929, v.o. russe,
trad. simultanée), de Konstantin Milheberidze, 17 h 30; la Foute (1964, v.o. s.l.f.),
d'Otar Iosseliani, in Chune des fouilles
(1966, v.o. s.l.f.), de Otar Iosseliani,
20 h 30.

DIMANCHE

Le Cinéma géorgien : ées Hurisbertus (1973, v.o. s.t.f.), d'Elgar Chenguckie, 14 h 30 ; le Corbeau (1981, v.o. s.t.f.), de David Takaichvili, l'Incantation (1967, v.o. s.t.f.), de Tenguiz Abouladze, 17 h 30 Repentir (1984, v.o. s.t.f.), de Tenguiz Abouladze, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

SAMEDI

Les Années sombres 1938-1948 : la Déblicle : Actualités anciennes : Actualités Gaumont, 12 h 30 ; Actualités de l'époque,

Gaumoni, 12 h 30; Actualités de l'époque, le Train (1973) de Pierre Granies-Deferre, 14 h 30; Actualités de l'époque : la Batnille de Prance (1963) de Jean Aurel, 16 h 30; le Temps détruis (1985) de Pierre Benchot, Un balcon en forêt (1979) de Michel Mitrani, 18 h 30; Actualités de l'époque, le Caporal épinglé (1961) de Jean Renoir, 20 h 30.

THÉATRE DU TEMPS (43-55-10-88). Andromagne: 20 h 30.
THÉATRE GRÉVIN (42-46-84-47). Tu
m'aimes combien 7: 20 h 30.

THÉATRE MODERNE (43-59-39-39).
Offenbach to commis ?: 18 h et 20 h 30,
dist. 15 h 30. THEATRE NATIONAL DE CHAILLOT

(47-27-81-15). Grand Théaire. D'Arta-guan : 20 h 30, dim. 15 h. Théaire Gé-mier. Ton Beau Capitaine : 20 h 30, dim. THÉATRE NATIONAL DE LA COL-

THÉATRE NATIONAL DE LA COL-LINE (43-65-43-60). Grand Théatre, La Phit des chastens: 15 h et 20 h 30, dim. 15 h 30. Petite salle. Ter et Lir: 15 h 30 et 21 h, dim. 16 h. THÉATRE RENAUD-BARRAULT (42-36-60-70). Grande salle. Le Resour an désert Festival d'amonne à Paris 1988: 17 h et 20 h 30, dim. 17 h. MLIT. Clan-del insollte: 18 h 30. Hartamone d'après le Miracle de la rose: 21 h. Petite salle. La Vie singulière d'Albert Nobbs: 20 h 30, dim. 15 h.

La Vie singulière 20 k 30, dim. 15 k. TINTAMARRE (48-87-33-82). La Tim-bale: 15 b 30. Barthélémy: 19 h. Hélas, tant mieux!: 20 h 15. Les majorettes se cachens pour mourir: 21 h 30 et 22 h 45.

TOURTOUR (48-87-82-48). Armistice au popt de Grenolle: 19 b. Ged Marlon: 20 h 30. Demain, farrête!: 22 h 15. TEISTAN-BERNARD (45-22-08-40). Rifilein dans les labours : 16 h et 21 h. > from dam les habours: 16 h et 21 h. P Dom. Toi et moi... et Paris: 15 h. VALHUBERT (FHÉATRE) (4584-30-60). Un pied dans le crime: 15 h et 20 h 30, dim. 15 h.

VARTÉTÉS (42-33-09-92). La Présidente : 17 à 30 et 21 h, dian 15 h.

A BOUT DE COLIRSE (A., v.o.): Lucernaire, 6 (45-44-57-34).

ACHIE EERIB (Sov., v.o.): Forum Orient Express, 1" (42-33-42-26); Casmos, 6 (45-44-28-80); Le Triomphe, 9 (45-62-45-76); 14 Juillet Bastille, 11" (43-57-90-81).

LES AILES DU DÉSIR (Fr.-All., v.o.): Saint-André-des-Arts II, 6 (43-26-80-25).

80-29). L'AMATEUR (Pol., v.o.): L'Entrepôt, 14 (45-43-41-63). AUX FRONTIÈRES DE L'AUBÉ (°) (A., v.f.): UGC Montparansse, 6 (45-74-94-94).

74-94-94).

BAGDAD CAFÉ (A., v.o.): 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83); Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08); UGC Opéra, 9 (45-49-5-40); Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40); Convention Salm-Charles, 15 (45-79-33-00); v.f.: Fauverte, 13 (43-31-36-86); Images, 18 (45-22-47-94).

Les exclusivités

cinéma

LA LECTRUCE (Fr.): Elyades Lincoln, 8-(43-59-36-14); Sept Parhassiens, 14-(43-20-32-20).

(43-20-32-20).

LA LUMIÈRE DU LAC (Fr.-It.): UGC Montparmase, 6 (45-74-94-94); UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40).

LA MAIN DROITE DU DIABLE (A. v.o.): Gaumont Les Halles, 1e (40-26-12-12); UGC Odéon, 6 (42-25-I0-30); Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08); UGC Biarritz, B (45-62-20-40); Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40); Convention Saint-Charles, 19 (45-79-33-00); vf.: Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31); UGC Gobelius, 19 (43-36-

LES MODERNES (A., v.o.) : Lucernaire, 6' (45-44-57-34).
MORT A L'ARRIVÉE (A., v.o.): Forusa
Orient Express, 1" (42-31-42-26); 14
Iniliet Odéon, 6' (43-25-59-83): Pathé
Marignan-Concorde, 8' (43-59-92-82);
v.f.: Pathé Français, 9' (47-70-33-88);
Miramar, 14' (43-20-89-52).

Fanvette, 13' (43-31-36-36); Images, 18' (45-22-47-94).

LE CHEMIN DU SERPENT' (Su., v.o.): Epéc de Rois, 9' (43-37-57-47).

CHUCK BEPERY, HAIL HAIL ROCK'N ROLL (A., v.o.): Ciné Beanbourg, 3' (42-71-52-36).

CROCODILE DUNDEE II (A., v.f.): Rex, 2' (42-36-83-93); UGC Montournesse, 6' (45-74-94-94); George V. 8' (45-62-41-46); Paramount Opéra, 9' (47-42-56-31); UGC Gobelina, 13' (43-36-23-44); Pathé Montparnasse, 14' (43-20-12-06); Convention Saint-Charles, 15' (45-79-33-00); Pathé Clichy, 18' (45-22-46-01).

DANS LES TÉNÉBRES (Esp., v.o.): Gaumont Les Halles, 1'' (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2' (47-42-60-33); Utopia Champollion, 5' (43-26-84-65); Gantout Parnasse, 14' (43-35-30-40).

DEAR AMERSCA (A., v.o.): Forum Arocard Les grands maîtres du Musée

inone Parinesse, 14 (43-35-30-40).

OEAR AMERICA (A., v.o.): Forum Arcen-Cici, 10 (42-97-53-74); Le Saint-Germais-des-Prés, Salle G. de Beaure-gard, 6 (42-22-87-23); George V. 5 (45-62-41-46); Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82); Sept Parinessiens, 14 (43-20-32-20); v.f.: Pathé Impérial, 2 (47-62-72-52); Pathé Montparasse, 14 (43-20-12-06). (V. de Langlade). LE DERNIER EMPEREUR (Brit-IL, v.f.): Pathé Français, 9 (47-70-33-88).

v.i.): Faine Français, 7 (41-1035-88).

LA DERNIÈRE TENTATION BU
CHRIST (A. v.o.): Saint-Germain Stadio, 5 (46-33-63-20).

DUNIA (Burkins-Faso, v.o.): Utopia
Champolico, 5 (43-26-84-65). DUO A TROIS (A., v.o.): Pathé Marignan-Concorde, & (43-59-92-82):

EMMANUELLE 6 (**) (Fr.): George V, 9 (45-62-41-46). 14 h 30, devant les grilles (M. Pobyer). v, 3° (45-62-41-46).

EPIDEMEC (Dan., v.o.): 14 fmilet Parnames, 8° (43-26-58-00); Studio 43, 9° (47-70-63-40).

LETUDIANTE (Fr.): George V, 8° (45-62-41-46); Les Montparnos, 14° (43-27-52-37). IV (E. Romann).

\$337).

LE FESTIN DE BABETTE (Dan., v.o.):

14 Juillet Pariesse, 6* (43-26-58-00).

GOOD MORNING VIETNAM (A.,
v.o.): Cinoches, 6* (46-33-10-82);

George V, 8* (45-62-41-46).

George V. (43-0-3-4-0).

LE CRAND BLEU (Fr. v.o.): Publica
Champs-Elysées, 9 (47-20-76-23); v.f.:
Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33); Fauvette, 13 (43-31-56-86); Les Montparnos, 14 (43-27-52-37).

RAMLET GES BUSINESS (Fin. v.o.):
Reflet Logos II, 9 (43-54-42-34).

(INÉRAIRE D'UN ENFANT GATÉ (Fr.): Forum Horizon, 1st (45-08-57-57): Ret. 2t (42-36-83-93): UGC Odéon, 6t (42-25-10-30): Gaumont Ambassade, 8t (43-59-19-08): George V. 8t (45-62-41-46): Saint-Lazare-Pasquier, 8t (43-87-35-43): Pathé Francais, 9t (47-70-33-88); Les Nauon, 12t (43-43-04-67): UGC Lyon Bastille, 12t (43-40-19-90): Fauvetts, 13t (43-31-56-86): Gaumont Alésia, 14t (43-27-84-50): Miramar, 14t (43-20-19-06): 14t Juillet Beaugrenelle, 15t (45-75-19-79): Gaumont Convention, 15t (48-24-27): UGC Maillot, 17t (47-48-06-06): Pathé Wopler, 18t (45-22-46-01): Trois Secrétan, 19t (42-06-79-79): Le Gambetta, 20t (46-36-10-96).

42-56-31); UGC Gobelius, 13* (43-36-23-44).

23-44).

LA MAISON DE JADE (Fr.): UGC Normandie, B (45-63-16-16).

MIDNIGHT RUN (A., v.o.): UGC Denton, 6 (42-25-10-30); UGC Biarritz, B (45-62-20-40): Sept Parnassiems, 14 (43-20-32-20): Convention Saint-Charles, 15 (45-79-33-00); v.f.: UGC Opéra, 9 (45-74-95-40).

Miramar, 14* (43-20-89-52).

NEUF SEMAINES ET DEMIE (*) (A., v.a.): Le Triomphe, 8* (45-62-45-76).

LA NUIT BENGALI (Fr., v.a.): Cinoches, 6* (46-33-10-82).

L'OURS (Fr.-All.): Forum Horizon, 1** (45-08-57-57); Gaumont Opéra, 2* (47-42-60-33); 14 Juillet Odéon, 6* (43-25-59-83); Gaumont Ambassade, 8* (43-59-19-08); Max Linder Panorama, 9* (48-24-88-88); Les Nation, 12* (43-43-01-59); Fauvette Sts., 13* (43-31-60-74); Gaumont Alfesia, 14* (43-37-84-50); Gaumont Alfesia, 14* (43-27-84-50); Gaumont Alfesia, 14* (43-27-84-50); Gaumont Convention, 15* (48-28-42-27); Kinopanorama, 15* (43-06-50-50); UGC Maillot, 17* (47-48-06-06); Pathé Clichy, 18* (45-22-46-01); Le Gambetta, 20* (46-36-10-96).

10-96).

LE PALANQUIN DES LARMES (Fr-Can.-Chin., v.o.): Forum Orient Express, 1* (42-33-42-26); Pathé Hautefenille, 6* (46-33-79-38); Pathé Marignan-Concorde, 8* (43-59-92-82); v.f.: Rex., 2* (42-36-83-93); Saint-Lazare-Pasquier, 8* (43-87-35-43); Pathé Français, 9* (47-70-33-88): UGC Lyon-Bastille, 12* (43-43-01-59); Pauvette, 13* (43-31-55-86); Mistral, 14* (43-30-12-06); UGC Convention, 15* (45-74-93-40); Pathé Clichy, 18* (45-24-601); Trois Secrétan, 19* (42-06-79-79); Le Gambetta, 20* (46-36-10-96).

PARIS EN VISITES

LUNDI 12 DÉCEMBRE

d'Orsay qui reposent au Père-Lachaise», 10 is 30, boulevard de Ménilmontant, face rue de la Roquette «Le Père-Lachaise à la carte»,

14 h 30; boulevard de Ménilmontant, face rue de la Roquette (V. de Lan--Picasso à l'hôtel Salé », 14 h 15,

5, ree de Thorigny (Approche de l'art). Les appartements d'Anne d'Autri-che au Louvre-, 14 h 30, sortie métro Louvre (1. Hauller). «Le Palais de justice en activité»,

«L'Arsenal de Sully», 14 h 30, métro Sully-Moriand, sortie boulevard Henri-«L'UNESCO», 14 h 30, 7, place Fontency (M. Hager).

«Les salons de l'Hôtel de Ville», 14 h 30, métro Hôtel-de-Ville, sortie rue Lobau (Connaissance d'ici et d'ail-

«Hôtels et jardins du Marais, place des Vosges», 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« La Sorbonne et le quartier de l'Université =, 15 heures, 47, rue des Ecoles (D. Bouchard). - L'Hôtel Lauzun -, 15 heures, 17,

quai d'Anjou (Arts conférences). L'architecte C. Perrault, auteur de la colonnade du Louvre, 15 heures, mairie, 1, place d'Italie (Paris et son histoire).

« Café Procope et ancienne Comédie-Française -, 16 heures, 13, rue de l'Ancienne-Comédie (Tourisme culturel).

CONFERENCES

3, rue Rousselet, 10 h 30 : - Art contemporain après 1945 : pop art et figuration narrative = : 14 h 30 : - L'Egypte au-delà du Nil : la Nuble = : 19 heures : - L'Egypte : dieux et tembles de sur lange (Arrus) ples égyptiens » (Arcus).

pies egyptiens » (Arcus).

9 bis, avenue d'lèna, 14 h 30 et
18 h 30; « Pègase à travers les siècles »,
par A. Guest-Papamanoli (Grèce profonde), 28, avenue George-V, 14 h 45;
« Inde, présence de l'art, regard de
l'homme », par F. Chappuis (L'àge d'or
de France).





Fédération française des Petits Chanteurs

NOTRE-DAME DE PARIS RASSEMBLEMENT

DES MAITRISES DE CATHEDRALES

LE DIMANCHE II DÉCEMBRE 1988

jeunes chanteront

161, Vepres

9 à 30, Laudes & Messe célébrée par Mr. le Cardinal LUSTIGER (Messe des anges de Jacques Challey) 14 h 30, Concert.

BÉRUCHET DIT LA BOULLE Film français de Bérachet : Studio Galande, 9 (43-54-72-71).

français de Bérachet: Studio Galande, 9 (43-54-72-71).

CAMILLE CLAUDEL. Film français de Bruno Nuytres: Gaumont Les Halles, 1* (40-26-12-12); Gaumont Les Halles, 1* (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2* (47-42-60-33); 14 Juillet Odéon, 6* (43-25-59-83); Bretagne, 6* (43-23-57-97); Publicis Sams-Germain, 6* (42-22-72-80); La Pagode, 7* (47-05-12-15); Gaumont Champs-Elysées, 8* (43-59-04-67); Publicis Champs-Elysées, 8* (47-20-76-23); 14 Juillet Bastille, 11* (43-57-90-81); Les Nation, 12* (43-43-94-67); USC Gobelius, 13* (47-07-28-04); USC Gobelius, 13* (43-36-23-44); Gaumont Alésia, 14* (43-27-84-50); 14 Juillet Beaugrapuelle, 15* (45-75-79-79); Gasmont Convention, 15* (48-28-42-27); UGC Maillot, 17* (47-48-06-06); Pathé Wepler, 18* (45-22-46-01).

LES FORMES DE L'AMOUR. Film allemand de Rudolf Thomé, vo.: Clury Palace, 9* (43-54-07-76).

KRYSAR, 1E JOUEUR DE FLUTE, Film tchèque de Jiri Bers: Utopin Champolion, 9* (43-26-84-65).

MANGECLOUSS. Film français de Moché Michard: Forum Hormon. 1*

26-84-65).

MANGECLOUS: Film français de Moshé Mizhari : Forum Horizon, 1º (45-04-57-57) ; Rex. 2º (42-36-83-93) : Pathé Hautefeuille, 6º (46-

LES FILMS NOUVEAUX

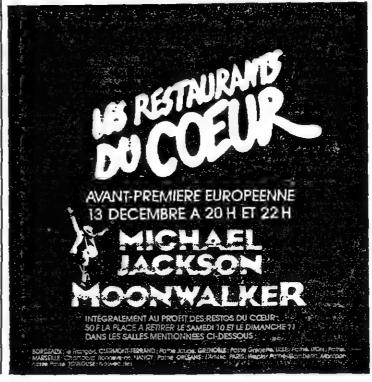
36-10-96).

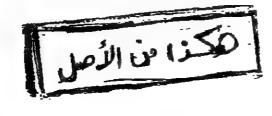
EE SUD. Film argentino-français de Feraxado Ezcquiel Solanas, v.o.: Forum Horizon, 1" (45-08-57-57); Pathé Impérial, 2' (47-42-72-52); Pathé Hautefeuille, 6' (46-33-79-38); Pathé Marignan-Concorde, 8' (43-59-92-82); La Bastille, 11' (43-54-07-76); Gasumont Alésia, 14' (43-27-84-50); Sept Parussiens, 14' (43-20-32-20); Bienventle Montparussee, 19' (45-44-25-02); Gaumont Convention, 15' (48-28-42-27).

TOM WAITS BIG TIME. Film amé-

43-21).

TOM WAITS RIG TIME. Film antiricain de Chris Blam, v.o.: Forum
Orient Express, 1" (42-33-43-26);
Action Christine, 6" (43-29-11-30);
La Basille, 11" (43-54-07-76); Sept
Paraussiens, 14" (43-20-32-20).





ÉTRANGER

1". - IRAN-IRAK : Les ministres des affaires étrangères irakien et iranien reprennent à Genève, sous l'égide de l'ONU. des pourparlers de paix, qui s'achèvent le 11 sans succès. Seul un accord est conclu sur le rapatriement des prisonniers malades et blesses, mais il n'est pas correctement appliqué (1e, 2, 3, 5, 8, 10, 15, 26 et 29).

1". - ISRAEL : Les élections législatives sont marquées par un progrès des partis religieux, qui remportent 18 (+ 6) des 120 sièges de la Knesset, et par une stagnation des deux grands partis qui participent depuis 1984 au gouvernement d'union natio-nale : le Likoud (droite) de M. Itzhak Shamir obtient 40 sièges (- 1), contre 39 (+ 1) au Parti travailliste de M. Shimon Pérès. M. Shamir, chargé le 14 par le président Herzog de former un gouvernement, engage de laborieuses consultations, tandis que, dans les territoires occupés, des affrontements quasi quotidiens continuent d'opposer l'armée à des Palestiniens (du 1^{er} au 9, 11. 15, 16, 17, 23, 24, 27-28 et 30/XI,

3. - ALGÉRIE : Lors du référendum proposant des amendements constitutionnels qui instituent la séparation des pouvoirs entre le chef de l'Etat et le chef du gouvernement, le - oui » recueille 92,27 %, avec un taux de participation de 83,08 %. C'est aussi un vote de confiance à l'égard du président Chadli et une approbation de son programme de réformes. M. Kasdi Merbah, nommé le 5 premier ministre, forme le 9 un gouvernement largement rénové. Les 27 et 28, le sixième congrès du FLN entérine un deuxième volet de réformes politiques, prévoyant une séparation du parti et de l'Etat, ainsi qu'une révision des statuts du parti. M. Chadli est désigné pour être le candidat unique à l'élection présidentielle du 22 décembre (du 2 au 8, 11, 13-14, 15, 18, 19, 22 et du 25 au 30).

3. - ÉTATS-UNIS M. Robert Maxwell, patron de presse britannique, réussit son OPA sur l'éditeur américain Macmillan après une longue bataille boursière (4, 5 et 6-7)

3. - MALDIVES: Une tentative de coup d'Etat échoue, après l'intervention de troupes indiennes appelées par les autorités maldiviennes (du 4 au 8).

3-4. - FRANCE-RFA: Le cinquante-deuxième sommet franco-allemand, réuni à Bonn, décide la création, le 1= janvier 1990, d'une chaîne de télévision culturelle commune, à laquelle pourront s'associer d'autres pays européens (du 4 au 7).

4. - AFGHANISTAN : Moscou annonce la suspension du retrait des troupes soviétiques et l'envoi d'une - relève - dotée d'armes plus perfectionnées afin d'obliger Washington à faire pression sur la résistance afghane pour qu'elle accepte de négocier (du 2 au 7, du 11 au 15, du 18 au 23 et du 29/XI au 2/XII).

7. - GRÈCE: La tension politique s'aggrave après la fuite à l'étranger du banquier Georges Koskotas, responsable d'un énorme scandale financier auquel seraient mēlés des membres du gouvernement et des dirigeants du Parti socialiste (2, 5, 9, 13-14, 17, 18 et 25/XI, 1º et 2/XII).

7-8. - CAMBODGE: La troisième rencontre en France entre le prince Sihanouk et M. Hun Sen, chef du gouvernement provietnamien, qui a lieu à Fère-en-Tardenois, près de Paris, ne permet aucun progres vers un accord politique entre Khmers (du 5 au

ÉTATS-UNIS : M. Georges Bush remporte l'élection présidentielle avec 54 % des voix, contre 46 % à M. Michael Dukakis. A l'inverse, le Parti démocrate conforte sa majorité au Congrès, avec 262 des 435 sièges à la Chambre des représentants et 55 des 100 sièges au Sénat. Dès le 9, M. Bush désigne M. James Baker, son directeur de campagne, pour être en janvier le nouveau secrétaire d'État, avant de nommer, les jours suivants, la plupart des principaux responsables de la future administration. Il rencontre, le 15, M. Helmut Kohl et, le 17, M= Margaret Thatcher, venus faire leurs adieux au président Reagan (du 3 au 5, du 8 au

11, 17, 19 et du 22 au 25). 9. - RFA: Daimler-Benz acquiert 30 % du capital du constructeur aéronautique MBB, partenaire ouest-allemand du consortium européen Airbus Industrie. Le gouvernement, qui a proposé cette restructuration, s'est engagé à supporter les risques liés à une éventuelle baisse du dollar (4, 8, 9, 10 et 19).

11. - COLOMBIE: Quarante trois habitants de Segovia, une ville du Nord-Ouest, sont massacrés par un groupe paramilitaire. Selon un bilan officiel publié le 20, plus de trois mille six cents onnes sont mortes en 1988 du fait de violences politiques ou d'affrontements liés au trafic de drogue (du 15 au 18, 23, 24 et 29).

11. - RFA: M. Philipp Jenninger, président du Bundestag, est acculé à la démission après le scandale provoqué par un discours ambigu qu'il avait pro-noncé, le 10, devant le Parlement pour le 50 anniversaire de la Nuit de cristal », et qui semblait justifier les persécutions contre les juifs. Me Rita Süssmuth, ministre de la santé, est élue le 25 à la présidence du Bundestag (6-7, du 10 au 21 et 26/XI, la/XII).

14. - UEO: L'Espagne et le Portugal adhèrent à l'Union de l'Europe occidentale, seul forum européen compétent en matière de défense (15 et 16).

15. - AFRIQUE AUSTRALE: Un accord de principe est conclu sur un retrait progressif des troupes cubaines d'Angola, préa-lable au processus d'indépen-dance de la Namibie, à l'issue d'une nouvelle réunion quadripartite (Afrique du Sud, Angola, Cuba, Etats-Unis) à Genève (2, 9, 13-14, 17, 18, 20-21, 22, 24 et

15. - BRÉSIL: Les élections municipales sont marquées par la défaite de nombreux candidats de la majorité et les nets progrès de la gauche: à Sao-Paulo, Mme Luiza Erundina, candidate du Parti des travailleurs (marxiste). est élue maire (15, 18 et 19). 15. - ESPACE: La navette

soviétique Bourane effectue sans équipage un premier vol de quel-ques heures (15, 16 et 23). 15. - PROCHE-ORIENT:

M. Yasser Arafat proclame la création d'un Etat indépendant « en Palestine », à l'issue des travaux du Conseil national palesti-nien (CNP), réuni à Alger depuis le 12. Le CNP, qui fait office de Parlement en exil, avait auparavant renoncé à la traditionnelle unanimité pour accepter, par 253 voix contre 46 et 10 abstentions, la résolution 242 du Conseil de sécurité comme . base d'une conférence internationale de paix . Malgré cette reconnaissance implicite d'Israel, les dirigeants israéliens dénoncent le double langage = utilisé par "double langage " utilise par l'OLP. Tandis qu'une cinquantaine de pays, dont l'Egypte, reconnaissent l'Etat palestinien, les Etats-Unis refusent, le 26, d'accorder un visa à M. Arafat, l'empêchant ainsi de venir à New-York s'adresser à l'Assemblée générale de l'ONU. Cette décision, prise par M. George Shuftz, secrétaire d'Etat, est critiquée par tous les pays sauf Israël (du 12 au 25 et du 29/XI au 2/XII).

16. - GRANDE-BRETAGNE: Les groupes allemand Siemens et britannique GEC lancent une OPA conjointe sur Plessey. numéro deux de l'électronique britannique (18 et 26).

16. - JAPON: M. Noboru Takeshita, premier ministre, remporte un important succès en faisant voter par la Chambre basse la réforme fiscale qui instaure une taxe à la consommation de 3 %

16. - PAKISTAN: Aux élections législatives, le Parti du peu-ple (PPP) de Mme Benazir Bhutto, fille de l'ancien premier ministre pendu en 1979, remporte 92 des 207 sièges à pourvoir, contre 54 à l'Alliance démocratique islamique (IDA) des parti-sans du général Zia, tué le 17 août dans l'explosion de son avion après onze ans de pouvoir absolu. Avant la fin du mois, Ma Bhutto parvient à s'assurer d'une majo-rité à l'Assemblée (15, 16, du 18 au 22 et 24).

16. - SOUDAN: Un accord en vue de mettre fin à la guerre civile dans le sud du pays est signé à Addis-Abeba par le colonel John Garang, chef des rebelles, et le Parti unioniste démocratique (PUD), l'une des principales formations de la coalition gouvernementale (18, 19, 22 et 23).

16. – URSS: Le Parlement estonien proclame la primanté de ses lois sur celles de l'Union soviétique. Moscou juge contraire à la Constitution fédérale cette décision, qui est annulée le 26 par le présidium du Soviet suprême. Mais ce n'est pas la seule réaction d'hostilité aux projets d'amendements à la Constitution, rendus publics le 22 octobre, qui ont été mal accueillis dans les pays baltes | Maitres anciens (Gallimard) et (Estonie, Lettonie, Lituanie), l'Italien Giovanni Macchia pour

Novembre 1988 dans le monde

Les chiffres entre parenthèses indiquent la date du numéro du Monde où est rapporté l'événer

par ÉDOUARD MASUREL -

ainsi qu'en Géorgie, ces Républiques craignant une limitation de leur souvenraineté. A partir du 19. l'effervescence nationaliste reprend aussi, à propos du Haut-Karabakh, en Azerbaïdjan et en Arménie : des affrontements inter-ethniques font officiellement vingt-huit morts, en particulier le 24 à Kirovabad (Azerbaidjan) où des Arméniens sont massacrés par des Azéris, avant de provoquer l'exode de milliers de réfugiés. Les amendements à la Constitution, qui visent à démocratiser les procédures électorales tout en instituant une présidence de l'Etat aux pouvoirs étendus, sont approuvés le 28 par le comité central et votés le l'édécembre, après quelques modifications, par le présidium du Soviet suprême, tandis que M. Gorbatchev promet un prochain élargissement des droits des Républiques fédérées (3, 6-7, du 13/XI au 3 et 6/XII).

17. - FINANCES MON-DIALES: De très fortes interventions des banques centrales de douze pays permettent d'interrompre la chute du dollar, tombé à 121 yens, 1,71 DM et 5,87 F. Après l'élection de M. Bush, les marchés financiers mettent en doute sa capacité de réduire sensiblement le déficit budgétaire américain, qui a atteint 155 mil-liards de dollars pour l'exercice 1988 achevé le 30 septembre (3,

6-7 et du 10 au 30). 17-19. – FRANCE-HONGRIE: M. Karoly Grosz, secrétaire général du PC hon-grois, se rend en visite officielle en

France (10 et du 17 au 21). 19. - YOUGOSLAVIE: Plus d'un million de Serbes se rassemblent à Belgrade pour soutenir la minorité serbe du Kosovo, alors que, dans cette province auto-nome de la République de Serbie, peuplée à 90 % d'Albanais, des manifestations nationalistes réunissent, du 17 au 21, des dizaines de milliers d'Albanais (4, 17, du 19 au 23, 25, 27-28 et 29).

20. - ARGENTINE: Mort de Christina Onassis, héritière du célèbre armateur grec Aristote Onassis (22 et 24).

21. - CANADA: Aux élections législatives, le Parti conservateur de M. Brian Mulroney, premier ministre depuis 1984, remporte 170 des 295 sièges de la Chambre des communes. L'accord de libreéchange avec les Etats-Unis, qui était au cœur du débat électoral, obtient une large approbation (5, 11, 13-14 et du 18 au 24).

23. - AFRIQUE DU SUD : Le président Botha décide de gracier les « six de Sharpeville », tous les recours judiciaires ayant été épuisés après le sursis à exécution obtenu le 17 mars. D'autre part, le gouvernement annonce, le 24, que Nelson Mandela, soigné pour tuberculose dans une clinique privée depuis la fin août, ne retournera pas en prison après sa conva-lescence (25 et 26).

10. - L'Académie française

11. - Mort de Jean Mistler, de

13. - Mort d'Antal Dorati,

14. - Erik Orsenna, pour

Exposition coloniale (Le

Seuil), obtient le prix Goncourt,

et René Depestre, pour Hadriana

dans tous mes rèves (Gallimard), le prix Renaudot (15).

17. - François-Olivier Rous-

scau, pour la Gare de Wannsee

(Grasset), reçoit le Grand Prix

du roman de l'Académie fran-

21. - Les prix Femina (romans

français et étranger) somt attri-

bués à Alexandre Jardin pour le

Zèbre (Gallimard) et à l'Israélien

Amos Oz pour la Boite noire

(Calmann-Lévy). Les prix

Médicis (romans français et

étranger, essai) récompensent

Christiane Rochefort pour la

Porte du fond (Grasset), l'Autri-

chien Thomas Bernhard pour les

Maitres anciens (Gallimard) et

çaise (19).

décerne le prix Paul-Morand à

Cioran, qui le refuse (12 et 18).

'Académie française (13-14).

chef d'orchestre hongrois (16).

CULTURE

23. - SUÈDE: Une vaste réforme fiscale est annoncée. A partir de 1991, neuf contribuables sur dix devraient être exonérés de l'impôt sur le revenu (25).

23-24. - FRANCE-ESPAGNE: M. Mitterrand affirme, à l'issue du sommet franco-espagnol de Montpellier, que la solidarité dans la lutte antiterroriste doit être « sans faille », alors qu'un attentat à l'explosif de l'ETA a fait deux morts, le 22, à Madrid, devant le siège de la garde civile (du 23 au 26).

24. – ALGÉRIE-ÉGYPTE: Les relations diplomatiques, rom-pues en 1979 après les accords de paix israélo-égyptien, sont rétablies (25 et 26).

- RÉPUBLIQUE D'IRLANDE: Le groupe français Pernod-Ricard remporte la bataille boursière qui l'opposait depuis trois mois au britannique Grand Metropolitan pour le contrôle du fabricant irlandais de whiskey Irish Distillers (4, 13-14, 18, 25 et 26).

25-26. - FRANCE-URSS: M. François Mitterrand se rend en Union soviétique. Il s'entretient à Moscou avec M. Mikhall Gorbatchev, avant d'assister, le 26, à Baikonour, au départ du vaisseau spatial Soyouz TM-7, emportant trois cosmonautes, dont le Français Jean-Loup Chrétien, vers la station orbitale Mir (5, 15, 20-21, 23 et du 25 au 30/XI, 2/XII).

28. - PÉTROLE: Les treize pays de l'OPEP, réunis à Vienne depuis le 21, retrouvent leur unité afin d'enrayer la chute des prix du pétrole. L'accord conclu prévoit réintégration de l'Irak, qui obtient le même quota que l'Iran, le maintien du prix de référence à 18 dollars le baril et le plafonnement de la production à 18,5 millions de barils par jour (3,18,22, 23, 24, 26, 29 et 30).

28-30. - FRANCE-TURQUIE: La visite officielle en France de M. Turgut Ozai, premier ministre turc, consacre le rapprochement entre Paris et Ankara amorcé en 1985 (9 et du 27/XI au 2/XII).

29-30. - BANGLADESH: Un cyclone tropical dévaste les côtes sud du pays, provoquant la mort de plusieurs milliers de personnes (14, 2 et 3/XII).

30. - ÉTATS-UNIS: La firme d'investissement KKR gagne la bataille boursière pour le rachat de RJR Nabisco. L'OPA de KKR atteint le montant record de 24,53 milliards de dollars (4, 5, 9, 19 et 22/XI, 2/XII).

30. - POLOGNE: M. Lech Walesa peut s'adresser à des mil-lions de téléspectateurs au cours d'un débat télévisé sans précédent, qui l'oppose à M. Alfred Miodowicz, président du syndicat officiel OPZZ (24 et 30/XI,

Paris en ruines (Flammarion)

21. - Le corps de Pauline

Lafont est retrouvé dans les Céveunes lozériennes. La jeune actrice serait morte des suites

d'une chute accidentelle le jour de

de Romilly et l'océanographe

Jacques-Yves Cousteau sont élus

hommage à Olivier Messiaen

pour son quatre-vingtième anni-versaire, l'Ensemble intercontem-

porain dirigé par Pierre Boulez interprète en création mondiale

Un vitrail et des oiseaux au Théa-

28. - Acrobate et jeune arle

quin, gouache peinte en 1905 par

Picasso, atteint à Londres

l'enchère de 227 millions de

francs, qui est un record pour une

œuvre du vinguième siècle. Elle

est achetée par Mitsukoshi, une

chaîne japonaise de grands maga-

pour les Derniers Jours de

Charles Baudelaire (Grasset),

obtient le prix Interallié (30).

29. - Bernard-Henri Lévy,

sins (9, 16, 17 et 30).

tre des Champs-Elysées (29).

24. - L'helléniste Jacqueline

26. - Lors d'un concert en

sa disparition, le ! l août (23).

à l'Académie française (26).

(22 et 23).

FRANCE

1". - Michel Platini remplace au poste de sélectionneur de l'équipe de France de football Henri Michel, après une série de mauvais résultats (3, 4, 5, 8, 19,

2. - Une offre publique d'achat sur le capital d'Epéda-Bertrand-Faure est déposée, avec le soutien des dirigeants de la firme et des constructeurs automobiles, pour contrer l'offre publique d'échange lancée le 30 septembre par Valeo (4, 5, 8 et 9). .

3. - M. Claude Evin rend public le pian gouvernemental de lutte contre le SIDA, qui prévoit une augmentation des crédits consacrés à la recherche et à l'éducation pour la santé. Il lance, le 18, une campagne de publicité pour l'utilisation des préservatifs (2, 4, 5, 8, 11, du 15 au 19 et du 22 au 25/XL, 1=, 2 et 3/XII).

 M. François Mitterrand appelle, dans une allocution télé-visée, à participer et à voter oui = au référendum sur la Nouvelle-Calédonie (5 et 6-7).

5. - Mort de Jean-Pierre Stirbois, secrétaire général du Front national, dans un accident de voiture (6-7, 11 et 24).

6. – Au référendum sur la Nouvelle-Calédonie, le « oui » l'emporte avec 79,99 % des suffrages exprimés, mais l'abstention atteint un aiveau record de 63.1 % et les votes blancs ou truis s'élèvent à 4,36 % des inscrits. En Nouvelle-Calédonie, où le « oui » recueille 57 % avec une participa-tion de 63,24 %, le « non » est majoritaire à Nouméa et dans cinq autres communes caldoches En application de cette loi référendaire, cinquante et un indépendantistes canaques sont libérés le 17, dont les vingt-six Mélanésiens impliqués dans l'affaire d'Ouvéa et détenus à Paris, ce qui suscite des protestations à droite (du 3 au 14, 16 et du 19 au 29).

7. - Neuf ouvriers sont thes en gare d'Ay (Marne) par l'express Luxembourg-Paris qui percute, après avoir été mai aiguillé, leur draisine, garée sur une voie de service. Deux agents de la SNCF sont inculpés le 9 d'homicides par

ence (qu & au II). 7. - M. Georges Pébereau affirme que son offensive sur la Société générale n'est « ni politi-que mi hostile », alors que les milieux financiers considèrent qu'elle a le soutien de M. Bérégovoy, favorable à la modification des « noyaux durs » dans le capital des privatisées. M. Pébereau annonce le 25 qu'il contrôle plus de 10 % de la Société générale (du 2 au 9, 12, 13-14 et à partir

du 17). 8. - Des concessions du g vernement permettent de déblo-quer les négociations salariales dans la fonction publique. Mais cet accord, signé le 17 par cinq fédérations de fonctionnaires, mais pas par la CGT ni par la CGC, est sans effet sur les conflits catégoriels qui se multiplient dans le secteur public. Aux PTT en particulier, les grèves d'employés des centres de tri et de chauffeurs de camions postaux se succèdent pendant tout le mois, perturbant gravement l'achemine ment du courrier et provoquant de vives protestations des usagers (à

partir du 2). 9. - La cérémonie de transfert au Panthéon des cendres de Jean Monnet, l'un des pères fondateurs de l'Europe, est présidée par M. François Mitterrand, en pré-sence de chefs d'Etat et de gou-versement de la CEE (du 8 au

10. - Le Sénat adopte le projet de loi sur l'audiovisuel, après l'avoir si profondément remanié que les socialistes votent contre (du 8 au 12, 22 et 23).

11. - Le prince Charles, en visite officielle en France depuis le 7, participe avec M. Mitterrand à l'arc de triomphe de l'Etoile aux cérémonies du soixante-dixième anniversaire de l'armistice (6-7 et

du 9 au 14). 12-13. – La convention nationale da PS, à Epinay, et la conférence nationale du PCF, à Nanterre, sont toutes deux consacrées à la préparation des élections municipales de mars 1989. Alors que les communistes demandent la reconduction des accords de 1983, les socialistes veulent tenir compte de l'évolution des rapports de forces entre les deux partis (5,9, 10, du 12 au 19, 23, 29 et 30).

17. - M. Michel Rocard, interrogé dans le Nouvel Observateur sur les revendications sociales. déclare que le gouvernement ne peut pas « distribuer de pouvoir d'achat au delà de ce que permet l'état actuel de l'économie ». annonçant la poursuite de « l'effort (...) pendant une quin-zaine de mois encore » (17 et

17. - M. Raymond Barre, présentant la Convention libérale européenne et sociale qu'il a créée, distingue la « social-démocratie » du « libéralisme social - dont il se réclame (9, 10, 18 et 19).

18. – M. Gilles Boulouque, juge d'instruction à Paris, est inculpé de violation du secret de Instruction, sur plainte d'un des inculpés pour les attentats terroristes de septembre 1986 à Paris. L'opposition s'indigne et attaque avec virulence, le 23, à l'Assem-blée nationale, M. Pierre Arpaillange, garde des sceaux. qui affirme avoir tout ignoré de cette inculpation (du 20 au 26).

18. - Un accord est conclu entre les groupes de presse Le Monde, Amaury et Hachette pour la constitution d'un pôle industriel d'impression (20-21).

19. – Le projet de budget pour 1989 est adopté en première lecture à l'Assemblée nationale grâce à l'abstention du PCF. Le gouvernement a pu faire voter les crédits des différents ministères en s'appuyant alternativement sur les centristes et sur les communistes (du 4 au 22).

19-20. - Le congrès du MRG. réuni à Versailles, élit à la prési-dence du parti M. Yvon Collin et M. Emile Zuccarelli pour lui suc-céder dans un an (20-21 et 22).

21. - Le groupe nationalisé Péchiney annonce une double opération : la construction, en coopération avec EDF, d'une giganesque usine d'aluminium à Dunkerque et l'achat aux Etats-Unis d'American National Can, qui le fait devenir le numéro un mondial de l'emballage (du 22 au 26).

24. - Le RPR accepte de lais-ser à l'UDF la tête d'une éventuelle liste commune pour les élections européennes de juin 1989. Au sein de l'UDF, des centristes se montrent partisans d'une liste autonome (10, 11, 16. 24, 26 et 29/XI, 3/XII). 25. - Le Conseil constitution-

nel achève l'examen du contentieux des législatives des 5 et 12 juin : les élections de sept députés ont été annuiées (10, 25 DL 2/-20).

25. - Le projet de loi reaforcant la lutte contre la fraude élec-torale est voté à l'unanimité en première lecture par les députés. M. Pierre Joxe a refusé l'examen aux élections municipales de Marseille. Déposé par M. Michel Pezet, tête de liste désigné par le PS pour ces municipales, cet amendement aurait défavorisé M. Robert Vigouroux, maire sortant PS, qui refuse de retirer sa candidature (9, 12, du 15 au 28 et-30).

25. - A l'issue du quarante et unième congrès confédéral de la unieme congres conjeuerai de la CFDT, réuni depuis le 22 à Strasbourg, M. Edmond Maire renonce au secrétariat général qu'il occupait depuis 1971, au profit de M. Jean Kaspar (6-7, 19 et du 23 àu 28/XI, 2/XII).

25. — M. Philippe Jaffré succède à la tête du Crédit agricole à M. Bernard Auberger, démis de

M. Bernard Auberger, démis de ses fonctions, le 8, par le conseil d'administration (8, 10, 12, 18, 19 et 26).

26. - M. François Léotard, devant le conseil national du Parti républicain qui l'élit président, dénonce les « comportements de classe » et propose un «libéralisme populaire > (27-28 et 29). 27. - M. Charles Pasqua,

invité du «Club de la presse» d'Europe 1, propose l'organisation de «primaires» au sein de la droite pour la prochaine élection présidentielle (29 et 30/XI. 1=/XII).

28. - Le trafic du RER à Paris est interrompu sur les lignes A et B à la suite d'une grève dans les ateliers d'entretien, lancée depuis le 14 par la CGT. Tandis que les perturbations s'étendent au métro et aux autobus, M. Delebarre dénonce un . chantage inaccepta-ble . et demande l'aide de camions militaires. Le 30. à l'Assemblée nationale, M. Rocard accuse le PCF de chercher à envenimer » l'agitation sociale à des fins politiques, avant de défi-nir les principes d'action du gou-vernement : « Responsabilité. dialogue et fermeté» (à partir du 20).

28. - En octobre, les prix ont augmenté de 0,2% et le com-merce extérieur a été déficitaire de 4 milliards de francs. Les chiffres du chômage ne sont pas publiés en raison des perturba-tions dans le courrier (19, 24 et 30/XI, 2/XII).

30. - La loi instituant le revenu minimum d'insertion (RMI) est définitivement adoptée par l'Assemblée nationale (du 3 au 7, 11, 12, 17 et 23/XI. 2/XII).

COMMERCE INTERNATIONAL

water.

Z . . Cakeri

Frie Diete -

10.319

Mary No.

W ...

with a

-

AL BANKSON

DEED STATE

- T-

ZW - '

Après l'échec des négociations de Montréal

L'Europe se console d'être restée soudée

Au lendemain de l'échec des négociations du GATT (Accord général sur le commerce et les tarifs douaniers) sur les questions agricoles, vendredi 9 décembre, M. Clayton Yeutter, chef de la délégation américain, a admis qu'une reprise de la «guerre des subventions» était possible, tant les Etats-Unis et la CEE out affiché sur ce terrrain des positions divergentes. M. Yentter a ajouté qu'il n'avait nullement « manvaise conscience », à propos de l'échec de Montréal, précisant que selon lui, « le pessimisme était beaucoup trop grand » à la fin de la conférence.

En France, si les responsables agricoles ont regretté l'échec, ils se sont, en revanche, félicités de la cohésion dont la CEE a fait preuve tout au long des discussions, même si la RFA a un moment montré «une petite faiblesse» pour les positions américaines, avant d'être ramenée à l'ordre communautaire... M. Jean Nestor, directeur de cabinet du ministre de l'agriculture, M. Henri Nailet a ainsi estimé que la CEE ne portait pas la responsabilité de l'échec des négociations sur les questions agricoles.

Ancien conseiller agricole de M. Jacques Delors et nouveau directeur du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA), M. Michel Jacquot a estimé que les États-Unis cherchaient à «lézarder l'édifice communautaire», même si, selon lui, la réduction des soutiens à l'agriculture était «inscrite dans l'his-

Pour la première fois, l'Europe est apparue soudée sur la scène internationale, a souligné de son côté le président de la Fédération nationale des syndicats d'exploltants agricoles (FNSEA), M. Raymond Lacombe, tandis que sou homologue du Centre national de jeunes agriculteurs (CNJA), M. Henri Jouve, précisait : « Les agriculteurs européens étnient tous derrière la CEE : c'est ça la leçon de Montréal. Si l'option zéro (suppression totale des subventions dans les dix ans) avait trouvé un écho auprès des représentants de la CEE, bon nombre d'agriculteurs auraient été laminés.

M. Delors veut recoller les morceaux du GATI

BRUXELLES Communautés européennes de notre correspondant

« On ne peut pas appeler cela un échec. » Visiblement, M. Jacques Delors voulait calmer le jeu après la bataille qui s'est déroulée entre la CEE et les Etats-Unis, à Montréal, au cours de la conférence ministé-rielle du GATT (Accord général sur les tarifs donaniers et le commerce), les tarifs donaniers et le commèrce), à propos des subventions agricoles accordées par le budget communautaire et fortement consestées par les Américains (le Monde du 10 décembre). D'autant que le président de la Communauté européenne était interrogé en présence de M. George Shultz, qui conduisait la délégation de Washington pour la traditionnelle rencontre annuelle avec la Commission.

M. Delors s'est montré délibérément prudent, diplomatie oblige, en faisant valoir qu'il a été convenu au Canada que les négociations se pour-suivraient jusqu'à la fin avril à Genève an niveau des hauts fonc-tionnaires. Le président de la Commission n'a guère poursuivi l'analyse en se liminant à rappeler qu'« il était difficile de comparer et d'apprécier les aides octroyées par les grands pays producteurs des l'Instant où elles ne prenaient jamais la même forme

- Tout cela demande du temps, a-t-il poursuivi, et il est normal que chacun défende ses intérêts. » M. Delors a tout de même souligné que le soutien à la politique agricole commune sera réduit de 20 % au terme de la période 1985-1990 et que les Etats-Unis devaient donc être convainces de la volonté de la Communauté d'éviter « une guerre commerciale à coups de subven-

Le secrétaire d'Etat américain s'est montré tout aussi diplomate.

A Montréal, onze sujets sur quinze ont fait l'objet d'un accord, a-t-il déclaré, mais il est vrai que la question agricole est, sans nui avoir vis-à-vis des Etats doute, un problème difficile et subventionnent massiven important. » Egalement interrogé exportations agricoles. »

AÉRONAUTIQUE

L'un des quatre vice-présidents du groupe Dassault-Breguet, M. Jacques Estèbe, vient de cesser

ses fonctions de chargé des affaires

industrielles, qui le plaçaient au deuxième rang de la hiérarchie de la

Officiellement, M. Estèbe,

soixante-trois ans, quitte le groupe aéronautique, où il œuvrait depuis bientôt quarante ans et où il était

devenu un familier de Marcel Das-

sault, en plein accord avec le fils de celui-ci, Serge, élu à la présidence

de la société après la mort de sou

fondateur. En réalité, il semble

qu'un différend ait opposé les deux bommes sur la conduite à tenir en

matière de politique sociale et de

gestion des effectifs, depuis

l'annonce, l'an dernier, d'un plan de redressement de la société.

Braxelles et Washington, M. Shultz a été cette fois plus direct: « Il n'y a pas de problème de santé en jeu, et, dans ces conditions, la CEE ne peut imposer sa législation. - Au 1º jan-vier, la réglementation européenne prévoit l'interdiction de la commercialisation des viandes bovines trai-tées aux hormones, qu'elles soient produites ou importées dans la Communauté. Or la loi américaine per-mei l'utilisation de substances hormonsles pour l'engraissement des beafs. Les producteurs des Etats-Unis ne souhaitent pas changer de pratique, m'se priver d'un marché qui représente des exportations d'un qui représente des exportations d'un montant de 150 millions de dollars per an (viande et abets).

MARCEL SCOTTO.

« II n'est pas question de renoncer à la PAC » selon M= Edith Cresson

L'échec des négociations du "L'échec des negociations au GATT vient de ce que le moment était mai choisi », nous a déclaré, le vendredi 9 décembre, M= Edith Cresson, ministre des affaires européennes. « Cette négociation s'est tenue avec une administration qui part, et la nouvelle n'est pas encore en fonction. Une telle situation pousse des positions maxima-listes. Ma Cresson a sjouté que l'échec de Montréal, s'il ne marque pas la fin du multilatéralisme, tendance s'affirme depuis les accords bilatéraux passés ces der-niers mois entre les Etats-Unis et le Canada et les Etats-Unis et le

Le ministre des affaires européennes a en outre indiqué qu'il n'était pes question de « renouver à la politique agricole commune ».
« La CEE n'a pas de complexe à avoir vis-à-vis des Etats-Unis, qui subventionnent massivement leurs

Le poste de vice-président laissé vacant par M. Estèbe n'a pas été pourvu, et il apparaît que le groupe sera animé, outre M. Serge Dassault, par les trois vice-présidents, MM. Clande Edeistenne (affaires

MM. Crance Eccenterine (arranes économiques et sociales), Bruno Revellin-Falcoz (technique, recher-che et coopération) et Hugues de l'Estoile (relations internationales).

En même temps que le départ de M. Estèbe, deux nominations de directeur général sont intervenues : M. Michel Herchain devient direc-

teur général industriel, chargé de la direction centrale des établissements

et de la direction générale des pro-grammes, et M. Jean-Yves Lazard, directeur général de la production. D'autre part, M. Pierre Bergougnan a été confirmé dans ses fonctions de

directeur général du personnel et des relations sociales au sein du

Un vice-président de Dassault-Breguet

cesse ses fonctions

SOCIAL

Les conflits dans les transports et les réactions de M. Michel Rocard

Le trafic du métro et du RER demeure chaotique

Pas de RER pendant le weekend; un mêtro presque normal à l'exception des lignes 1 (Vincennes-Neuilly) et 11 (Châtelet-Les Lilas) fermées au trafic ; un service de bus assuré à 95 % : la situation des transports parisiens était, dans la matinée du 10 décembre, aussi surprenante que la veille, où le RER fonctionnait en service minimum et où le métro connaissait des accès de faiblesse.

La semaine prochaine devrait comaître des évolutions favorables pour les usagers. Le retour à la normale pourrait être effectif dans les bus et se confirmer dans le RER. La ligne A (Saint-Germain-Marne-la-Vallée) fonctionnera, lundi 12 décembre, toute la journée mais

à la moitié de sa capacité normale : totalement et la ligne 2 (Nation-toutefois, l'interconnexion sera réta-blie avec la ligne SNCF Cergy-capacité. La circulation sur les blie avec la ligne SNCF Cergy-Nanterre. Sur la ligne B (Saint-Rémy-lès-Chevrouse-Gare du Nord), la direction de la RATP annonce également un trafic à 50 % sur l'ensemble de la journée, mais sans interconnexion avec la ligne SNCF Gare du Nord-Aéroport de Roissy-Charles-de-Gaulle. De même, la liaison Bourg-la-Reine-Robinson sera assurée par une

Si les personnels d'entretien continuent de se croiser les bras, les lignes 1 et 11 demeureront vides de toute rame, la ligne 4 (Orléans-Clignaucourt) pourrait s'arrêter mentations de 1 500 F par mois.

autres lignes devrait être peu pertur-

. A la SNCF, où la CGT a déposé un préavis de grève, du dimanche 11 décembre, à 20 heures, an mercredi 14, à 20 heures, la direction indique que le trafic ferro-viaire sera, le 12 décembre, normal sur l'ensemble du réseau, des incertitudes subsistant pour le 13 décem-

· Enfin, à Air France, les grèves tournantes se poursuivent dans les ateliers d'entretien d'Orly, de Roissy Bien que le mouvement, soutenu par la CGT, la CFDT et le SNMSAC (autonome), ne concerne que 30 % environ des effectifs, la direction doit annuler de plus en plus de vols en raison de l'immobilisation d'une dizaine d'appareils. Ainsi, un vol long-courrier a été supprimé, le 10 décembre, deux long-courriers et trois moyen-courriers, le 11 décembre. Le syndicat FO d'Air France proteste contre des incidents provo-qués, le 9 décembre, dans ses locaux d'Orly par des militants de la CGT. La direction a convoqué toutes les organisations syndicales pour les mettre en garde contre les agressions physiques dont font l'objet des non-grévistes.

Trente mois pour rénover le service public

(Suite de la première page.)

Le matériel, les équipements ne cont pas sculs en cause, mais aussi la façon dont chaque agent assure le service rendu à la collectivité.

Le problème est si profond et si ancien qu'il a fait pénétrer chez un certain nombre de Français le sentiment qu'on ne peut que désespérer de tout ce qui vient de l'Etat ou de ses satellites. Les espoirs, que nour-rissaient durant la guerre les hommes de la Résistance, d'une meilleure maîtrise de l'économie d'un secteur public modèle et performant, de la création d'un contremodèle face aux Etats-Unis fait de services collectifs accessibles à tous et relativement bon marché, sont maintenant bien lointains. On en retrouve sculement les échos assourdis dans les querelles idéologiques que se livrent régulièrement partisans et adversaires de la mainmise de l'Etat sur l'économie.

Mal payés et mal considérés, les ageats de l'Etat ont perdu leur lustre d'antan. Mai servis et parfois maitraités, les Français ont perdu leur foi dans la supériorité du public sur Arrivant au pouvoir en 1981, la

gauche avait bien senti le problème, mais l'avait probablement mal analysé. Si, pour les « politiques » d'alors, le projet de créer 210 000 emplois était d'abord une façon de faire reculer le chômage, beaucoup de socialistes pensaient sincèrement améliorer la qualité des grands ser-vices publics en multipliant les

L'échec fut patent parce que les administrations ne pouvaient assimiler en deux temps trois mouvements un brusque afflux de prétendants. Il fant beaucoup de temps pour former un bon agent de police, un bon maltre ou un bon contrôleur des impôts. Beaucoup de temps et d'expérience. Il y faut surtout un projet d'ensem-ble clair et précis, exigeant aussi. Tout cela est si vrai, mais fut tellement ignoré, qu'après les forts tents recrutes e (50 000) et en 1982 (40 000), le secteur public fut par la suite inca-pable d'absorber de nouveaux bataillons à la même cadence (12 000 seulement en 1983). Et ce fut un hant fonctionnaire socialiste, alors directeur du budget - M. Jean Choussat, - qui fit prendre conscience à la gauche au pouvoir que le nombre n'était pas synonyme d'amélioration de la qualité. Ce fut à l'initiative de ce même haut fonc-

tionnaire de gauche que s'amorça un mouvement de décrue : 700 créations d'emplois seulement en 1984, puis 4 200 suppressions en 1985, 7 000 en 1986, 15 000 en 1987, 7 800 en 1988.

On en est là maintenant avec une fonction publique d'un peu plus de deux millions de personnes qui se retrouve à 60 000 agents près au même niveau qu'en 1980.

Quand on a dit que le grand nom-bre n'était pas la clef d'un renou-veau du service public, on n's pas tout dit. L'idée que les critères de productivité à l'honneur dans le sec-teur privé pouvaient être repris et servir de guide au secteur public fut dans le même temps timidement avancée. On en trouve la trace dans quelques discours de ministres, lors de la présentation du budget de l'Etat à l'Assemblée nationale. Rien de plus. C'est qu'à partir de 1982-1983, la France se lança dans une aventure sans précédent depuis la fin des années 40 de blocage du pouvoir d'achat des salaires, l'Etat étant appelé à donner l'exemple de la rigueur au secteur privé.

Une évolution Cet effort salarial, auquel on a

donné des noms divers selon les années et les gouvernements -rigueur ou austérité, - aura été la grande aventure du pays depuis six ans. Il aura porté d'indéniables fruits, et d'abord la consolidation de la désinflation, la réduction du déficit des comptes publics et, par contrecoup, l'amélioration de la compétitivité de nos prix à l'étranger. Mais cet effort aura eu pour inconvénient d'éclipser, de brouiller beaucoup d'autres débats essentiels pour le secteur public : celui, notamment, d'une nécessaire amélioration de la productivité, c'est-à-dire la possibilité de faire mieux avec moins d'agents grâce, en particulier, à l'introduction de l'informatique et à une meilleure formatio hommes. En se prolongeant de façon trop frustre, la rigueur salariale déhonche maintenant sur de graves inconvénients : parce qu'ils sont trop mal payés, les scientifiques et les matheux se désintéressent de l'enseignement et se dirigent ves le privé; on doit actuellement recruter les infirmières à des niveaux de qualification insuffisants, cela pour boucher des trous de plus en plus nom-

Il est impossible de dire maintenant où est la cause et où est l'effet de la crise du secteur public. Mais ce qui est sûr, c'est que cette crise se nourrit autant d'un sentiment d'insatisfaction de l'opinion publique que d'une rancœur à l'égard de salaires, dans l'ensemble trop bas pour don-ner aux agents de l'État l'impression d'être considérés.

Sous l'effet des grèves, les esprits semblent maintenant évoluer rapidement. L'idée que la rigueur salariale n'est pas une fin en soi et doit être relayée par des perspectives plus entraînantes fait son chemin. En 1961, M. Michel Debré, alors premier ministre, avait écrit une lettre au président du patronat, dans laquelle il indiquait que les augmen-tations de salaires devaient être accordées en fonction des progrès de la productivité. Cette lettre avait été très mal reçue, notamment par les syndicats qui, sous couvert de non-intervention du gouvernement dans la détermination des rémunérations privées, trouvaient que le principe était beaucoup trop sévère et limi-tait par trop l'amélioration du pou-

C'est pourtant M. Debré qui avait raison: vingt-sept ans plus tard, ce principe apparaît si bon et si raisonnable qu'on regrette de ne pas l'avoir toujours appliqué. Surtout, il reste l'un des seuls guides sérieux permettant de sortir de la rigueur salariale sans danger pour les grands équilibres, en apportant aux fonctionnaires comme aux usagers de solides raisons d'espérer en un avenir meilleur.

L'informatisation va permettre des gains de productivité très importants: des tâches répétitives sans intérêt - d'écriture notamment vont être supprimées. Des postes vont disparaître au bénéfice de fonctions plus intéressantes et souvent plus sensibles au public. Dans les services fiscaux (quatre-vingtcinq mille agents), les trois quarts des encaissements de TVA sont maintenant informatisés au niveau s'équipent eux aussi rapidement et des maintenant la moitié des changements de propriétés sont enregistrés de la sorte. En 1990, la totalité des mutations sera prise en compte par l'informatique. Les gains de productivité à atten-

dre de cette modernisation sont considérables : au moins 20 % à 25 %, peut-être plus. Mais le pro-blème essentiel – et le plus dissi-

cile - sera de déterminer si l'Etat réduit à due proportion le nombre de ses agents ou s'il choisit de les affec-ter à d'autres tâches, très proches du public. L'expérience américaine est de ce point de vue intéressante : le lax payer service - a récemment recruté de nouveaux fonctionnaires à la demande du Congrès - pour rétablir des liens trop distendus avec les contribuables. Le fait est assez significatif pour être souligné dans un pays qui a beaucoup consacré à l'informatisation. L'échec - humain - de la RATP au fur et à mesure de sa modernisation technique est un autre exemple, plein

Des obstacles innombrables

Sommes-nous à la veille d'un renouveau de la fonction publique comme nous l'annonce M. Rocard? L'attente est si grande, la prise de conscience si nette maintenant qu'on peut l'espérer, sinon y croire absolu-ment. C'est en tout cas sur ce thème que le premier ministre s'apprête à terminer l'année.

Au cours d'une émission télévisée, le 18 décembre, le premier ministre saire d'améliorer rapidement les choses, en reprenant complètement les problèmes à la base, c'est-à-dire en complétant ce que les seuls progrès de la productivité pourront fournir : formation des hommes, meilleure gestion de leur travail. Les obstacles que va rencontrer

M. Rocard seront innombrables Mais son expérience de la gestion locale lui a montré que là – et là surtout - se trouvaient les véritables problèmes d'une société industrielle et urbaine en train de s'étouffer dans des habitudes que rejettent les besoins de la population et les attentes de chacun.

L'idée, bien plus répandue qu'on ne le croit, selon laquelle les fonctionnaires et les agents des services publics sont bien assez payes pour ce qu'ils font est une très, très mauvaise réponse au problème. Les risques de paupérisation de l'Etat, dont parlait M. Rocard récemment, viennent d'abord de là. Moins d'agents de l'Etat, mais mieux payes, disait récemment M. Bérégovoy. Movennant une qualité de service et un temps de travail plus long, aurait-il pu ajouter.

ALAIN VERNHOLES.

Un plan en trois étapes

Le plan Rocard se déroule en des propositions de toutes les

1) Méthodes nouvelles de destion des hommes, avec application immédiate. -Tous les directeurs et responsables d'un certain niveau de service public bénéficieront de stages de formation des

hommes, de management, Les choix at nominations se feront de plus en plus sur la capacité à diriger les hommes. Les carrières seront plus mobiles, alternant les périodes d'action (commandement et gestion) et de réflexion (études, recyclages). Ce qui permettre notamment aux agents de tel ou tel corps de passer dans d'autres corps (un instituteur pourra plus facilement devenir inspecteur des impôts s'il le désire, par exam-

2) Négociations. - Les négociations avec les syndicats et les intéressés seront la base

réformes envisagées : formation, ouverture de services publics selon des horaires plus étalés, intéressement, garantie d'un service minimum, décentralisation des responsables, autonomie plus grande donnée aux échelons locaux pour la rémunération de leurs agents.

3) Multiplication des projets d'entreprise. - Chaque entreprise - à travers un projet devre annoncer un ensemble de valeurs communes dont l'objectif devra toujours être d'améliorer le service public. Les moyens mis en œuvre seront la concertation et la décentralisation des décisions à des échelons les plus proches possible de la base. Le système de primes sara renforcé ou introduit pour tenir compte des résultats personnels selon des critères claire-

Les syndicats d'enseignants s'interrogent sur l'application des projets du premier ministre

Effectifs trop lourds, redoublements trop nombreux, mauvaises conditions de travail : les syndicats d'enseignants ont décerné un 20/20 à M. Michel Rocard pour son analyse des problèmes du système scolaire. Ils n'auraient pas fait mieux. En revanche, ils étaient plus nuancés, vendredi 9 décembre, dans leurs réactions aux propositions du premier ministre (le Monde du 10 décembre).

La FEN a qualifié les dispositions annoncées à Limoges « comme de bounes bases de négociation », tout en soulignant que « certaines appro-ches demandent éclaircissements et

ches demandent éclaircissements et approfondissements.

La position du SNES, syndicat majoritaire dans le secondaire, se résume à un « oui, mais ». Pour cette organisation, la décision de réduire les effectifs des classes à trente-cinq élèves dans les cinq ans » implique qu'ils resteront proches de guarante pendant ces cinq ans ». de quarante pendant ces cinq ans ».

« Cela reflète une ambition limi-tée », ajoutent le Syndicat national des collèges (SNC) et le SGEN-

Les syndicats ont par ailleurs perçu comme un surcroft de travail

sation aux jeunes -, souligne le SNES, en rappelant ses propositions pour permetire le déroulement des examens pendant l'année sco-laire sans désorganiser le travail

Concernant l'aide individualisée aux élèves souhaitée par le premier ministre, le SNES estime que cela exige de réduire les effectifs, de rétablir les travaux dirigés en petits groupes, de donner du temps aux enseignants pour s'occuper de cha-

Par conséquent, l'effort budgé-taire annoncé (4 milliards de francs par an jusqu'en 1993), - s'il est loin d'être négligeable, demeure notoirement insuffisant ., conclut le SNES. Comme les autres organisa-tions syndicales, il artend les intentions gouvernementales au tournant des négociations sur la revalorisation prévue en décembre et reportées

هكذا من الأصل



Revue des valeurs

BOURSE DE PARIS

PRÈS avoir passé une semaine à faire du sur-place, la Bourse de Paris a, ces derniers jours, la bourse de l'aris a. Laborieusement repris son avance. Laborieusement est bien le mot. Bien qu'en légère augmentation, l'activité s'est en effet maintenne à un niveau relativement bas avec moins de 1,4 milliard de francs de transactions journalières, une situation beaucoup plus propice à l'effritement, que favorable à la naissance d'un véritable

monvement de reprise.

La semaine n'avait déjà pas très bien commencé.

L'accueil très sceptique fait par Wall Street, le vendredi
précédent, à l'angmentation des chiffres de l'emploi aux
Etats-Unis n'avait pas fait bonne impression de ce côté de
l'Atlantique. Lundi, à mi-séance, le marché accusait un
point de baisse. Par la suite, il devait se rattraper un peu
et, à la clôture, réduisait l'écart de moitié environ

(m. 0.27 %). La même grisaille fut an rendez-vous de la (- 0.22 %). La même grisaille fut au rendez-vous de la journée du lendemain, qui, tout de même, s'acheva dans les jouroée du lendemain, qui, tout de même, s'acheva dans les dernières minutes sur une légère avance des cours (+0,55%). Mercredi, la Bourse se raffermissait plus franchement. Mais ce n'était pas de son fait. Des rumeurs circulant à New-York lui étaient parvennes sur une proposition de désarmement unilatéral que M. Gorbatchev, le numéro un soviétique, pourrait être amené à faire à l'ONU. La nouvelle promettait d'être encourageante dans la mesure où elle appelait plus ou moins une réduction des dépenses militaires américaines, donc du déficit budgétaire des Etats-Unis. L'effet Gorbatchev dopa donc les places financières, jusqu'à confirmation de l'information, qui tomba à plat. Phénomène du fait accompli?

En tout cas, à l'exemple de toutes les autres places.

En tout cas, à l'exemple de toutes les autres places, Paris se remit à piétiner, conservant tout juste la tête hors de l'eau (+0,08%). La séance de vendredi fut à peine moins ennuyeuse avec, certes, un bonus de 0,53 %, mais dont l'essentiel fut acquis en fin de journée sur des achats de «privatisées». D'une semaine à l'autre, les divers indices ont progressé de façon assez significative (1,4% environ). Mais toujours avec très peu d'affaires.

La trêve des confiseurs aurait-elle commencé avec quinze jours d'avance sur le calendrier? Bien des professionnels se le demandaient.

A dire vrai, il s'agissait plus là d'un constat que d'une véritable interrogation. Tout le monde reconnaissait le fait, mais ne s'en plaignait pas. Quelques-uns disaient avoir largement de quoi s'occuper. Ils n'étaient pas légion. A y regarder de plus près, tout s'est passé ces derniers jours comme si la Bourse voulait prendre ses marques en vue

Frémissements

d'une prochaine reprise... de Noël? Trop tôt peut-être. Le fait est que la situation s'y prête. Tous les avis recueillis dans les milieux financiers français, et surtout étrangers. cans les muleux imanciers trançais, et surtout etrangers, sur le marché parisien vont dans le même sens. L'année 1989 sera, paraît-il, un excellent cru. Les experts de la Safé-Société d'analyses financières européennes (groupe Paribas) sont par exemple super optimistes. Leurs collègnes de la banque d'affaires new-yorkaise Shearson Lehman Hutton confirment, eux, le regain d'intérêt des investisseurs amáricaine nour le Rourse de Paris à investisseurs américains pour la Bourse de Paris à l'approche de l'ouverture des frontières intra-communautaires le 1ª janvier 1993.

En résumé, tout le monde parie sur la poursuite d'une eroissance, certes ralentie, mais somme toute très convenable. Les sociétés de Bourse sont du reste nombreuses à accorder leur confiance au marché. Chez Cheuvreux de Virieu, M. Ralph Kanza affirme qu'il « présente un attrait nettement supérieur à la moveme ». Son de cloche à peu près identique chez Tuffier-Ravier-Py, dont les spécialistes sont « favorables au marché dans une optique 3-6 mois », en raison des prévisions de croissance

Quels freins agissent donc pour empêcher une hausse de vraiment se développer ?

Les conflits sociaux sont l'un d'entre eux. Ils out incité à une très grande prudence en raison de la menace qui pesait sur la tête du premier ministre.

Mais à Paris comme ailleurs, l'on attend avec impatience l'entrée en fonctions, le 20 janvier prochain, du nouveau président des États-Unis, M. George Bush. Aucune grande décision monétaire ne pourra intervenir avant. Les grandes stratégies de placements ne seront donc arrêtées qu'après.

Dans l'intervalle, la publication, le 14 de chaque mois, des résultats du commerce extérieur américain constitue autant d'obstacles aux velléités d'achats. Les chiffres pour le mois d'octobre seront rendus publics mercredi prochain. Les précédents avaient été décevants. D'après les augures, le déficit devrait cette fois revenir aux aleutours de 9 milliards de dollars (10.46 milliards pour septembre). Mais une nouvelle découvenue est toujours possible. Alors,

Semaine du 5 au 9 décembre

Enfin, il existe un facteur de caractère purement français, qui pousse les opérateurs à mettre la pédale donce. Prolongés d'un an, les CEA (comptes d'épargne action) achèvent leur carrière le 31 décembre prochais. Tous les possesseurs de comptes ne les liquideront pas. Mais les estimations prudentes font tout de même état de remboursements, dont les montants s'échelonneraient entre 12 et 30 milliards de francs. En vue de faire face, les établissements bancaires conservent les sommes établissements bancaires conservent les sommes nécessaires en liquide. Momentanément gelés, ces capitaux ne peuvent venir s'investir sur le marché. Autant de raisons qui expliquent pourquoi la Bourse semble indécise sur l'attitude à adopter. D'autant qu'elle vient de mouter de 52 % pendant les dix derniers mois, ce qui constitue un véritable exploit après la plus grande crise financière de tous les temps. Consolidation oblige. Et puis la barre des 400 points de l'indice CAC (base 190 : 31 décembre 1981) constitue un semil de récietament nbre 1981) constitue un seuil de résistance

En définitive, Il faudrait pen de chose pour déclencher En cermure, il laugrait pen de chose pour déclencher me reprise. Personne ne sait au juste d'où viendra l'encouragement à monter. Une chose est certaine : à la veille du week-end, l'annonce de la mise en chantier d'un projet de loi concocté par M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget, pour rendre la liberté aux actionnaires des noyaux durs, a sérieusement alimenté la spéculation sur les privatisées (CCF, Suez, Parihas, Société générale) et les valeurs de prestige en général. Serait-ce un signe? général. Serait-ce un signe ?

Des événements de la semaine l'on retiendra Pentrée de Des événements de la semaine l'on retiendra l'entrée de nouvelles firmes étrangères dans le capital de sociétés de Bourse. Il s'agit de NatWest, qui va racheter la totalité des actions de Sellier et de Nomura, le géant japonais, qui prend 3 % de François — Dufour Kervern. Il portera sa participation à 10 % en 1989. D'autre part, le CCF a commencé à distribuer, vendredi 9 décembre, des actions gratuites à ses actionnaires (1 pour 10).

L'action CSF, enfin, a été très recherchée. Pour cause: le groupe sera le chef de file des entreprises chargées de réaliser le radar destiné à équiper l'avion Rafale. Par-dessus le marché, CSF a reçu une commande de 2 milliards de francs de l'armée américaine pour la troisième tranche du fameux réseau radiotéléphonique « RITA ».

Alimentation

ANDRÉ DESSOT.

9-12-88

Bâtiment, travaux publics Valeurs diverses 9-12-88 Diff. 9-12-88 Diff. Auxil d'entr. onygues 560 iments Français ... 1 165 ie Dumez GTM J. Lefebyre 2 076 734 817 CGIP 1 291 Club Méditerranée 522 Essilor 3 598 Europe 1 637 Mines, caoutchouc, 129 540 765 1 249 9-12-88 Diff. 448 + 279 -171 -85,25 -45,40 --2,29 -Métallurgie Mines d'or, diamants

Alspi	325,30 660	1	13,80	Mines d'or, die	unants		
De Dietrich	1 601 1 085	÷	15 19		9-12-88		Diff.
Fives Li Marine Wendel Penhoët	151 371 383.90	Ŧ	5.90 2.10	Angold	101 425,30	=	0,10 0,70
Pengeot SA		I–	18 110	Buf. Gold M. De Beers Drief. Cous.	81,30 65,40 53,35	Ε	1,20 1,40 0,95
Saulnes-Châtillon Strafor	270 782	=	6,10 11	Gencor	97,50 134 37	- ÷	0,20 5,50 0,95
Valeo	580 239	‡	2	Harmony Randfomein	427	+	15
Pétroles				Saint-Helens Western Deep	47,50 172,10	Ξ	0,50 2,90
		-		Denduite chimi			

		Western Deep	172,10	- 2,90
9-12-88	Diff.	Produits chim	iques	
353	- 2		9-12-88	Diff.
263	+ 7.90			+ 30
73,20	+ 0.50	Roussel Uc	1 250	+ 3
69,90	- 1,90	Bayer	1 032	+ 21 + 22
295	- 0,10	Imp. Chemic,	105,80	
	353 299 263 2 170 73,20 671 69,90 678 295	353 - 2 259 + 17 263 + 7,96 2 170 + 77 73,20 + 0,90 671 - 21 69,90 - 1,90 678 + 8 295 - 0,18	9-12-88 Diff. Produits chimi 353 - 2 299 + 17 263 + 7,96 Inst. Méricaux	353 - 2 299 + 17 263 + 7,96 Inst. Méricux 5 260 2 170 + 77 Inst. Méricux 5 260 73,20 + 0,90 Roussel Uc 1 250 671 - 21 BASF 958 69,90 - 1,90 Bayer 1 032 678 + 8 Hoechst 1 042 295 - 0,16 Imp. Chemic 105,30

	MA	TIF				
nel 10 % Cotar	tion en p	ourcentage	du 9 déc	embr	e 19	88

COURS	ÉCHÉANCES					
COURS	Déc. 88	Mars 89	Juin 89	Sept. 89		
Premier	_	-	-	_		
+ haut	106,90	106,40	105,90	105,59		
+ bas	106,70	106,10	105.55	105,35		
Dernier	106,75	106,15	105,60	105,35		
Compensation	106,75	106,15	105,60	105,35		

_			
	Nombre	de contrat	s: 32 279,
_		_	

Notion

TE AOTIN	ME DES T	RANSAC	TIONS (er	milliers o	le francs
	5 déc.	6 déc.	7 déc.	8 déc.	9 déc.
RM	1 099 752	1415985	1 436 750	1 476 445	1 541 125
Comptant	(00/15)	0.001.045			0.7/0.070
R. et obl.	6904 171 197 420	8 001 865 147 923	9 111 724 147 985	10 074 621 174 353	8368970 170000
			-		
Total	8 201 343	9 565 773	10696459	11725419	10 080 095
INDICE	SOUOTID	IENS (INSI	EE base 100	31 décembe	re 1987)
Françaises.	135,3		136,5	137	
Étrangères.	115,3	116,1	117,5	117	-
5	SOCIÉTÉ	DES BOU	RSES FRA	NÇAISES	
			écembre 19		
Tendance .	150,2	151	152,1	152,2	152,9
	(bas	se 100, 31 d	écembre 198	31)	
Indice gén. İ	391,2	389,7	392,9	393,9	394,2
(base 1000, 31 décembre 1987)					
Indice CAC 40.	1 463,89	1 468,93	1 477,12	1 480,17	1 495,92
			1 décembre		
ladice OMF 50.	404,60	406,48	409,13	409,85	414,77

Valeurs à revenu fixe

	9-12-88	I	Diff.
PME 10.6 % 1976	103,45	1	0,06
8.80 % 1977	124,80	_	0.30
10 % 1978	103,26	_	0.22
9,80 % 1978	102,98	 	0,02
9 % 1979	101	-	0,20
10,80 % 1979	105,64	+	0,09
16,20 % 1982	108,14	_	0,96
16 % 1982	110,50	-	0,20
15,75 % 1982	105,48	_	0,12
CNE 3 %	3 470	-3	331
CNB bg. 5 000 F	162,75		0,01
CNB Parities 5 000 F	102,90		,
CNB Suez 5 000 F .	102,90	+	0,20
CNI 5 000 F	102,75	+	0,05

Matériel électrique services publics

Alestal Alestam CGE Crouzet Cene (ex-Signam) Genérale des Eaux IBM	715	+ 21 - 12,40 + 16,59 - 14,89 + 9 + 13
	1 486	+ 181
III	395	+ 6 + 5 - 5 + 14
Legrand	3 275	+ 5
Leroy-Somer	1 047	- 5
Lyonnaise des Eaux .	1 452	+ 14
Matra	237,10	+ 22,10
Merlin-Gérin	3 230	- 60
Moulinex	103.50	- 2
PM Labinal	828	- 1
Radiotechnique	6L3	- 27
Schlumberger	194.60	÷ 1,60
SEB	798	+ 16
Siemens	1 708	+ 30
Thomson-CSF	215.50	
	22000	

9-12-88 Diff.

Filatures, textiles, magasins

	9-12-88	Diff.
Agache (Fin.)	1740	- 60
BHV	479	- 16
CFAO	1 882	+ 28
Damart-Serviposte	3 298	+ 118
DMC	428.10	+ 13.19
Gaicries Lafayette	1 252	~ 30
La Redoute	3 200	÷ 30
Nouvelles Galeries	627	- 2
Printemps	587	+ 24
Rondier	192.10	- 1
SCOA	51.80	+ 0.10

Banques, assurances

	sociétés d'inve	stissem	ent
Diff.		9-12-88	Diff.
0,06 0,30 0,22 0,02 0,20 0,96 0,20 0,12 331 0,01 0,20 0,05	Bail Équipement Bancaire (Cie) Cetelem CFF CFI CFI CFI Chargeurs SA Enrafrance Hémin (La) Imm. Pl-Menceau Locafrance Locafrance Midl Midland Bank O F P Paris de résse Paris de résse Paris de résse Société générale Suez (Cie Fm.) UCB	294,10 500 616 872 466 1 150 572 320 427,50 857 188 1 450 415 1 139 585 606 184	- 4,9 + 46 - 24 - 7 - 19 + 12 - 16 + 27 - 28 - 4 + 27 + 27 + 21,55 - 11,55

MARCHÉ LIBI	RE DE	L'OR
	Cours 2 déc.	Cours 9 déc.
Or file (Idio en berre)	81 000	80 600
- (kilo en linget)	80 800	80 560
Pièce française (20 fr.)	470 380	472 400
e Pièce française (10 îr.) Pièce suisse (20 fr.)	489	496
Place latine (20 fr.)	465	467
o Pièce tuoisienes (20tr.)	465	470
Source	588	589
e Souverain Elizabeth II	693	693
Demi souverain	412	415
Plèce de 20 dollers	2 680	2 875
- 10 dollars	1 387	1 330
e - 5 dollers	780	785
- 50 pesos	3 000	3 050
e - 20 marks	588	590
= 10 floring	487	484

a Cas pièces d'or ne sont coties ar'à la

BONS DU TRÉSOR

Séance du 9-12-88					
Echémos	Phs hast	Phs bas	Cours conspen- sation	Variation (jour/veille) en pts	
Déc. 88	92,37	92,37	92,38	92,37	
Mars 89	-	-	92,38	-	
Jain 89	92,31	92,31	92,30	92,31	

	L	3-17-00		<i>,</i> ,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,
Béghin-Say Bongrain BSN Carrefour Carrefour Carrefour Carrefour Carrefour Carrefour Euromarché Guyenne et Ga Lesieur Moët-Hermese Nestlé Notide-Calry Perrod-Ricard Promodès St-Louis-Bouel Source Perrier	y	523 2 857 5 679 3 028 176,20 2 259 711 1 990 3 190 28 660 804 416,50	+	3 137 58 124 5,28 11 19 60 10 10 4 7,58 5
LES PLUS FORTES VARIATIONS DE COURS HEBDOMADAIRES (RM)				
Valeura	Hannie %			Baisse %
Intertechnique . Matra SFIM		Segon Eurotumel Sakigne	••••	- 65 - 65 - 6

Intertechnique .	+149	Segret	- 6,8			
Matra	+ 10,8	Eurotume!	- 6,6			
SFIM	+ 9,5	Subtigue	- 6			
CCF	+ 9,1	Imm. Moncests.	- 45			
BNP CI	+ 79	Sanines	- 43			
Crédit National	+ 7,8	Télémécanique	- 43			
CSF	+ 75	CSEE	- 41			
C= Bancaire	+ 7.3	SCREG	- 4,1			
CERUS	+ 7,2	BIS	- 34			
Esso	+ 7.2	Stife	- 3,4			
Polict	+ 71	BHY	- 32			
Crist. Lyon. cip	+ 7	Bouygues	- 3,1			
Epeda	+ 7	Cetelen	- 3,1			
i valeurs	VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT					
TO		ALL DAR JOS				

	-
1 363 034	798 423 836
188 029	229 003 282
984 493	201 667 533
408 186	191 825 287
3 872 374	176 990 838
45 638	162 311 030
396 234	156 883 582
559 644	154 361 277
321 165	148 002 165
94 366	127 582 650
42 444	124 990 502
407 136	123 257 100
219 677	116 820 629
	188 029 984 493 408 186 3 872 374 45 638 396 234 559 644 321 165 94 366 42 444 407 136

Première grande privatisation à la Bourse d'Amsterdam

La privatisation du groupe d'Etat néerlandais Dutch State Mines (DSM) aura lieu au début de l'année prochaine avec l'introduction des actions de l'entreprise à la Bourse d'Amsterdam le 24 janvier prochain. Le Sénat néerlandais a donné le coup d'envoi en ratifiant le 6 décembre demier le projet de loi approuvant cette opération, qui s'annonce être la plus importante jamais réalisée sur le marché des Pays-Bas. L'émission pourrait en effet atteindre 1,3 milliard de florins (environ 3,94 milliards de francs). Près d'un tiers du capital-actions sera mis à la disposition du public à un prix, espère-t-on, qui représenterait six ou sept fois les bénéfices de l'entreprise ramenés à une action. Dans ces conditions, le cours d'introduction serait fixé aux alentours de 110 florins par

Le 8 août dernier, DSM avait annoncé le meilleur résultat semestriel de son histoire avec un bénéfice net de 314 millions de florins (948,3 millions de francs) en progression de 27 % sur celui de la période correspondante de 1987. Le chiffre d'affaires s'était élevé à 5 milliards de florins (15,1 milliards de francs), en

usse de 12 %. Grâce à une excellente conjoncture, le groupe pense dégager pour l'exercice entier un résultat net de 520 millions de florins (1,57 millierd de francs) contre 442 millions l'année précédente (1 335 millions de francs).

DSM avait été fondé en 1901 pour gérer les réserves de char-bon néerlandaises. Le groupe a su se reconvertir avec succès après la fermeture des mines il y a quinze ans. Il continue de contrôler les activités de l'Etat dans le

gaz naturel, mais ces demières seront dissociées dans la privati-sation. Aujourd'hui DSM est devenu le seizième chimiste euro-péen avec des fabrications s'éten-dant des spécialités aux plastiques techniques et aux engrais (fitiale UKF), en passant par toute

la panoplie des commodités. Le ministre néerlandais de l'économie, M. Rudolf de Korte, a-confirmé devant la Chambre l'intention de son gouvernement de céder au secteur privé avant la fin de la légistature (mars 1990) un deuxième tiers de sa participation dans DSM.

En attendant, la première tranà un syndicat bancaire internatio-nal dirigé par l'AMRO Bank, qui organisera des présentations aux Pays-Bas, en RFA, en Belgique, en France, en Suisse et en Grande-Bretagne pour les investisseurs locaux.

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK Raffermissement.

Dopé par la hausse du dollar, la détente des taux obligataires et l'effet Gorbatchev, le marché américain s'est redressé cette semaine, et, malgré un certain retour à l'irrégularité à l'approche du week-end, il a monté d'environ 2,5 %. Le Dow Jones s'est établi, vendredi, à 2 143,49 (contre 2092,28 le lu décembre). le décembre).

L'annonce par quatre grandes compa-gaies (Dow Chemical, Pfizer, American Express, Sara Lee) de leur décision de réaménager leur capital pour se mettre à l'abri des OPA a également été un faca i aon des OPA a egatement eté un tac-teur d'encouragement. L'attentisme a prévalu en fin de semaine avant la pabli-cation, le 14 décembre, des résultats du commerce extérieur pour octobre.

	Cours 2 déc.	Cours 9 déc.
Alcoz	51 1/2 28 3/4	527/8 295/8
Boeing	623/8 273/4	62 3/4 27 5/8
Du Pont de Nemours	807/8	82.3/8
Eastman Kodak	447/8	453/4
Exxon	423/8 -513/4	44 5/8 52 1/4
General Electric	437/8	45 3/4
General Motors	831/2	86 1/2
Goodyear	47 3/4	47 5/8
IBM	119 1/8	120 3/8
ITT	51 44 1/4	51 45 5/8
Plizer	56	57 7/8
Schlamberger	32.3/4	33 1/4
Texaco	467/8	50 1/8
UAL Corp. (cz-Allegis) .	1073/4	107 3/4
Union Cartida	247/8	25.5/8
USX	271/2	28.3/4
Westinghouse'	51 1/8	52.7/8
Xerox Corp	54 3/4	57.1/2

LONDRES Moins 1 %

Encore une manvaise semaine pour le London Stock Exchange, la troisième consécutive avec encore 1 % de baisse

Les difficultés éprouvées par les entreprises exportairies avec une livre jugée trop forte, la crainte d'une nouvelle hausse des taux si la demande intérieure ne fléchissait pas, enfin la perspective d'une nouvelle vague de augustations d'applies dess la City. pective d'ane nouvelle vague de suppressions d'emplois dans la City après les réductions décidées par Morgan Grenfell en liaison avec la suspension de ses activités de teneur de marché pour les fonds d'Etat et les actions autant de raisons qui ont favorisé un nouveau repli des cours. Comme partout, l'« effet Gorbatchev» a joué un très court moment.

Indices = FT > dn 9 décembre : 100 valeurs, 1 750,7 (contre 1 765) ; 30 valeurs, 1 429,4 (contre 1 439,7) ; mine d'or, 176,8 (contre 178,7) ; fonds d'Etat, 86,77 (contre 86,90).

	Cours 2 déc.	Cours 9 déc.
Beecham Bowater BP Charter Courtantes De Beens (*) Free Gold (*) Glaxo GUS ICI Renters Shell Unilever	448. 414 243 468 244 117/16 83/8	457 396 248 477 247 1/2 11 1/8 7 9/16 10 31/64 16 1/8 977 473 993 443
Vickers War Loan	157 39 5/8	148 39 7/16

(*) En dollars.

FRANCFORT Sensible reprise

Après quinze jours de consolidation, le marché allemand s'est sensiblement redressé (+ 2,3 %) sous l'effet d'achats étrangers. La proposition de désarmement faite par le numéro un soviétique et la bonne tenue de Wall Street out contribué à nourrir la reprise. Indice de la Commerzbank de

9 décembre : 1 616,4	9 décembre : 1 616,4 (contre 1 579,3).		
	Cours 2 déc.	Cours 9 déc.	
AEG BASF Bayer Commerzbank Deutschebank Hoechst Kantsadt Mannesman Siemens Volkswagen	185,50 282,20 294,30 231,70 518 297 409 192,50 481 318,76	183 282,70 300 236 542 300,78 401,50 293 496,50 336	

TOKYO

Au-dessis des 30 000 points

Pour la première fois de son histoire, le marché de Tokyo a, cette semaine, non seulement atteint mais franchi la non sentement attent their franch la barre des 30 000 points de l'indice Nik-kel. L'événement est survenu mercredi, à l'occasion de l'échéance sur les futures » (journées des « deux sorcières »).

Ce niveau d'altitude n'a cependant pu être maintenu, et des ventes bénéfi-ciaires ont pesé sur les cours. Mais déjà, Nikko Securities annonce le franchisse-ment du cap des 33 000 points fin mars

Indices du 9 décembre : Nikke 29793,42 (contre 29665,50), généra 2 305,48 (contre 2 295,16).

	,,-	
2 5 9	Cours. 3 déc.	Cours 9 déc
Akar Bridgestone Canon Puji Bank Honda Motors Matsushita Electric Mitsubkhi Heavy Sony Corp.	640 1 300 1 369 3 440 1 960 2 469 1 090 6 589	680 1 360 1 380 3 470 1 910 2 370 1 640 6 890

devivre sous

Tites suborde

presche des d

A THE PARA

Crédits, changes, grands marchés

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

Titres subordonnés perpétuels : le cercle des débiteurs s'élargit

Comment se servir du marché dépasse de plus de 1 % le Libor. risques qui y sont liés n'incitent obligataire pour se procurer des Cela revient actuellement à un fonds propres on comment faire le coût de l'ordre de 10,50 % pour publique. Cela fait plusieurs mois lien entre le capital et la dette l'emprunteur (voir également le d'une entreprise? La question est Monde daté 17-18 juillet et 16plus que jamais à l'ordre du jour 17 octobre). et c'est par exemple ce qu'illustre en partie la dernière formule développée à Wall Street par la firme Shearson Lehman Button. Cette formule consiste à scinder pour trente ans une action en trois instruments distincts, selon les revenus que l'on peut en espérer, tunité d'en émettre en autres et à créer un produit nouveau que les Américains appellent USU (unbundled stock units). Le premier de ces instruments correspond à une obligation dont la rémunération sera celle d'un dividende de base; les deux autres pourront faire bénéficier le porteur de ce qui serait normalement une augmentation du dividende et une montée du cours de l'action.

BOURSES

ÉTRANGERES

NW. Say

Tryphia

12.55

En Europe, l'attention se concentre tout particulièrement sur ce que l'on désigne en France sous le sigle de TSDI (titres lement, elle devrait être adoptée subordonnés à durée indétermi- au début de l'année prochaine. née). Un nombre croissant de Déjà on s'en félicite comme d'un banques et d'entreprises à travers fait acquis, car, apparemment, l'Europe ont recours à cette solu- aucun obstacle sérieux ne s'y tion, qui devrait leur permettre de constituer des fonds propres. Il y ront leur compte, ayant tout à a encore peu de temps, l'intérêt gagner d'un renforcement de la pour ce type d'opérations paraissait limité à des emprunteurs français et néerlandais. Les candidats se pressent actuellement en fin d'une situation qui les pénali-Espagne, en Belgique et au sait en quelque sorte par rapport Royaume-Uni. Schématiquement, aux banques de l'étranger. Plude telles transactions consistent sieurs établissements français resen l'émission de titres subor- sentaient comme une injustice de donnés perpétuels qui, rachetés se voir refuser l'accès du comparpar une eurobanque, sont transformés et offerts à des investis- la Deutsche Bank, le Crédit suisse seurs sous la forme de notes d'une ou la Commerzbank, par exemdurée de quinze ans dont le ple, ont eu tout loisir de s'y prérevenu est très élevé puisqu'il

Jusqu'à présent, les opérations de ce type, toutes placées de façon privée, ont, pour la plupart d'entre elles, été lancées en dollars des Etats-Unis. D'aucuns s'interrogent au sujet de l'oppormonnaies, en particulier en francs français. Il faudrait, pour cela, permettre l'émission de placements privés en francs. La complexité de ces transactions et les

guère à les offrir en souscription que les banques et les services du Trésor français se penchent sur la question des placements privés en francs, qui n'est pas encore résolue. Les TDSI en dollars ont trouvé preneurs auprès d'investisseurs différents selon la nature des emprunteurs. Les titres émis par des banques semblent être principalement placés auprès de sociétés de leasing au Japon. Les titres émis par d'autres débiteurs, comme Matra, Hachette ou Havas, sont plus largement répartis, en Extrême-Orient mais

Emprunter en eurofrancs français

Pour animer le marché des émissions publiques en eurofrancs français qui n'est ouvert que par intermittence, on pourrait autoriser les banques françaises à s'y présenter en tant qu'empranteurs. La mesure est à l'étude et, normaau début de l'année prochaine. oppose. Les investisseurs y trouveconcurrence entre débiteurs. partie de cette opération de Quant aux intéressés eux-mêmes, ils ne peuvent que se réjouir de la timent de l'eurofranc tandis que senter récemment avec succès.

Sous son aspect libéral, la mesure n'en est pas moins conditionnelle. Le marché de l'eurofranc demeure sous étroite surveillance et il faut s'attendre que les autorités prennent toutes les précautions pour éviter qu'il n'empiète sur le marché domestique, celui des emprunts nationaux. Une banque française ne sera admise à lancer pour ellemême un euro-emprunt en francs que dans la mesure où elle en échangera le produit contre des fonds en devises et que la contre-« swan » soit non seulement bien identifiée mais également étrangère. Comme il s'agira de procurer des francs à des non-résidents. l'aspect international du marché sera tout à fait préservé. Le marché des emprunts nationaux demeurera la source privilégiée où une hanque française pourra puiser les capitaux en francs dont

CHRISTOPHE VETTER.

ainsi que l'étroitesse de l'offre devrait se faire encore sentir au

DEVISES ET OR

L'effet Gorbatchev

Mon Dieu, quelle folle journée sur les marchés des changes que celle du mercredi 7 décembre 1988. Sur la rumeur, datant de la veille et confirmée le jour même, d'une réduction de 10 % des forces militaires conventionnelles soviétiques qu'annoncerait à l'ONU M. Gorbetchev, le dollar, en vingt-quatre heures, bondissait de 1,73 DM à 1,7730 DM, de 122 yens à 124,25 yens et de 5,89 F à 6.06 F. C'était l'euphorie : tout irait bien désormais puisque cette réduction devait logiquement être imitée par les Etats-Unis, d'où dissipation du déficie hudefeui et diminution du déficit budgétaire et renforcement du dollar. Hélas! rapidement, ce bel enthousiasme retombait, et cela pour deux rai-sons: la première est que cette rumeur puis cette nouvelle avaient incité les vendeurs de dollars à découvert à racheter précipitamment, d'où une accentuation de la hausse des cours; la seconde tient très logiquement à la prudence des réactions occidentales devant les propositions soviétiques, dont les experts tendent à minimiser l'impact réel et à demander bien davantage, comme le font ceux de

La mousse de l' • effet Gorby • une fois retombée, les opérateurs se sont retrouvés devant leurs problèmes antérieurs, ce qui a renforcé le scepticisme de certains sur la tenue du dollar, scepticisme toujours très répandu.

En définitive, à la veille du week-end, les cours du billet vert se retrouvaient non loin de ceux de dessus toutefois, à Tokyo et à Paris, mais en même temps à Francfort. Huit jours pour rien, scrait-on tenté de dire, à ceci près

En Europe, la livre sterling qui, en pleine ascension, avait atteint 3,24 DM, nouveau record histori-que, et dépassé 11 F à Paris a bettu en retraite subitement en fin de semaine, revenant un peu au-dessus de 3,20 DM et retombant en dessous de 11 F. Le repli était attribué aux rumeurs de démission du chancelier de l'Echiquier, M. Nigel Lawson, partisan d'une livre forte et de taux d'intérêt élevés, politique vivement critiquée ces derniers temps. Certains opéra-teurs ont, semble-t-il, été impressionnés par les signaux inquiétants en provenance de l'économie bri-

peuvent pas tout masquer... Le franc français, qui s'était un peu raffermi par rapport au mark, grâce à la remontée du dollar et à l'effet Gorbatchev, a reperdu ses gains, le cours de la devise alle-mande à Paris remontant à 3,4170 F à la veille du week-end.

tannique : inflation à plus de 6 %, emballement des salaires, gonfle-

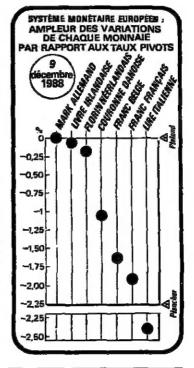
ment vertigineux des déficits extérieurs. Même des taux à 13 % ne

En ce qui concerne le mark, le président du conseil des cinq sages - en Allemagne, M. Hans-Karl Schneider, a estimé qu'il conviendrait de le réévaluer sérieusement et de ne pas se contenter de demi-mesures, comme celle d'une légère revalorisation dans le cadre d'un réalignement des parités au sein du système moné-taire européen. Pour lui, ce réamé-nagement ne devrait pas être différé, en raison du gonflement des excédents extérieurs allemands, notamment vers les autres pays de la CEE, qui vont nettement aug-menter l'an prochain. Déjà, en

que l'ampleur de la réaction a été octobre, l'excédent de la balance commerciale s'est elevé à 10,6 milliards de marks (36 milliards de francs), et, en 1988, cet excédent pourrait passer de 110-120 miliards de marks à 130 milliards (442 milliards de francs).

Le président de la Banque fédérale d'Aliemagne, M. Karl-Otto Poehl, lui a fait écho, non pas pour recommander une réévaluation vigoureuse du mark (Mein Gott, non!) mais pour admettre que les excédents germaniques à l'égard de la CEE, son premier partenaire commercial, devenaient un vrai problème » susceptible d'ébranler l'édifice européen et de compro-mettre l'intégration en cours. C'est bien ce que pense M. de Larosière. le gouverneur de la Banque de France : cette semaine, devant le Consul national de crédit et la presse, il a réaffirmé que « la France n'a pas de déficit fonda-mental au regard du FMI», que ses déficits — du commerce exté-rieur et de la balance des paie-ments — étaient peu importants en fonction de ses échanges et que c'était « l'Allemagne qui était en déséquilibre », notamment pour l'exportation des capitaux. Par là, l'exportation des capitaux. Par la, rien ne peut être résolu par un réalignement du SME. Dont acte, mais quel prix faudra-t-il payer si, l'an prochain, la spéculation à la hausse du mark se développait face à un dollar affaibli? C'est toute l'interrogation de l'année 1989.

FRANÇOIS RENARD.



COURS MOYENS DE CLOTURE DU 5 AU 9 DÉCEMBRE

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Line	SEU.	Franc trançais	Franc	D. mark	Franc beige	Plants	Lire italiana
	1,8470	-	16,B833	68,4931	57,7034	2,7548	51,1589	6,9781
New York	1,2580	-	16,9233	69,0131	57,2035	2,7609	51,2820	6,0783
	10,9398	5,9230	-	405,68	341,77	16,3168	302,97	4,6273
Paris	10,9789	5,9090	-	407,88	341,56	16,3142	363,82	4,620
	2,6966	1,4680	24,6491	-	84,2469	(1220	74,6803	1,149
Zurich	2,6922	1,460	24,5218	-	83,7572	4,0005	74,3076	1,132
	3,2068	L7330	29,2594	118,69	-	4,7147	88,6445	1,353
Franciors	12143	1,7300	29,2774	119,39	-	4,7163	88,7179	1,352
	67,9461	36,38	6,1286	24,8639	209.46	-	18,5677	2,835
Bruxalles	67,2967	36.72	6,1296	24,9965	209,36		18,5743	2,831
	3,6188	1.9550	33,0065	133,50	112.82	5,3856	-	1,527
Apaterian	3,6231	1,9500	33,60[1	134.57	112.71	5,3837	-	1,524
	2364.16	1280	216.10	876,71	739,60	35,2617	654,73	-
BBi		1279	216.45	882.67	739,30	35,3119	655,89	-
	236.87	122.40	206,65	13,8356	70,6289	3,3719	62,688	0,895
Takyo	225.56	12L40	265.45	\$3,7819	70,1734	3.3517	62,2564	0.894

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 9 décembre, 4,8390 F contre 4,8673 F le vendredi 2 décembre.

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Un espoir bien fragile

Comme sur les marchés des Comme sur les marchés des changes (voir ci-dessus). I'- effet Gorbatchev > a été magique sur les marchés financiers, avec toujours le même espoir : une réduction des dépenses militaires pouvant contribuer à une diminution du déficit pointe possible à 91/2%, au premier pointe possib budgétaire, donc des besoins de financement, d'où une détente générale des taux. Mardi, lorsque la rumeur Gorbatchev commença à se répandre à New-York, ce fut une « extraordinaire journée ». Le rebond du cours des obligations d'Etat fut qualifié d'explosif - plus de 2 % d'un coup, - le rendement du trente ans, l'emprunt-phare, chutant de 9,14 % à 8,90 %.

Comme sur les marchés des changes, aussi, M. Gorbatchev a fait « galoper » les vendeurs à découvert, qui tablent sur une hausse des taux et, donc, sur une baisse des cours. Ils ont racheté précipitamment ce qu'ils avaient vendu, d'où, également, une amplification de la

Cette reprise a pris les opérateurs par surprise et, une fois l'excitation retombée, ils se sont retrouvés face à la dure réalité : pour beaucoup d'entre eux, les « données fondamentales » aux Etats-Unis vont dans le sens d'une montée des taux d'intérêt, en raison de la surchauffe, de la saturation des capacités de produc-tion, de l'inflation, qui risque d'être un problème à partir de maintenant : l'augmentation des prix industriels, longtemps contenue par la hausse du dollar, qui diminue le cost des importations et longtemps retardée, est amorcée depuis le début de l'année. En outre, des pénuries de main-d'œuvre qualifiée apparaissent

ici et là, notamment dans l'Est. De plus, la Réserve fédérale, sans se donner la peine de relever son taux d'escompte, mesure spectaculaire et embarrassante, obtient le même effet en laissant monter, voire en savorisant discrètement la hausse du loyer de l'argent au jour le jour entre banques (Federal Funds), qui, cette semaine, après un fléchissement temporaire, se hisse à nouveau à 81/2%.

Sans doute le chef économiste de une rumeur s'est mise à courir : la trimestre 1989. Il juge possible, tou-tefois, un taux d'inflation de 5,5% à la fin de l'année prochaine, contre 4,5% actuellement. En fin de compte, à la veille du week-end, on retrouve le trente ans à 8,98 %.

A Paris, également, l'effet Gorbatchev a agi, le cours de l'échéance décembre sur MATIF bondissant, mercredi, de 106,45 à 107,10, pour revenir, vendredi, à 106,75, celui de l'échéance mars passant de 105,55 à 106,40, avant de finir à 106,15.

Le loyer de l'argent au jour le jour s'est maintenu à 7 3/4 %-7 7/8 %, lution balisée par les autorités moné-taires. Fort habilement, les auto-rités, en • affamant • un petit peu les banques, les obligent à recourir, pour une part, aux pensions, ce qui maintient les taux assez haut, de manière à mieux défendre le franc et, aussi, à ne pas trop favoriser une expansion des liquidités, peu souhaitée lorsque l'an considère le rythme d'expansion des crédits aux entre-prises (+ 17 %) et celui des crédits aux particuliers (+ 22 %).

du lombard?

Sur le marché primaire obligataire, le Crédit foncier de France enterre l'année, avec trois emprunts. Le premier, de 1 milliard de francs, à taux variable (PIBOR, trois mois), destiné aux OPCVM (SICAV, notamment, et aux banques), a reçu le bon accueil habituel. Les deux autres, 1,7 milliard de francs au total, à taux fixe et rendeplacent assez mal, les conditions étant jugées trop tirées, le Crédit lyonnais, chef de file, devant le soutenir un peu. En fait, le marché de Paris est toujours frileux et craintif, d'autant qu'à la veille du week-end,

Banque fédérale d'Allemagne pourrait relever son taux lombard la semaine prochaine (il est de 5 %

Sur le front des SICAV court terme, après le curieux recul de l'en-cours au mois d'octobre (-6,8 milliards de francs), la progression a reoris à bonne allure au mois de de 17.8 milliards de francs (+ 2.9 % pour l'en-cours en question) qui atteint 627,6 milliards de francs. Sur un an, l'avance est de 42 %.

En novembre, les choses ont repris leur cours normal, non seulement en ce qui concerne la progression, mais aussi pour l'évolution des divers types de SICAV court terme. Les SICAV monétaires, c'est-à-dire celles qui, investies en produits financiers à court terme (bons du Trésor, billets de trésorerie, certificats de dépôts, rémérés), ne sont pas soumises à des risques de cours, se gonflent de 18,2 milliards de francs brut (de 11 milliards de francs en souscriptions nettes, compte tenu de l'augmentation des valeurs liquidatives), soit 433,9 milliards de francs en tout. L'en-cours des SICAV régulières augmente de 1 milliard de francs, à 142,1 milliards, les rachats nets étant estimés à 0,7 milliard. Quant aux SICAV sensibles, dites de performance, puisque susceptibles de se valoriser en cas de baisse de rendements et de hausse du cours, ou de se déprécier pour des raisons inverses, elles perdent liards de francs.

Tout rentre donc dans l'ordre, les SICAV court terme, dites de trésorerie, poursuivant leur ascension et prenant une place de plus en plus grande dans les agrégats monétaires, ce qui n'étonnera personne et, sur-tout, ce qui fausse les statistiques, sur l'importance de l'épargne liquide rémunérée, par rapport à celle qui ne l'est pas (dépôts à vue). A l'heure actuelle, on peut estimer que 70 % de l'épargne liquide des Fran-çais bénéficie d'une rémunération. ce qui est, tout de même, assez appréciable.

MATIÈRES PREMIÈRES

Le cuivre sous influence chilienne

Pour la première fois depuis cuivre du monde. Aussi surpre-1987, les cours du cuivre à Lon-dres ont franchi, le 8 décembre, le Codelco a multiplié ces derniers cap des 2 000 livres la tonne pour livraison immédiate. Vendredi 9 décembre, les cotations se repliaient à 1 983 livres par tonne, près de 260 livres au-dessus des prix de l'échéance à trois mois. Au New York Commodity Exchange (COMEX), les autorités du marché envisageaient cependant d'augmenter sensible-ment les dépôts nécessaires à l'achat d'un contrat à terme sur le cuivre, afin de décourager la spéculation. Ce - deposit », qui représente en temps normal 5% de la valeur totale du contrat, était sur le point d'être porté à

Cette forte hausse des cours du métal rouge traduit d'abord une baisse proportionnellement aussi forte des stocks détenus tant au London Metal Exchange qu'au COMEX. De 150 000 tonnes à la mi-août, ils ont diminué à 68 000 tonnes début décembre. La tension sur l'offre est accrue par le manque relatif de métal de qualité supérieure. Ainsi s'explique la hiérarchie inhabituelle des cours, le comptant, habituellement moins cher que le terme, étant actuellement plus cher.

Les négociants ont en réalité l'œil fixé sur le Chili et sa firme minière d'Etat Codelco, la plus grande entreprise d'extraction de

PRODUITS	COURS DU 9-12
Cuivre is g. (Ludes)	1 738 (+ 54)
Trois mois	Livres/tonne
Aleminism (Louise)	1 359 (+ 50)
Trois mois	Livres/toxase
Nickel (Leader)	14 200 (+ 350)
Décembre	Dollars/tonac
Secre (Pais)	1 735 (=)
Mars	Francs/tonne
Café (Losém)	1 168 (+ 4)
Janvier	Livres/tonne
Cacao (New-York)	1 382 (- 81)
Décembre	Dollars/tonne
Rié (Chicago)	427 (+ 8)
Décembre	Cents/boisseau
Mais (Chicago)	259,5 (+ 1,50)
Décembre	Cents/boisseau
Soja (Ciazpi)	246,70 (+ 0,10)
Décembre	Dollars/L courte

mois les achats de cuivre sur le marché international, afin de respecter des contrats de livraison qu'elle ne semblait pas en mesure d'honorer dans les délais voulus. En octobre et novembre, la firme chilienne aurait ainsi pris possession de 7 000 tonnes. Certains courtiers font état d'achats de cui-Des problèmes techniques sont probablement à l'origine d'une moindre activité des célèbres mata, la plus grande du monde, la production devrait reculer de 5 % en 1988, en raison du manvais état de marche d'un nouveau four. Et Temente, l'autre mine géante de la Codelco, a connu des éboulements de rochers qui ont empêché l'exploitation dans les meilleures conditions. Ces incidents à répétition se retrouvent d'ailleurs dans les prévisions de production globale du groupe. Celle-ci devait initialement atteindre 1,124 million de tonnes. Elle n'est plus fixée qu'à 1,105 million de tonnes. Malgré la forte hausse des prix du cuivre en 1988, les exportations du Chili à l'issue des neuf premiers mois de 1988 n'ont atteint que 957 900 tonnes, contre 996 700 tonnes pour la même période de 1987, soit un recul de

L'été dernier, un projet d'un montant de 1,1 milliard de dollars monté conjointement par des investisseurs australiens, britanniques et japonais, a été lancé pour développer au Chili la troisième plus grosse mine de cuivre du monde, la Escondida. L'extension de ce site, prévue pour 1991, devrait permettre l'extraction de 760 000 tonnes par an, puis de 800 000 tonnes l'an en pleine activité, sur une période estimée à cinquante-deux ans. 380 000 tonnes partiront chaque année vers le 150 000 tonnes vers la Norddeutsche Affinerie ouest-allemande, et 150 000 tonnes en Finlande, chez

le producteur Outokumpu. Mais en attendant ce nouvel apport, le marché reste tendu. Les analystes londoniens des firmes de courtage Rudolf Wolff ou Shearson Lehman Hutton estiment

cours des six premiers mois de 1989, C'est sculement au second semestre que la production devrait être en mesure de calmer les gros appétits de l'industrie (et du bâtiment). Ces dernières impressions tempèrent quelque peu les conclusions du rapport sur le cuivre publié par Shearson Lehman le 10 octobre. La firme vre de 40 000 tonnes entre décem-bre et mai 1988 par la Codelco. ans de déficit, le marché occidental du cuivre redeviendrait excédentaire en 1988, grâce à une forte hausse de la production. Shearson avait la prudence d'ajouter que les stocks restaient à un niveau . extrêmement bas . et représentaient - une sécurité très minime en cas d'événement imprévu ». Les conflits sociaux qui se déroulent dans les mines d'argent au Pérou pourraient s'étendre jusqu'aux mines de cuivre et provoquer des tensions accrues sur le marché en début d'année. Sur le marché du cuivre. « l'imprévu » est toujours possible, tant la production s'opère dans des conditions sociales difficiles, en Amérique du Sud comme dans la « Copperbelt » (ceinture de cuivre) africaine du Zalre et de la Zambie.

ERIC FOTTORINO.

Pour la troisième amée consécu-tive, Rémy Arnaud propose une « France en chiffres », tirée dans un numém hors série de Sciences et Vie Economie, où figurent, outre des données très détaillées sur les forces et faiblesses de l'économie française (régions, démographie, commerce, niveau de vie), des chapitres originaux sur les « richesses agricoles et les défaillances agro-alimentaires », sur les « données de la dépendance énergétique » et sur l'industrie des métaux. On y apprend, en particu-lier sur le terrain du cuivre, que la France consomme chaque année près de 400 000 tonnes de métal rouge, dont une moitié pour l'indus-trie électrique et l'autre, à égalité, pour la chimie et diverses industries mécaniques. « Au total, précise Rémy Arnaud, la balance commerciale du cuivre a accusé un déficit de 2,3 milliards de francs en 1987 contre I,8 milliard de francs l'année précédente. . La France en chiffres » fournit des informations comparables pour tous les métaux, y compris l'acier et l'or.



Le Monde

ÉTRANGER

- 2-3 Le quarantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de
- 4 Le tremblement de terre en Arménie.
- 5 La remise des prix Nobel.

POLITIQUE

6 Le rejet de la motion de censure du RPR par l'Assemblée nationale 7 Le collectif budgétaire

Mini-test électoral ce

week-end pour la majo-- Livres politiques, par

pour 1988 adopté.

SOCIÉTÉ

- 8 La sortie dans l'espace de Jean-Loup Chrétien. Justice : le procès
- Patrick Thimalon. 9 L'affaire de la sur

10 Arts : Quand les musées se font éditeurs. Théâtre : le Fusil chasse à Marseille.

- Cinéma : les Formes de l'amour.

ÉCONOMIE

13 Les réactions à l'échec des négociations sur l'agricul-ture à la réunion du GATT à 14-15 Crédits, changes et grands marchés.

CHRONOLOGIE 12 Novembre dans le monde.

SERVICES

Météorologie 9 Mots croisés9

TÉLÉMATIQUE

- RATP, SNCF : les grèves en direct AVIS Petits porteurs : Combien va vous coliter votre por-tefeuille BOURSE Les jeux primés du Monde
- · Abonnez-vous au Monde 36 15 Tapez LEMONDE

Peu à peu, pourtant, l'audience de l'hebdomadaire s'effrite sous la pres-sion de la concurrence et malgré une politique de large diffusion gratuite dans les salons de coffrire et salles d'attente de médecins. A l'été 1986, les héritiers de Marcel Dassault

confient l'hebdomadaire à Havas en cédant la majorité de son capital à Information et publicité et à la

Compagnie luxembourgeoise de rélédiffusion. M. Jacques Chancel prend la direction du titre et tente de relancer Jours de France sur un

crénean «haut de gamme» dans une

nouvelle bataille avec Paris-Match.

Mais la situation du journal est très préoccupante : la diffusion est tombée au-dessous de trois cent mille exemplaires, le fichier d'abonnés est squelettique et le déficit atteint cent millions de francs.

Jacques Chancel ne pervient pas

rd encore soixante mille exem-

à gagner son pari. Jours de France

plaires et Havas songe à se débarras-ser du titre. En avril 1987, M. Gian-

relancer Jours de France sur un

TCHAD

Un violent accrochage aurait fait 100 morts près de la frontière soudanaise

Un affrontement a opposé, jeudi 8 décembre, dans la région située au sud-est de Gozbeida (est du Tchad). les forces armées nationales tcha-diennes à une colonne de la Légion islamique venue de la province soudanaise du Darfour, faisant cent morts au total, a annoncé vendredi 9 décembre un communiqué du ministère L'accrochage a été - particulièrement violent . ajoute le communiqué qui fait état de quatre-vingt-douze tués dans les rangs des assaillants et de huit tués parmi les forces tchadiennes.

Cette opération s'est aussi soldée par la - récupération d'un important matériel de guerre ».

La Légion islamique est composée, selon le Tchad, de - mercenaires recrutés par la Libye dans divers pays africains et N'Djamena a dénoncé, à piusieurs reprises, la concentration d'unités de cette force dans la province soudanaise voisine du Darfour. Evitant de s'en prendre à la Libye, les autorités nnes dénoncent, dans leur communiqué, l'attitude - belliqueuse - du Soudan.

Cet accrochage est le plus grave depuis que le Tchad et la Libye sont convenus, le 3 octobre, de rétablir leurs relations diplomatiques et de régler pacifiquement leur différend frontalier a propos de la bande d'Aouzou.

M. Hamed El Houderi, ambassadeur de Libye à Paris, a démenti, vendredi. « toute implication libyenne dans cet accrochage. - Pour la Libve. a-t-il déclaré, la guerre avec le Tchad est définitivement terminée. Toute tentative pour impliquer mon pays dans un accrochage militaire pourrait tendant à remettre en cause le processus de paix - engagé entre Tripoli et N'Diamena.

Cet accrochage a eu lieu juste au sud d'Abéché, où l'armée française a entrepris de construire une piste en dur, appelée à jouer un rôle-cle dans le cadre de son dispositif Epervier qu'elle cherche maintenant à alléger. Cet affrontement intervient aussi à quel-ques jours de l'ouverture, à Casablanca, du quinzième sommet des chefs d'Etat de France et d'Afrique, à l'occasion duquel la question tchaquée. - (AFP. AP. Reuter.)

Le raid israélien à proximité de Beyrouth

Un officier supérieur tué

Plainte du Liban auprès de l'ONU Le Liban a officiellement saisi, vendredi A Bruxelles, le secrétaire d'Etat, M. George Shultz, s'est étonné de l'opération israélienne

9 décembre, le Conseil de sécurité de l'ONU d'une demande de « réunion argente » à la suite. de l'opération militaire israélienne lancée le même jour à proximité de Beyrouth. Le président du Conseil, M. Hideo Kagami (Japon), devrait consulter handi ses collègues sur la plainte liba-

Les Etats-Unis, pour leur part, ont réaffirmé qu'ils déploraient la violence d'où qu'elle vienne au Proche-Orient. Le porte-parole de la Maison Blanche, M. Martin Fitzwater, s'est toutefois abstenu de critiquer Israël, se contentant d'indi-quer que l'administration américaine ne pouvait « guère faire plus que de transmettre ses protes-

JÉRUSALEM de notre correspondant

Plusieurs heures de combat à proximité de Beyrouth, un officier tué et une périlleuse opération pour aller récupérer quatre des hommes engagés : au lendemain du raid lancé par l'Etat hébreu au Liban, dans la nuit du jeudi 8 au vendredi 9 décembre, l'impression dominante à Jérusalem était que l'armée israélienne avalt pris de grands risques en allant attaquer des bases du groupe palestinien FPLP-CG de M. Ahmed Jibril (pro-syrien).

Nombre de questions sont posées à la fois sur la date et sur la cible choisies. Le déploiement des forces engagées a été inhabituel, comparé aux « traditionnels » raids aériens menés par Israël au Liban sud contre les organisations palesti-niennes. Cette fois, il s'est agi d'une ération combinant des force aériennes nouvelles et terrestres. Ces dernières sont intervenues à une vingtaine de kilomètres de Bevrouth, ce qui est tout aussi inhabituel depuis le retrait israélien du Liban en 1985.

Certains en concluent que l'armée voulu frapper un grand coup, psychologique et militaire, à quelques heures du premier anniversaire du début du soulèvement dans les territoires occupés. Opération d'intimidation et d'avertissement, car c'est ce même FPLP-CG qui avait, le 26 novembre 1987, monté à la frontière nord du pays une attaque en ULM, aujourd'hui considérée comme avant été un des détonateurs du soulèvement en Cisjordanie et à Gaza. Cette attaque aurait, dit-on, gonflé le moral des jeunes « Palesti-niens de l'intérieur » et ainsi participé au climat de révolte qui devait, deux semaines plus tard, déboucher sur l'Intifada dans les territoires. Selon d'autres, l'opération a été montée parce que l'armée savait

< Aucune motivation politique »

qu'un des principaux dirigeants du

groupe Jibril se trouvait dans les bases visées.

Le chef d'état-major, le général Dan Shomron, a rejeté toutes ces hypothèses. Lors d'une conférence de presse, il a assuré qu'il n'y avait derrière l'opération, et que celle-ci relevait - de la lutte permanente -que mène Israël contre une organisation responsable d'un grand nombre d'infractions à la frontière nord du pays. Il a affirmé que « tous les objectifs avaient été atteints » et que le raid avait été un « succès », en dépit d'une lourde perte, la mort d'un lieutenant-colonel de vingt-neuf ans, appartenant à l'unité d'élite des

Selon la version donnée en Israël. l'attaque a commencé dans la nuit de jeudi. « Un détachement combiné des forces aériennes, navales et terrestres - y a participé; un com-mando a été débarqué sur une plage

A Londres, le gouvernement britannique a condamné l'opération israélienne, qui ne fait « qu'exacerber le cycle de violence dans la région et n'apporte rien à Israël sur le plan de sa sécurité à long terme ». Un communiqué du Foreign Office conseille à Israël « d'avoir recours à des solutions politiques s'il vent avoir la paix à ses aux environs de Damour (banlieue de Beyrouth) et a ouvert le feu

« Je pensais, a-t-il dit, qu'Israël avait tiré les

leçons du passé », se référant ainsi à l'invasion

israélienne du Liban, en 1982, au cours de

laquelle « les Israéliens avaient envoyé des

troupes très loin à l'intérieur du Liban ».

contre des bases des quartiers généraux et des dépôts d'armes du FPLP-CG dans la région de Numa » (à une vingtaine de kilomè-tres de la capitale libanaise). L'officier israélien a été tué et trois de ses hommes, dont un médecin, ont été blessés au cours de ces combats. Les autorités israéliennes ont affirmé qu'il y avait en une vinetaine de morts - dont un important chef militaire - parmi la centaine de combattants du groupe Jibril qui se trouvaient sur place.

Vendredi à l'aube, au moment du retrait, l'unité israélienne s'est aperçue que quatre de ses hommes manquaient à l'appel. Le général Dan Shomron a alors ordonné une vaste opération pour les récupérer. La chasse israélienne a d'abord bombardé les alentours, sans doute des positions palestiniennes et druzes. d'observation sans pilote, pour le repérage, et enfin deux hélicoptères Cobra, qui sont allés chercher les quatre hommes

Selon certaines indications de source libanaise, les hélicoptères auraient essuyé le feu d'unités syriennes déployées dans la région, information catégoriquement démentie tant à Jérusalem qu'à Damas. Le général Shomron a ajouté, pour sa part, qu'il n'y a eu aucun prisonnier fait de part et

velle bavure des combattants sah-

racuis, qui ont déjà abattu cinq petits avions civils étrangers depuis le début de la guerre au Sahara.

De leur côté, plusieurs pilotes marocains lancés dans des opéra-

tions militaires out appris à leurs dépens que le Polisario dispose, depuis quelque temps, de missiles sol-air performants. Certains accom-

plissaient de simples missions

ALAIN FRACHON.

M. Robert Hersant rachète « Jours de France »

M. Robert Hersant sera, au le janvier, le nouveau propriétaire de Jours de France. Selon les responsables du journal, un « accord verbal formel » sur le rachat de la totalité du capital lie le patron de la Socpresse à Information et publi-cité, filiale d'Havas et propriétaire de l'hebdomadaire. Un protocole d'accord, en cours de signature, devrait bientôt concrétiser la vente. On indique, à Jours de France, que la nécessité de réinjecter des fonds dans un journal en voie de redressement a conduit la direction à trou-

ver un repreneur ». Que cherche M. Hersant en s'offrant un hebdomadaire à la gioire un peu fanée et à la santé financière chancelante? Il est sans doute trop tôt pour répondre en l'absence de toute déclaration officielle du PDG de la Socpresse. Selon certaines informations, le nou-veau propriétaire se serait engagé à mainteuir la ligne du journal et son équipe. Mais le marché de la presse féminine, sur lequel Jours de France s'est recentré depuis un an, est déjà fort encombré, et il n'est pas exclu que M. Hersant veuille relancer la bataille entre l'hebdomadaire et son éternel rival, Paris-Match, propriété du groupe Hachette-Filipacchi.

C'est le 11 novembre 1954 que Marcel Dassault crée Jours de France. Il souhaite alors en faire un grand magazine d'information et d'actualité politique concurrent de Paris-Match. Mais la lutte se révèle difficile, et Marcel Dassault change son fusil d'épanle pour attaquer le marché de la presse féminine. Le succès est éclatant : cinq cent mille exemplaires en 1963, sept cent cin-quante mille en 1967.

carlo Paretti, patron da groupe luxembourgeois Interpart, qui contrôle alors *le Matin de Paris* et les éditions Aubry se portent acqué-reurs. Mais le ministre des finances, M. Edouard Balladur, oppose son veto à la transaction. Havas, qui négocie alors sa privatisation, se résigne et reprend la totalité du capital. Le journal est confié à Gérard Lefebvre, ancien responsa-ble d'Information et publicité, qui repositionne le titre sur le marché de la presse féminine. Il parvient à stopper la chute des ventes et à relancer la publicité. Mais Haves, resencer sa puosicité. Mais Haves, qui s'intéresse désormait à la presse gratuite et aux quotidiens régio-naux, n'a pas souhaité poursuivre

EN BREF

· MM. Hawatmah et Habache rejettent le « document de Stockholm ». - Deux des principaux alliés radicaux de M. Yasser Arafat ont rejeté, vendredi 9 décembre, le « document de Stockholm » dans lequel le président de l'OLP accept explicitement l'existence de l'Etat d'Israel aux côtés de l'Etat palestinien. Dans un communiqué distribué à Damas, le Front démocratique de libération de la Palestine (FDLP de M. Nayef Hawatmeh) estime que ce document « déforme » les résolutions du Conseil national palestinien tenu du 12 au 15 novembre à Alger, et en donne une « lecture capitularde ». M. Georges Habache, chef du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) a pour sa part déclaré que des récentes déclarations de M. Arafat à Stockholm « ne reflétaient pas la réa-lité des décisions adoptées par le CNP à Alger ». - (AFP-Reuter.)

 M. Ferdinand Marcos hospi talisé. - L'ancien président philippin a été hospitalisé vendredi 9 décembre à la suite d'une déficience cardiaque, a indiqué un de ses porte-parole à Honolulu. M. Marcos, âgé de soixante et onze ans, n'a pas eu d'attaque cardiaque, a précisé son médecin, le docteur Calvin Wong.

● RECTIFICATIF. - Une erreur s'est glissée dans l'article de Michel Cournot (le Monde du 10 décembre). L'horaire de la pièce Cerceau, jouée à la Maison de la culture de Bobigny, est 19 h 30, et non 22 heures. Nous signalons également que la représen-tation du dimenche 18 est annulés.

En Bourgogne FORMEZ VOS **INGENIEURS**

Formation Continue en alternance (sur 2/3 ans) avec tutorat industrie

Filière "Cadres Techniques Supérieurs" Mécaniquel productique ou Electronique

SUFCOB : Université de Bourgogne, B.P.138, 21004 Dijon cedex 92 80.39.51.80.

Ferriar 89 et Septembre 89

daté 10 décembre 1988 a été tiré à 525 319 exemplaires

Le numéro du « Monde »

CDEF

J.-F. L. La police chinoise tire sur des manifestants à Lhassa: plusieurs blessés

La police chinoise a ouvert le fen, samedi 10 décembre, sur des manifestants tibétains, à Lhassa, faisant plusieurs blessés dont une étrangère, a affirmé, par téléphone, un témoin occidental sur place. L'incident a eu lien après qu'une manifestation d'une trentaine de Tibétains avait été organisée dans le centre de Lhassa contre la présence chinoise, le jour du 40 anniversaire de la Déciaration universelle des droits de 'homme, a indiqué au téléphone ce témoin direct, une journaliste occidentale en vacances au Tibet qui a requis l'anonymat. Selon elle, les nanifestants se sont heurtés à une patrouille de police chinoise qui a ouvert le feu. Des térmoins tibétains lui ont affirmé que deux Tibétains ont été tués sur le coup, mais cette information n'a pu être confirmée. Une étrangère a été atteinte de plusieurs balles au bras, a-t-elle ajouté.

the Comment of the state of

treatment day or william

Mich boards Car more

THE RESERVE CONTRACT MANAGEMENT

Sent special de Matrie Constitution

the Asset on Section 1

se le torre marine se

Por Instant, las Complete Territoria

to to the principle of the State

the state has been presented in the state of
The state of the s

The Control of 1 to 100
As the flatters that a series.

Service Control of the Control of th

A party of the par

Hat has been a large to the first to the fir

A CONTRACTOR OF THE PARTY OF TH A STATE OF LAND OF STATE OF ST

1

at a toughtone story



65 bil St-Germain, 75005 Parks

Tal.: (1) 43.25.68.88

Devant les députés tunisiens

Le colonel Kadhafi dénonce les « manœuvres diaboliques » des pays occidentaux

TUNIS de notre correspondant

Jamais les lambris de la Chambre des députés, dans le calme et majes tueux palais de Bardo, aux portes de Tunis, n'avaient résonné d'une telle diatribe. Vendredi 9 décembre. durant deux heures, le colonel Kadhafi a développé ses thèses anti-occidentales et unitaires, devant une assistance quelque peu médusée qui ne lui a accordé que des applaudissements tout juste polis.

La tête ceinte du turban blanc traditionnel des bédouins, tranchant sur sa gandoura marron et verte, le ton allant crescendo, le colonei s'en est pris avec virulence aux Etats-Unis, ce « satan », mais aussi à l'Europe, accusée de comploter contre la nation arabe. . La stratégie du capitalisme occidental, a-t-il dit entre autres choses, est de diviser le monde arabe et d'y semer la zizanie pour mieux prolèger ses intérêts et le transformer en marché de consommation, afin d'y écouler ses produits de pacotille et ses déchets. » Alors, pour faire face à ces - manœuvres diaboliques », il n'y a, selon lui, qu'une recette : son puisque - nous sommes tous mem-bres d'une même tribu, tous de la même race, tous des Arabes du

Golfe à l'Océan ». Le « guide de la révolution » à la radio et à la télévision ont été souvent interrompus par des . incidents techniques » - ne s'est pas montré non plus particulièrement aimable à l'égard de ses hôtes, les députés, en affirmant que les institutions, telles que les Parlements, sont « une supercherie », et que la vérité

est dans « le pouvoir du peuple, comme en Jamahiriya, vers lequel le monde va inexorablement évo-

Dans ce discours haché et confus l'OLP, et surtout M. Yasser Arafat, n'ont pas été épargnés, mais dans un registre toutefois moins agressif que la veille. En effet, jeudi, lors du dîner qu'offrait en son honneur le ent Ben Ali et auquel assistait M. Arafat, avec lequel il venzit de s'entretenir, le colonel Kadhafi s'était déclaré - choqué - qu'il soit question aujourd'hui d'une recon-naissance d'Israël par les Palesti-

S'adressant directement au président de l'OLP, il avait dit : « Un vrai nationaliste arabe ne peut accepter l'existence de deux Etats sur la terre palestinienne, et (allusion claire à l'Egypte) il suffit, pour le monde arabe, de compter déjà un

traitre dans ses rangs. Il avait aussi affirmé que condam-ner le terrorisme comme l'a fait l'OLP à Alger, c'est « lier les mains du peuple palestinien », car · lorsqu'il s'agit de libérer une par-celle du territoire arabe, les Arabes oivent tous être des terroristes ».

Selon un ambassadeur arabe prént parmi la centaine d'invités, M. Arafat n'a pas réagi à ces provo-cations. Il s'est borné à sourire. Mais l'embarras du président Ben Ali était évident. L'étonnement gêné des invités était aussi visible, surtout lorsqu'à leur sortie du palais de Carthage, ils se trouvèrent face à une manifestation de la horde de gardes du corps du colonel, brandissant leur kalachnikoff en scandant : « Palestine arabe et musulmane! >

MICHEL DEURÉ.

Après la destruction du DC-7 américain le Maroc met en cause le Front Polisario

La Mauritanie a rejeté toute responsabilité dans l'affaire du DC-7 américain abattu par un missile sol-air à proximité du Sahara occidental. Quant au Front Polisario, il a dit, par la voix d'un membre du bureau politique, sa volonté de « *faire la* umière » sur cette affaire : Nous n'avons ni intérêt ni volonté de porter atteinte aux intérêts des Etats-Unis », a-t-il

RABAT de notre envoyé spécial

Evoquant la destruction du DC-7 américain qui se rendait à Agadir pour la lutte contre les criquets. le gouvernement marocain a con damné avec énergie cet acte bar-bare », vendredi 9 décembre (le Monde du 10 décembre). Les Maro-cains incriminent clairement le Polisario, sans cependant le nomme officiellement. Dans l'attente des résultats de la mission d'enquête lépēchée par l'ambassade des États-Unis à Agadir, où se trouve l'équi-page du deuxième avion, rescapé, on en est réduit aux hypothèses. La plus logique est en effet une noud'observation au-delà du mur de défense, parfois à proximité des frontières algériennes et maurita-niennes. Il est probable que ces mis-sions étaient fréquentes ces temps-Peut-être le DC-7 américain a-t-il été confondu avec un appareil maro-

cain. Selon Rabat, l'avion a essuyé le tir à la verticale d'une localité située à une quarantaine de kilomètres de la frontière. Dans cette zone, le mur de défense marocain se touve lui-même tout près de cette fron-tière, et on sait depuis longtemps que le Polisario est obligé d'opérer à partir de la Mauritanie. Nouakchott se trouversit dans une situation plus inconfortable que jamais s'il se confirmait que l'avion civil américain a été abattu par des Sahraoui se trouvant sur son territoire.

JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE.

Pour être sûr de Lui faire plaisir : costumes, vestes, chemises, pulls, cravates, grandes griffes choisies à **LA VOGUE**

38, bd des Italiens (près Opéra) et centre commercial Vélizy 2 - détaxe à l'exportation

